N°374 décembre
2009 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

Chaos climatique
Migrations et conflits

Non-violence
Marcher contre la pauvreté



Le corps, champ de bataille

3 questions à...

Climat

Benjamin Dessus,

Président de l'association *Global Chance*

Silence : **Quels sont les véritables enjeux du sommet de Copenhague en décembre 2009 ?**

Nous savons depuis une quinzaine d'années que la lutte contre le réchauffement suppose de limiter vers 2100 l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre à des valeurs telles que leur concentration demeure inférieure à cette époque à 450 ou 500 ppm d'équivalent CO2. Mais nous savons aussi, depuis quelques années, qu'il est crucial d'y arriver sans un pic intermédiaire de concentration de ces gaz qui risquerait fort d'entraîner des dérives irréversibles du climat et de compromettre définitivement l'atteinte de l'objectif à 2100. Alors que les émissions mondiales continuent à progresser à un rythme de l'ordre de 3% par an, il s'agit donc d'inverser la tendance au plus tôt, vers 2020, et de s'engager dès cette époque vers une décroissance annuelle du même ordre pour les diviser par deux d'ici 2050. A l'objectif quantitatif s'ajoute donc l'urgence absolue de cet objectif.

Quelles sont les fausses pistes et qui les met en avant ?

Devant cette situation, on entend souvent dire qu'il faut faire feu de tout bois en oubliant soigneusement de quantifier les marges de manœuvre, de définir les priorités, d'engager des politiques cohérentes avec celles-ci. D'abord en reconnaissant que la limitation du CO_2 n'est pas la seule nécessité, surtout quand on pense à 2030 ou 2040 : on sait en effet que le méthane dont le pouvoir nocif à 100 ans est 25 fois supérieur à celui du CO_2 l'est 75 fois plus à 20 ans. Ses émissions actuelles comptent donc pour plus de 30% dans le réchauffement à cet horizon. Pourtant aucune politique ni nationale, ni internationale n'est envisagée sérieusement à propos de ce gaz, alors qu'elle aurait des impacts très significatifs à l'horizon 2030.

En ce qui concerne le CO_2 qui reste l'essentiel du problème, toutes les études montrent que les marges de manœuvre résident principalement dans la réduction de la demande d'énergie, bien avant les solutions de substitution d'énergies non carbonées aux énergies fossiles, du type nucléaire par exemple. A horizon 2050, nous dit l'AIE, Agence internationale de l'énergie, les économies d'énergie représentent 54% des marges de manœuvre, les énergies renouvelables 21%, la séquestration du carbone 19%, le nucléaire 6%. On peut dans ces conditions se poser sérieusement la question de l'intérêt d'une poursuite dans la voie nucléaire vu les risques majeurs que cette filière induit, alors qu'elle n'apporterait qu'un gain très marginal, coûteux et trop tardif au problème du réchauffement. La priorité des priorités est donc la maîtrise de l'énergie dans ses deux composantes, la sobriété des comportements et l'efficacité énergétique. Toutes deux dépendent très fortement de la nature des infrastructures mises à disposition des citoyens (urbanisme, infrastructures de transports, organisation de la production et relocalisation de l'économie).

Quelles seraient les bons engagements à prendre ?

1 - Engager une politique spécifique de réduction de méthane en se fixant des objectifs quantitatifs à court et moyen terme pour les pays du Nord et du Sud.

Le mois de Lasserpe





quoi de neuf ?

Emploi en informatique

Dans le cadre de l'optimisation de son organisation *S!lence* a initié le développement d'un logiciel de gestion des abonnements et des dépositaires. Le cahier des charges et l'ossature principale du logiciel ont déjà été réalisés, soit 40 à 50 % du travail. Nous recherchons un(e) informaticien(ne) connaissant le langage PHP et les bases de données MySQL, les feuilles de style (CSS), pour achever ce projet rapidement, effectuer la migration des données et en assurer la maintenance par la suite. Le logiciel sera réalisé en tant que logiciel libre et pourra servir également à d'autres revues. Ce travail rémunéré peut être réalisé dans le cadre d'un CDD d'un mois à temps plein minimum ou d'une prestation extérieure.Si vous êtes intéressé(e) par ce projet, merci de nous présenter vos compétences, expériences, réalisations, exigences et disponibilités à l'adresse : *logiciel@revuesilence.net*.

www.revuesilence.net

Silence s'est doté d'un site internet *(www.revuesilence.net)*. Ce site est entièrement animé par des bénévoles. On y trouve déjà nos points de vente, un bulletin d'abonnement, les index et progressivement nous allons y mettre les numéros épuisés. Vous y trouverez aussi une fiche expliquant comment nous envoyer des infos. Nous y avons également mis un formulaire courriel pour que vous puissiez nous envoyer des informations par ce biais. Enfin, on peut y lire une fiche sur "en quoi sommes-nous alternatifs à *Silence*... et en quoi ne le sommes-nous pas".

Anciens numéros

Les numéros anciens encore disponibles en version papier sont indiqués en avant-dernière page. Lorsque les numéros sont épuisés, nous les proposons progressivement en téléchargement gratuit sur notre site internet *(www.revuesilence.net)*. Les plus récents sont déjà en ligne : quand vous êtes sur la page accueil, au-dessus du dernier numéro, de petites flèches vous permettent de remonter la collection (début novembre jusqu'au n°344). Les téléchargements étant assez lourds, il est conseillé de passer par une ligne à haut débit.

Demande de documentation

Nous sommes souvent sollicités pour des demandes de renseignements. Malheureusement, nous ne sommes pas en mesure de vous répondre sur d'autres questions que le fonctionnement de la revue. L'importante documentation que nous accumulons est donnée au bout d'un délai de deux ans au *CEDRATS, Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales, 27, montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67.* Celui-ci est ouvert tous les après-midi du lundi au samedi. Il existe d'autres lieux où vous pouvez consulter la

2 - Engager enfin en France une politique sérieuse d'économies d'énergie là où sont les principaux gisements :
- le parc immobilier résidentiel et tertiaire déjà construit : ce sont plus de 20 millions de logements qu'il faut impérativement mettre aux normes thermiques de l'habitat neuf d'ici 2030.
- l'électricité, dont la consommation croît à grande allure sans souci d'économie, sous le prétexte que le parc électrique français est largement exempt d'émissions de CO_2. Mais cette affirmation est remise en cause par l'existence du marché européen de l'électricité qui conduit durablement à des émissions par kWh électrique élevées pour des applications saisonnières comme le chauffage des logements.
- les transports : même si le progrès technologique sur les motorisations des voitures n'était pas systématiquement détourné par les constructeurs au profit d'une augmentation des puissances et du poids, il ne serait de loin pas suffisant pour permettre une réduction sensible des émissions de gaz à effet de serre. C'est donc sur une limitation de la demande de transports et sur les transferts de mode vers des transports collectifs beaucoup moins émetteurs, ou des modes non mécanisés qu'il faut agir en priorité, ce qui renvoie aux politiques industrielles et urbanistiques indispensables à une relocalisation au moins partielle de la vie économique et sociale.
- l'industrie, non seulement en tant que responsable d'émissions de gaz à effet de serre dans son processus de production et de distribution des biens et services, mais aussi de la qualité énergétique des produits et des biens qu'elle met sur le marché ■

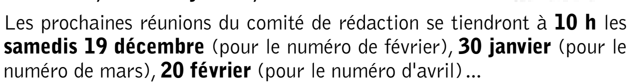
> *Global Chance,* association de scientifiques et d'experts qui interviennent sur les questions d'environnement, Global Chance, 17 ter rue du Val, 92190 Meudon, www.global-chance.org.



SOMMAIRE

Prochain dossier
Alternatives dans le Gard et la Lozère.

Venez nous voir les 10 et 11 décembre !

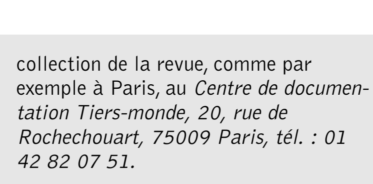


Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence.* Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **10 et 11 décembre, 21 et 22 janvier, 18 et 19 février...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 19 décembre** (pour le numéro de février), **30 janvier** (pour le numéro de mars), **20 février** (pour le numéro d'avril)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **28 octobre 2009.**



collection de la revue, comme par exemple à Paris, au *Centre de documentation Tiers-monde, 20, rue de Rochechouart, 75009 Paris, tél. : 01 42 82 07 51.*

Radios libres
Nous sommes preneurs d'annonces sur les émissions écolos et alternatives qui se tiennent sur les radios-libres. Vous pouvez nous envoyer des infos par courrier ou en passant par le formulaire de contact de notre site internet.

Virement automatique
Nous avons mis en place ce virement automatique en septembre 2008. Depuis, chaque mois, ce sont entre 30 et 40 personnes qui choisissent cette formule. Cela a de multiples avantages : pour nous, simplification de la gestion des abonnements. Pour vous, moins de risques de louper un numéro au moment du réabonnement. Cela permet également à ceux et celles qui ont des petits revenus de mieux répartir le coût de l'abonnement sur l'année. Avec une formule plancher à 7 € par trimestre (soit le numéro à moitié prix), tout le monde peut le faire.

Essonne - Val-de-Marne
Le numéro d'été 2010 sera consacré aux alternatives dans ces deux départements. Les reportages seront faits en février 2010. C'est donc le moment de nous signaler ce que vous connaissez dans ces deux départements. Vous pouvez nous envoyer adresses, présentations, adresses internet...
Merci d'avance.



Bout'd'viande

Juliette - madanju@gmail.com

Mont-Saint-Michel : manifestation du Réseau Sortir du nucléaire lors de ses journées d'été 2008.

Réseau Sortir du nucléaire



Echassier lors de la journée de la Résistance au colonialisme à Barcelone, le 12 octobre 2009.

D.R.

éditorial

Le corps décortiqué

Le corps se donne à voir sous de multiples aspects dans l'espace public mais aussi privé. Il est tout à la fois lieu de rapports sociaux et support identitaire.

Le rapport au corps interroge le rapport à l'image, à l'autre et à la société, donc le rapport au système économique, à la logique marchande et aux standards et normes en vigueur. Les corps — féminins en particulier — sont l'objet d'un "terrorisme normatif"[1] qui impose un standard de beauté et marginalise celles et ceux qui ne s'y conforment pas. Vous ne faites pas partie des 0,01% de femmes qui ressemblent aux images des publicités et des magazines ? Faites un effort ! Jeûnez, faites-vous opérer, ou alors cachez-vous !

Comment passer du corps objet au corps sujet ? Comment se le réapproprier ?

Analyser l'ampleur de notre aliénation par la logique marchande, c'est prendre le recul nécessaire pour en sortir. C'est pourquoi ce dossier présente plusieurs pistes pour ouvrir un autre regard sur les corps, regard qui passe par d'autres pratiques dont certaines sont présentées ici.

Un dossier désépilant !

Béatrice Blondeau et Guillaume Gamblin ■

1. Selon l'expression de Claude Guillon dans osn livre *Je chante le corps critique; Les usages politiques du corps*, H&O, 2008.

dossier

Couverture : Glacier Aletsch, Suisse, 18 août 2007. Spencer Tunick et Greenpeace Suisse présentent une sculpture vivante : une centaine de personnes nues posent pour symboliser la vulnérabilité des glaciers face aux changements climatiques. © Greenpeace/Wuertenberg

Corps, accords et désaccords

Patrice Bouvier, http://www.quincampoix.com/bouvier/

Les Mandragores (Ericka Maury-Lascoux et Claire Joubert), "Rolls"

Comment vit-on son corps aujourd'hui et hier, ici et ailleurs ? Le rapport au corps est une question de culture ; avant de rentrer dans le corps à corps, penchons-nous un peu sur les désaccords qui surgissent quand il est question de vouloir trancher sur le statut de celui-ci.

De toute évidence, nous avons un corps et ce corps possède certaines caractéristiques physiques, biologiques, chimiques, génétiques etc.

Mais en tant que personne, nous ne possédons pas un corps comme nous pouvons posséder certains objets, notre corps "nous possède aussi". Dans un article intitulé "Le statut contemporain du corps : être ou avoir", la philosophe Michela Marzano[1] aborde cette question complexe de la corporéité.

Etre ou avoir un corps ?

Nous avons un corps et nous sommes un corps. Etre les deux à la fois est difficilement concevable en tant que tel et induit alors le recours au dualisme, c'est à dire au fait de supposer que l'homme est composé de deux entités distinctes telles que "corps/esprit" ou "matière/conscience". Si l'on retient ce postulat de départ, reste la question du lien entre les deux et du fonctionnement de ce lien : en quoi et comment le corps influence-t-il la conscience et la pensée, et vice versa. On peut aussi opter pour la simple relation causale : l'une des entités est le produit ou le résultat de l'autre. Que privilégier afin de bien concevoir ce qu'est le corps ? "Aujourd'hui on ne peut dire qu'on soit réellement sorti de la pensée dualiste et que le corps ait enfin acquis un statut clair", comme le rappelle Michela Marzano. D'autres formes de dualisme naissent, par exemple celle de la volonté et du corps. Aussi, comme l'explique son article, la reconnaissance de la volonté peut s'envisager comme une lutte "nécessaire" contre son corps; ceci étant, si la volonté n'est que le résultat de notre corps physique, est-ce encore à proprement parler de la volonté ?

De même, il est communément admis que le corps révèle en partie ce que l'on est. Cette façon de penser le corps implique donc que nous *avons* un corps et que nous ne *sommes* pas un corps ; le corps étant alors la simple matérialisation de ce que nous sommes intrinsèquement....

Pour aller plus loin

- Muriel Darmon, Christine Détrez, *Corps et société,* La Documentation Française, coll. Problèmes politiques et sociaux, Paris, 2004, 120 pp.
- Gilles Boetsch, Christian Hervé, Jacques J. Rozenberg, *Corps normalisé, corps stigmatisé, corps racialisé,* De Boeck, 2008, 360 pp.
- Georges Vigarello, *Histoire du corps,* Seuil, 2006
- Michel Henry, *Le Corps vivant,* www.philagora.net
- Jean-Claude Kaufmann, *L'invention de soi : une théorie de l'identité,* Hachette, 2005
- Sous la direction d'Hélène Rouch, Elsa Dorlin, Dominique Fougeyrollas-Scwebel : *Le Corps, entre sexe et genre,* l'Harmattan, Bibliothèque du féminisme, 2005
- Umberto Eco (dir.), *L'Histoire de la laideur,* Flammarion, 2007

1. Michela Marzano a également dirigé la parution du *Dictionnaire du corps,* PUF, 2007

Le corps comme lieu et espace

Le corps est d'abord un lieu d'identité en ce sens que c'est que l'on présente de façon immédiate à l'autre et inversement. Il représente donc une partie de ce que nous sommes. Il peut aussi traduire à notre insu ce que nous ressentons et pensons : rougissement, tremblement...

Le corps est aussi un espace, se situant à la frontière entre privé et social. Se pose alors la problématique du corps dans l'espace : depuis les années 60, une apparente impression de liberté de disposer de son corps et donc d'émancipation prédomine, alors qu'en parallèle les normes sont plus que jamais pensées et imposées, comme en témoigne le culte du corps dans les sociétés occidentales contemporaines. Un corps mince, jeune, imberbe...

Comme le dit Jacques Testart[2] : "penser le corps c'est penser la norme" et c'est donc penser la société et, de fait, s'interroger sur les espaces de liberté qu'il reste à l'être humain.

La question du corps est avant tout une question sociale

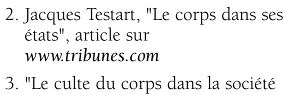
Or ceci est accru dans une société de consommation, de l'image et du présent comme la nôtre. L'apparence peut être vécue comme seul lieu de notre présence.

On parle du culte du corps car, comme le souligne Georges Vigarello, il a "comme acquis des dimensions du sacré. Il est objet d'imaginaire(s), de fantasmes et de représentations"[3].

Ce culte du corps est quasiment devenu un lieu commun dans notre culture et il fait l'objet d'un semblant de consensus. On ne peut que constater la réduction de l'homme (au sens générique bien sûr) à son corps et ce, de pair avec une tyrannie de la corporéité parfaite, et son corollaire : le "dressage civilisateur" du corps imposant à l'homme une forme d'assujettissement, voire d'abêtissement.

Cette cristallisation autour du corps présente l'intérêt de remettre en question la place de celui-ci et d'en faire le point de départ d'une réflexion sur la société. Réflexion ne partant pas, comme si souvent, de la conscience toute puissante, mais permettant alors d'abolir ce dualisme si prégnant entre les deux et de les considérer comme un continuum dans lequel les découpages et frontières s'abolissent, ouvrant sur d'autres possibles.

Béatrice Blondeau ■



2. Jacques Testart, "Le corps dans ses états", article sur *www.tribunes.com*
3. "Le culte du corps dans la société contemporaine", conférence de Georges Vigarello, le 05/12/2000, filmée et distribuée par CERIMES

Un corps de rêve ? C'est un peu mince !



Juliette madamju@gmail.com

"Les Occidentaux n'ont pas besoin de payer une police pour forcer les femmes à obéir : il leur suffit de faire circuler les images pour que les femmes s'esquintent à leur ressembler." **écrit Fatema Mernissi dans Le harem et l'Occident[1]. Dans l'analyse qui suit, Mona Chollet approfondit les enjeux qu'impose la norme sociale sur le rapport au corps[2].**

Quand il est martelé partout que le seul idéal qui vaille dans la vie d'une femme, c'est celui de la minceur, personne ne pourra jamais empêcher que tous les moyens soient bons pour y parvenir – et que, si se pourrir la vie en surveillant et consignant chaque aliment qu'on avale ne suffit pas (dans l'un de ses "Spécial mincir" de printemps, Elle conseillait d'avoir toujours sur soi un carnet à cet effet), on finisse par la sacrifier complètement.

Dans *Libération* (29 septembre 2006), l'angle d'attaque est un peu différent : Françoise-Marie Santucci accuse d'homophobie ceux qui insinuent que le modèle androgyne en vogue dans le milieu de la mode serait dû à l'homosexualité de nombre de couturiers. Et s'insurge : *"La féminité implique-t-elle forcément de ressembler à une 'femme', avec des formes et un corps plantureux ?"* Procédé classique consistant à placer artificiellement le modèle dominant dans la position de la victime opprimée et menacée. Le problème, sans vouloir ôter trop brutalement ses illusions à la journaliste de *Libé*, c'est qu'une écrasante majorité de femmes ressemblent

> ***Si les hommes ont vingt milliards de cellules graisseuses, les femmes, elles, en ont le double. Où est-ce qu'elles sont censées les planquer ?***

1. Fatema Mernissi, *Le Harem et l'Occident,* Albin Michel, 2001. Ecrivaine et sociologue marocaine, féministe

"Les images de corps parfaits se faufilent dans notre cerveau à notre insu, précédant et déjouant toute réflexion, toute démarche critique"

effectivement à des *"femmes"*. La mode repose sur le présupposé selon lequel les femmes, *en tant que femmes,* ne sont pas telles qu'elles devraient être. Et que cet état de fait, loin d'être sans conséquence, condamne un grand nombre d'entre elles à une autodépréciation et à un sentiment permanent d'inadéquation qui leur coûtent une énergie considérable – y compris celles que l'on croirait, a priori, inaccessibles aux diktats d'un univers aussi frivole : l'exemple d'Eve Ensler, auteure de théâtre et militante féministe de longue date, mais obsédée par son ventre pas assez plat, le confirme. Le prétendu *"culte du corps"* a tout, au contraire, de la haine du corps la plus féroce.

Le fantasme d'une maîtrise absolue du corps est caractéristique de la culture occidentale contemporaine, que le psychiatre Gérard Apfeldorfer, dans un texte intitulé "la minceur ne fait pas le bonheur", dénonçait comme une illusion : *"Cette conception d'un corps à la fois parfaitement malléable, soumis au bon vouloir de son propriétaire, et en même temps réifié, est de l'ordre de la croyance, tout comme la conception d'un corps diabolique et mensonger léguée par les Manichéens."*

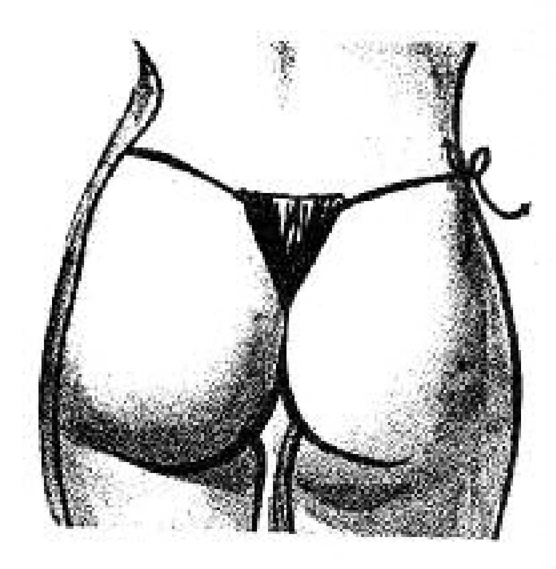
Paradoxalement, la négation du corps rend ce dernier bien plus envahissant que s'il était accepté. Par un étrange masochisme, les adeptes de ce culte morbide se confrontent en permanence à l'objet de leur détestation. Les femmes qui font de la nourriture l'ennemi absolu dans leur quête du salut par la minceur la placent en même temps au centre de leur vie, étudiant le nombre de calories contenu dans chaque aliment, s'interdisant de penser à autre chose.

Et les mannequins, pour pouvoir incarner le fantasme d'un corps éthéré, sublime, libéré de son asservissement à la nature, sont obligés de se focaliser sur ses fonctions d'élimination, c'est-à-dire justement sur l'un de ces aspects prosaïques qu'ils ont la charge de gommer. Il y a quelque temps, l'équipe de *"Groland"*, sur Canal Plus, avait commis un sketch dans lequel le téléspectateur était invité à suivre une jeune top model dans son quotidien *"de rêve"*. On la voyait d'abord chez elle : elle passait son temps à se faire vomir ou à avaler des laxatifs, puis à se vider sur ses toilettes. Toute barbouillée, elle sortait ensuite dans la rue, où elle était assaillie par des admiratrices qui l'avaient reconnue : *"Je vous adore, vous me faites totalement rêver !"*. Elle signait quelques autographes, avant de s'éloigner en rotant et pétant tous azimuts.

Sans influence, le rêve ? Il faut avoir des réserves inépuisables de mauvaise foi pour oser le prétendre. De plus en plus étroitement imbriqués, la mode, le showbiz et la publicité fabriquent chaque jour les images qui, diffusées si massivement qu'il sera à peu près impossible d'échapper à leur matraquage, serviront de modèles identificatoires à des millions de femmes à travers le monde. Il est très difficile de lutter contre leur influence : par leur omniprésence, elles se faufilent dans notre cerveau à notre insu, précédant et déjouant toute réflexion, toute démarche critique ; elles agissent insidieusement, conditionnant nos réflexes, modifiant notre regard, notre perception de notre propre corps et de ceux qui nous entourent, nous rendant toujours plus scrutateurs, plus sensibles à des détails sur lesquels, auparavant, nous ne nous serions pas arrêtés, déplaçant la limite de notre tolérance, de nos critères de beauté, de santé, de normalité, de ce que nous acceptons et réprouvons. Etre conscient de ce processus, le contester, ne permet pas automatiquement d'y échapper, ce qui peut donner lieu à des contradictions entre les discours et les actes.

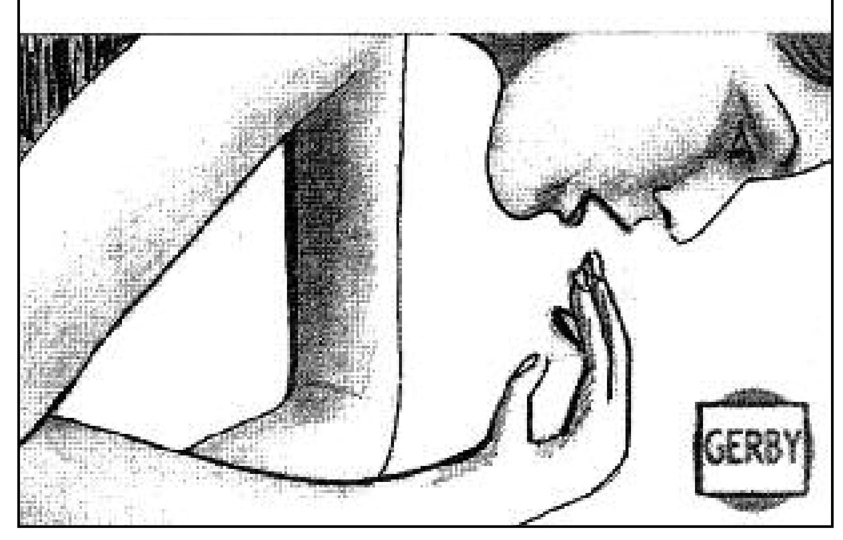
On présente en général la folie de la minceur à tout prix comme un problème de santé publique.

2. Ce texte est extrait de l'article de Mona Chollet : ***Normes de beauté "Culte du corps", ou haine du corps ?*** publié le 4 octobre 2006 sur www.peripherie.net. Journaliste (Le Monde Diplomatique, Charlie Hebdo) et essayiste suisse, Mona Chollet a publié avec Gébé ***Marchands et citoyens, la guerre de l'Internet*** (L'Atalante, 2004), ***La Tyrannie du réel,*** Calmann-Lévy (repris en Folio-Actuel, 2006) puis en 2008 ***Rêves de droite - Défaire l'imaginaire sarkozyste,*** Zones éditions. Elle co-anime avec Thomas Lemahieu le site de critique culturelle "Périphéries".



Cyprine Mag / klito@no-log.org

Illustrations extraites de "Cyprine Mag", édité par Klito, groupe parisien non-mixte issu du Collectif contre le publisexisme, s'étant illustré notamment par un travail politique et artistique de détournement critique de la culture sexiste. Contact : klito@no-log.org.



Cyprine Mag / klito@no-log.org

Ce qu'elle est, certes. Mais on omet de dire qu'elle pose aussi, plus fondamentalement, une question d'égalité entre les sexes. Ce sont les femmes, en effet, qui, comme l'écrit Hilde Bruch, auteure d'un livre sur les désordres alimentaires, se voient dénier *"le droit de satisfaire à un besoin humain élémentaire : celui de manger à sa faim et d'y prendre plaisir"*. Comme le constate Susie Orbach, psychologue spécialisée dans les désordres de la nutrition citée par Ilana Löwy, la présence plus forte et plus visible des femmes dans l'espace public (même si elle reste relative) ces dernières décennies ne s'est pas accompagnée d'une diminution de la pression exercée sur leur physique ; au contraire, cette pression s'est accrue, comme pour conjurer l'angoisse d'une trop grande confusion des rôles entre les sexes.

> ***Le droit de regard sur le corps féminin est indissociable de l'infériorité du statut des femmes.***
> *Ilana Löwy*

Elle renvoie toutefois à un ordre des choses qui ne date pas d'hier : *"Le droit de regard sur le corps féminin est indissociable de l'infériorité du statut des femmes,* écrit Ilana Löwy[3]. *Celles-ci sont censées penser constamment à leur féminité, donc à leur apparence. Les hommes, en revanche, sont libres de ne pas penser à leur masculinité. Cette différence, explique le sociologue allemand Georg Simmel, est l'expression directe des rapports de pouvoir entre les sexes. La masculinité est moins visible, puisque dominante : 'Un des privilèges du maître est d'oublier qu'il est le maître ; par contre la position des esclaves ne leur laisse jamais la possibilité d'oublier qu'ils sont des esclaves.' Les femmes savent que celles qui transgressent l'obligation de surveiller leur apparence et se 'laissent aller' risquent les insultes, le mépris ou l'invisibilité."*

> ***Je me trouve laide quand je suis fatiguée ou malade, et je me trouve belle quand il fait beau ou quand j'ai écrit une page particulièrement réussie.***
> *Fatema Mernissi*

Certaines, pourtant, s'affranchissent crânement de ce *"droit de regard"* masculin sur leur corps. C'est le cas de Fatema Mernissi, dont les hanches larges émerveillent les hommes de son pays, mais que son visage et son cou, jugés trop minces, ont toujours exposée aux critiques.

Une animatrice de télévision aperçue un jour au "Zapping" de Canal Plus déclarait en substance que, quand on voyait passer certains très beaux hommes ou très belles femmes dans la rue, on était parfois un peu mélancolique *"au vu de ce dont on était obligé de se contenter à la maison"*. Il y a quelque chose de terrifiant dans cette manière de conditionner les gens au mépris et à la haine d'eux-mêmes et de leurs proches, et dans le peu de protestations que cela soulève. Tout ça au nom d'une conception de la beauté naïve et infantile, qui ignore la double nature du physique humain : l'apparence de quelqu'un se complète toujours d'une large part qui est laissée à sa discrétion, qui tient à sa présence, à sa manière de se comporter, de parler, d'agir, de laisser transparaître sa personnalité, son histoire, sa conception de la vie. Cette part mouvante, insaisissable, tellement liée au physique qu'on ne peut jamais distinguer clairement ce qui relève de l'un ou de l'autre, peut soit venir confirmer une beauté ou une laideur physique par une beauté ou une laideur morale, soit susciter un intérêt que le physique seul n'avait pas éveillé, soit, au contraire, dissiper brutalement le respect suscité au premier abord par la beauté. Et c'est elle qui est décisive.

Ce qui fait ou défait la séduction de quelqu'un est bien plus complexe que ne veulent le faire croire la publicité ou l'industrie de la mode et de la beauté. Dire cela relève de la plus plate réalité des relations humaines – du moins tant qu'elles ne sont pas complètement pourries par le cynisme et la bêtise consuméristes.

Mona Chollet ■

3. Ilana Löwy *L'Emprise du genre. Masculinité, féminité, inégalité,* La Dispute, Collection Le Genre du Monde, 2006. Elle y cherche à comprendre comment les sociétés occidentales, tout en proclamant l'égalité entre hommes et femmes, ne cessent de reproduire ce que Françoise Héritier a appelé la "valence différentielle des sexes".

Autour du livre



"Mon corps est un champ de bataille"

A l'occasion de la sortie du second tome de l'ouvrage *Mon corps est un champ de bataille, Silence* est allé interroger des membres du collectif féministe qui l'a réalisé. Des textes et des illustrations extraits de ces deux tomes sont aussi proposés.

■ **Mon corps est un champ de bataille,** Tomes 1 et 2, éditions Ma Colère, 22 bis, rue Dumont-d'Urville, 69004 Lyon, http://ma.colere.free.fr.

Pourquoi et comment est née la démarche de réaliser un livre sur le sujet du rapport au corps ?

Myriam : Fabienne avait réalisé une brochure intitulée "Ton corps est un champ de bataille" sur ce sujet quasiment jamais abordé. Photocopiée, cette brochure a été diffusée dans des milieux identifiés : féministe, anarchiste... Plusieurs copines emballées par la brochure se sont réunies autour de Fabienne et ont décidé d'une part de l'étoffer et d'autre part de la rendre accessible à un public plus large et diversifié. L'idée du livre est née. Les interrogations et les démarches se sont construites à partir des rencontres, de la collecte des témoignages et aussi du vécu de chacune des participantes à ce projet.

Lucile : Partant du constat que chacune d'entre nous avait un ou plusieurs problèmes avec son corps, nous avons décidé de mettre en commun ces difficultés et d'y réfléchir. Il s'agissait de mettre au jour, de s'avouer et de rendre public ce rapport au corps et le questionnement qu'il suscite : pourquoi cela a-t-il une telle importance, et quelles en sont les conséquences ? De faire un bilan personnel dans un premier temps puis d'aller au-delà. A la base, c'était un collectif à géométrie variable qui s'est avec le temps finalisé pour aboutir à cinq.

Sabine : Certaines d'entre nous avaient déjà entrepris un travail sur leur corps, les corps, en privilégiant des moyens d'expression comme le dessin et la photo. Ces moyens d'expression différents et parfois complémentaires de l'écrit ont été repris dans les deux tomes, avec notamment la volonté de travailler sur la distorsion existante entre l'image que l'on a de soi et celle que l'on renvoie. En parallèle, nous avions déjà entrepris par exemple d'esthétiser ce qui peut apparaître ou être perçu comme des "défauts".

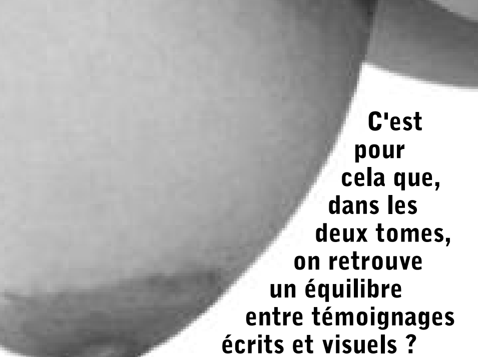
"Je cherche mes propres images. Ludiques. je me suis mise à peindre des corps. Je cherche là quelque chose qui a à voir avec de "l'autoreprésentation" mais pas seulement. Quelque chose qui m'exprime, qui m'accepte. Dans la peur, dans la peine, dans le désir. Qui exprime aussi ce que je ressens comme interdit (à rendre public) : ce qu'on garde pour soi, qui ne regarde peut-être que soi, Certains états "émotionnels", en faire une esthétique. Le corps comme lieu de souffrances est aussi lieu de jouissance, d'une contradiction je fais l'apprentissage toujours renouvelé. Le corps ne me prendre pas en traître. Je construis ma propre habitation, jouissive et sereine, en ce corps."

Aline, *"Du corps en place publique"*
Mon corps est un champ de bataille, tome 1

▼ *Sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon...*



Benjamin Gauducheau.



C'est pour cela que, dans les deux tomes, on retrouve un équilibre entre témoignages écrits et visuels ?

Sabine : Oui, les témoignages visuels sont des témoignages au même titre que ceux écrits. Ils ont également un effet thérapeutique. Par ailleurs, cette alternance contribue aussi à rendre les deux tomes le plus accessibles possible, à sortir du milieu des gens déjà convaincus, car plus attrayants. C'est ce pourquoi nous avons également privilégié une mise en page aérée.

Fabienne : Les contributions visuelles offrent une approche différente, peut-être plus "sensible" du rapport au corps. Elles ouvrent plus intimement l'espace imaginaire, d'autres représentations possibles du corps, ce qui me paraît important dans la réappropriation, ou construction, de sa propre image corporelle. Elles prennent le contre-pied de l'imagerie dominante en montrant par exemple des poils, des bourrelets… Elles ont une place importante dans les deux ouvrages car nous voulions travailler sur cet aspect visuel, sur l'alternance texte/image. Cela donne aussi un aspect un peu ludique au sein d'une thématique souvent douloureuse.

S.Li et L.Brisset

> ***Nous avons essayé de débanaliser la souffrance engendrée par la norme.***
> *Fabienne*

"Cet état d'esprit était omniprésent dans mon rapport aux autres : s'effacer devant celui ou celle à qui je parle. Baisser les yeux. Et penser sans cesse : "j'ai d'horribles boutons, j'ai un double menton…". Et toujours en toile de fond, ces gestes qui prennent tant d'énergie, et qui sont :

- tirer mon pull sur mon ventre,
- ou pour mieux cacher mes fesses, ne pas s'asseoir comme ça, ça écrase les cuisses,
- ne pas se tenir comme ça, ça met en évidence le double menton
- relever cette chaussette qui descend pour ne pas laisser apercevoir mes poils
- vérifier d'un coup d'œil que le pantalon ne remonte pas dans cette position-là…
- paniquer à l'idée de revoir des ami-e-s "d'avant", du temps, où j'étais mince. Trop honte.
- me mettre un jean qui serre, dans lequel je me sentirai mal toute la journée, mais avec lequel je fais plus mince, crever d'envie d'aller me baigner avec les autres, mais feindre d'un air assuré de ne pas avoir trop envie ; les regarder hurler dans l'eau, avec cette force énorme qui me retenait (cette force s'appelle "complexes", pour finalement faire mine de tomber dans l'eau par accident, toute habillée." (…)

Lucile, *"Un rapport au corps"*
Mon corps est un champ de bataille, tome 1

Vous êtes un collectif féminin avec des contributrices uniquement, est-ce un parti pris ? Et si oui pourquoi ?

Myriam : Oui c'est clairement un parti pris. A l'époque cela nous apparaissait comme étant un problème typiquement féminin. Notamment du fait de la pression d'un système masculin sur les femmes. C'était aussi une volonté féministe : une parole venant de femmes et portée de A à Z par des femmes, d'où la création de notre propre maison d'édition *Ma colère* afin de publier nous-mêmes cet ouvrage.

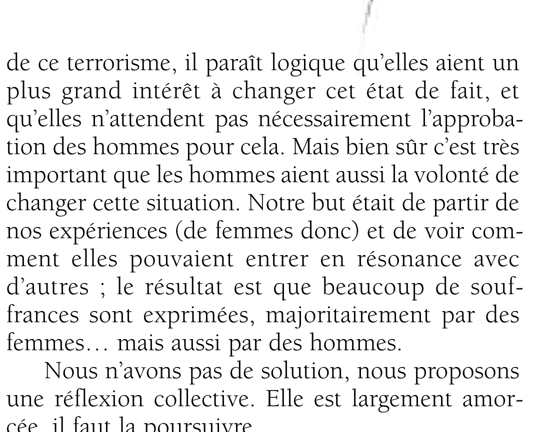
Lucile et Myriam : Si nous devions réaliser aujourd'hui ce projet, ce serait sans doute différent. Le fait d'en parler autour de nous et pas qu'avec des femmes, et les réactions émanant d'hommes aux deux tomes nous ont fait réaliser que ce problème du rapport au corps concernait également les hommes.

Pourquoi avez-vous fait le choix d'une analyse théorique dans le premier tome et pas dans le second ?

Myriam : Le texte de Carla Rice, traduit par Fabienne, était au centre de la brochure qu'elle avait faite. Naturellement, du fait de son importance, il a été repris dans le premier tome.

Le premier tome a suscité beaucoup de rencontres et a soulevé des témoignages très forts. D'où la volonté d'en réaliser un second avec appel à témoignages visuels et écrits.

Lucile : Ces témoignages étant bien plus disparates que ceux repris dans le premier tome, il était plus difficile de théoriser.



"A chaque fois que nous, femmes, nous regardons à travers l'œil de notre culture, nous nous voyons à travers l'œil dominant. Nous nous comparons à des idéaux de beauté inaccessibles qui ne font que renforcer un système sexiste, raciste et de compétition. Nous consommons des images qui nous occupent et nous retirent tout pouvoir. Quand nous nous regardons à travers l'œil dominant, nous devenons autocritiques et juges. Nous cessons de nous aimer et de prendre soin de nous. Nous finissons par nous sentir coupées en deux – nos corps deviennent des objets à manipuler et punir afin de les rendre plus acceptables. Nous nous retrouvons engagées dans une guerre contre nos corps. Une guerre que nous ne pourrons jamais gagner. La société habite nos corps, nous l'avons incorporée dans nos chairs et dans nos os. Comment échapper à cette guerre contre nos corps ?"

Carla Rice, *"Des territoires occupés : transformer la relation à nos corps"*, traduit de l'anglais par Fabienne Meunier et Myriam Battarel. *Mon corps est un champ de bataille,* tome 1

Comment a été reçu le premier tome ? Comment les lectrices (lecteurs) se le sont-ils "appropriés" ?

Sabine : Ce fut un succès inattendu. Les 1000 exemplaires édités ont été vendus en un an. Nous l'avons déjà réédité deux fois à 1000 exemplaires. Les retours directs, très forts, que nous avons eu, ont renforcé le fait que cette question du corps parlait à la plupart d'entre nous.

Myriam : Un certain nombre d'initiatives ont vu le jour après la parution du premier tome. Un groupe de femmes, à Grenoble, a monté un spectacle mêlant danse, diction de textes, projection d'illustrations du livre et photos de pubs et musique. Ailleurs, un autre spectacle de danse et clown a été joué. Par ailleurs, des ateliers de peinture corporelle – se peindre certaines parties du corps afin de les regarder différemment et de les revaloriser – se sont mis en place. Le livre a aussi été traduit en espagnol et sa diffusion est bonne. Des ateliers de discussion et d'écriture, y compris masculins, ont aussi été créés. A Lyon, une femme travaillant pour le planning familial a monté un atelier avec des adolescentes dans une M.J.C. Certains de ces témoignages ont été repris dans le second tome.

Le "terrorisme normatif" n'est-il imposé que par les hommes et ne peut-il changer que par les femmes ? Ne faut-il pas aussi inclure les hommes ?

Sabine : Il est imposé par les hommes, certes, mais par les femmes aussi. Le changement ne peut venir que d'initiatives mixtes, un changement d'abord au niveau personnel puis collectif.

Fabienne : Ce "terrorisme normatif" est inscrit dans notre culture, cela est très bien décrit par Carla Rice, dans le tome 1. Il est donc partagé, intériorisé, véhiculé, par les hommes et par les femmes. Les femmes étant les premières cibles et victimes de ce terrorisme, il paraît logique qu'elles aient un plus grand intérêt à changer cet état de fait, et qu'elles n'attendent pas nécessairement l'approbation des hommes pour cela. Mais bien sûr c'est très important que les hommes aient aussi la volonté de changer cette situation. Notre but était de partir de nos expériences (de femmes donc) et de voir comment elles pouvaient entrer en résonance avec d'autres ; le résultat est que beaucoup de souffrances sont exprimées, majoritairement par des femmes… mais aussi par des hommes.

Nous n'avons pas de solution, nous proposons une réflexion collective. Elle est largement amorcée, il faut la poursuivre.

Entre changer la norme et s'y adapter, quelles marges de manœuvre voyez-vous ? Entre combattre et être bien dans sa peau, que privilégier ?

Lucile : Personnellement, je jongle avec les deux. J'ai intégré la norme et je ne peux que naviguer entre les deux.

Sabine : Il y a, à mon sens, un équilibre personnel à trouver qui permet ensuite de pouvoir fait fi de certaines normes.

Fabienne : Si la norme impose comme idéal de beauté le fait d'être jeune, blanche, blonde, valide, et que la beauté reste définie comme l'élément central dans l'identité des femmes, "être bien dans sa peau" et "s'adapter à la norme" ne me paraissent pas compatibles. Nos livres tentent de montrer que cette norme est violente à l'égard des femmes ; s'adapter, c'est fermer les yeux sur cette violence, la subir ou laisser d'autres la subir. Nous avons essayé de débanaliser la souffrance engendrée par cette norme, ou tout au moins en montrer quelques aspects. S'adapter, c'est ce qu'on a appris à faire depuis l'enfance, on n'a pas ou peu de ressources pour s'en sortir isolément. A plusieurs peut-être…

"Etre bien dans sa peau" devrait être quelque chose qui ne se mesure pas avec la norme. Ce qui me paraît important, c'est de travailler à "éclater" la norme. Que les modèles de beauté soient réellement multiples : femmes âgées, handicapées, non-blanches, grosses… Qu'ils ne soient pas (seulement ?) fondées sur l'apparence. Que la beauté ne soit pas le "destin" des femmes, le centre de leur valorisation… Il faudrait repenser tout cela, autrement. Mais je ne sais pas comment, peut-être qu'en créant un débat, en questionnant, on avan-

> ***Si la norme impose comme idéal de beauté le fait d'être jeune, blanche, blonde, valide, et que la beauté reste définie comme l'élément central dans l'identité des femmes, "être bien dans sa peau" et "s'adapter à la norme" ne me paraissent pas compatibles.***
>
> *Fabienne*

cera un peu. Ce n'est pas vraiment un combat ; au quotidien, je "fais avec" la norme, mais je préfère mettre un peu de distance par l'analyse, la recherche graphique, et voir ce que d'autres peuvent proposer comme solutions personnelles…

Propos recueillis par
Béatrice Blondeau et Guillaume Gamblin. ■

"Pour converser avec mon corps, j'attends qu'il soit correctement vêtu. S'il m'arrive de tomber dessus impromptu, alors qu'il est dans sa plus simple nudité, je pousse illico un cri et m'excuse immédiatement en fermant chastement les yeux". (…)

Patouche, *"Attentat à la pudeur". Mon corps est un champ de bataille*, tome 2

Epilation : entrer en résistance !

Le Mouvement international pour une écologie libidinale (MIEL) organise depuis 2005 des campagnes annuelles *"pour un été sans épilation"*. Le thème en 2009 était *"entrer en résistance"*.

Léa (leablabla.be) Creative Commons by-nc-nd

■ Pour en savoir plus sur cette campagne : MIEL, 69 rue Lecourbe, 75015 Paris, www.ecologielibidinale.org.

NOUS SOMMES TOU-TE-S CONCERNÉS PAR L'ÉPILATION. DANS NOTRE SOCIÉTÉ, TOUTES LES femmes y sont confrontées et cette pratique concerne aussi de plus en plus les hommes.

Or l'épilation présente plus d'inconvénients que d'avantages. Elle peut faire mal (cire, laser), blesser (rasoir) ou occasionner des rougeurs, des boutons, causer des démangeaisons quand les poils repoussent. S'épiler (ou se raser) dessèche la peau (les poils ont pour fonction de réguler l'humidité de la peau), la fragilise et favorise les infections. L'épilation enlaidit : les poils d'origine sont beaux et doux mais les repousses le sont moins, sans compter la multiplication des poils incarnés. Elle fait également perdre du temps : pendant qu'on fait ça, on ne fait pas autre chose de plus intéressant ou de plus utile (s'instruire, agir, se faire des amis...). S'épiler, ça coûte cher (appareils, institut, cire, crèmes) ! Enfin, c'est une pratique qui pollue (industrie des crèmes dépilatoires et des rasoirs jetables).

Les pseudo-arguments utilisés pour justifier l'épilation

"Les poils, ce n'est pas esthétique." Depuis quand ? Cette idée dévalorise le corps des femmes, leur beauté vraie.

"Les aisselles non épilées, ça pue." Les poils ont justement pour fonction de réguler la sudation... et les déodorants (et l'arrachage des glandes sébacées à la base du poil) suppriment les phéromones indispensables à une communication harmonieuse. Penser que toute odeur corporelle est nécessairement une mauvaise odeur relève aussi d'un conditionnement.

"S'épiler, c'est prendre soin de soi." S'abîmer la peau, c'est cela prendre soin de son corps ?

Désépilante histoire de poils

À la fin du 19e siècle, aux Etats-Unis, l'épilation ne concerne que le visage, le cou et les bras. En 1915, une campagne publicitaire incite les femmes à s'épiler. L'instauration de l'épilation comme norme s'effectue alors en trois décennies. Ce sont d'abord les aisselles, puis les jambes. La pratique de l'épilation aurait traversé l'Atlantique en 1946, accompagnant l'importation des bas en nylon transparent.

Aujourd'hui en France, 87 % des jeunes femmes déclarent pratiquer régulièrement l'épilation des aisselles, 1 % disent ne jamais la pratiquer. Concernant les jambes, 80 % des jeunes femmes déclarent la pratiquer régulièrement, aucune ne la pratique jamais.

Les femmes des pays latins la pratiqueraient plus que les Allemandes et les Scandinaves. Les femmes des pays de l'Est ne pratiquent l'épilation que depuis la chute du mur de Berlin (1989).

En Afrique, la pratique semble rare.

"Ça fait la peau douce." Lorsque l'on est caressé sur la peau, les poils participent de la sensation. Lorsqu'on les a enlevés, on perd cette dimension de la sensation. De plus, lorsqu'on se rase, il faut le faire quasiment tous les jours pour avoir la peau "douce", sinon ça râpe et pique.

"Toutes mes amies le font." Celles qui ne le font pas le cachent et n'osent pas le dire, quand à celles qui le font, c'est souvent par contrainte ou conformisme.

"C'est une question de respect des autres." Qui est intolérant ? Ceux qui montrent du doigt et regardent de travers les femmes poilues.

"Je le fais pour mon homme." Vous le demande-t-il vraiment ? Les femmes surestiment le nombre d'hommes qui n'aiment pas les poils. De plus, lorsque des hommes sont aliénés par cette norme, cela n'est pas irréversible...

L'épilation participe de l'aliénation sociale

■ L'épilation est un domaine sur lequel il existe un consensus apparent mais illusoire (car celles qui ne sont pas d'accord n'osent pas faire entendre leur voix) : donc faire son "coming out" brisera ce faux consensus ;

■ L'épilation constitue un bon exemple d'artificialisation et d'aseptisation du corps (rejet du "naturel") ; le corps doit être rendu socialement acceptable pour pouvoir être montré ;

■ L'épilation est une norme, elle se maintient par le contrôle social (regard appuyés, remarques désobligeantes, conseils "amicaux", mise à l'écart...) qu'exercent sur les femmes "déviantes" (en fait résistantes !) ceux et celles qui ont intériorisé la norme. L'idéologie libérale prétend que "chacun est libre de faire ce qu'il veut", ce n'est pas du tout le cas en matière d'épilation.

■ La "mode" de l'épilation a pour but de faire du bénéfice sur le dos des femmes. La marchandisation du corps est bien une des dimensions de l'idéologie capitaliste libérale ;

■ Ce sujet a une dimension culturelle car il s'agit de la redéfinition des critères esthétiques par des intérêts économiques ;

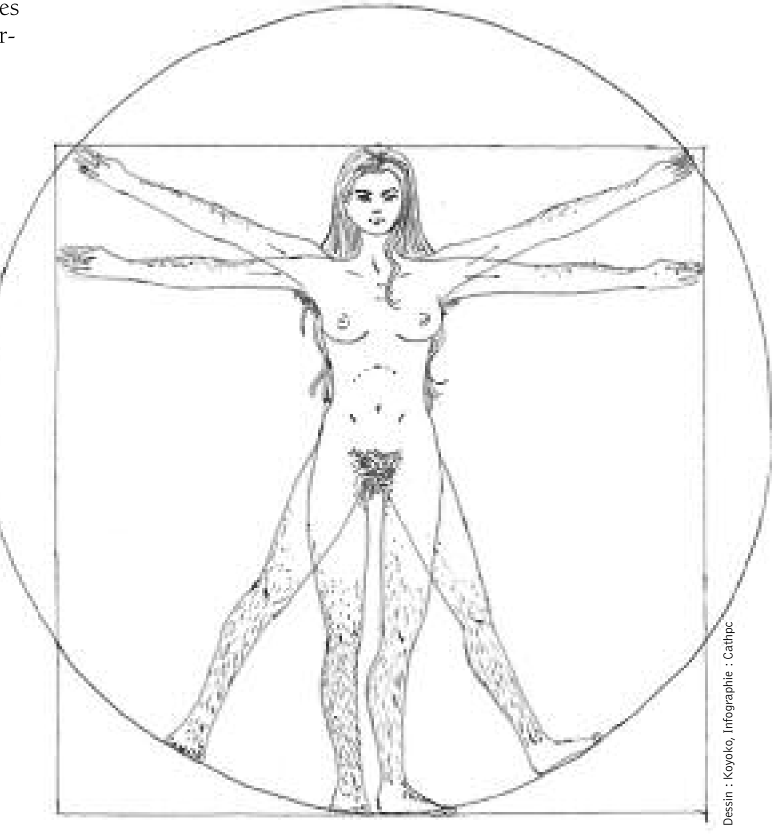
■ Le corps dont la publicité veut faire rêver a pour référence négative l'animalité ; et pour idéal implicite la chose, la machine. Bref, la déshumanisation.

Comment sortir de l'engrenage ?

En arrêtant définitivement de s'épiler ou de se raser ! Montrer des poils en public, c'est contribuer à les banaliser. Plus il y a aura de femmes (et d'hommes) qui montreront leur pilosité naturelle, plus cela redeviendra banal et donc finalement plus personne n'y fera attention. A ce moment, nous aurons reconquis la liberté d'habiter notre corps. "L'embrigadement du corps est la condition de la soumission des esprits" (Jean-Marie Brohm[1]). ■

1. Jean-Marie Brohm enseigne la sociologie à l'université Montpellier III. Il a cherché à développer une étude critique, du sport, des loisirs physiques et de la culture du corps en régime capitaliste. Il a notamment publié Le Corps analyseur: essai de sociologie critique, Anthropos, Paris, 2001.

Humain,



poils inclus !

www.jegardemespoils.com

Dessin : Koyoko, Infographie : Cathpc

Corps nu
De la nudité thérapeutique au naturisme

Le naturisme, une manière de s'émanciper des contraintes des normes sociales sur le corps ? Il est tentant de le présenter ainsi... mais cela n'a pas toujours été — et n'est pas toujours le cas.

À REGARDER LES PUBS ET AUTRES MAGAZINES DE MODE, DE NOMBREUSES PERSONNES SE SENTENT indignes d'être vues nues. Elles ne se considèrent pas assez belles ou assez parfaites pour se dénuder en public... Face à cela, le naturisme semble être une voie possible pour apprendre à respecter son corps et celui des autres, quels qu'ils soient. Ainsi des corps vieillissants, ou soi-disant trop grands, trop petits, trop gros, trop maigres, ou supportant un handicap, cohabitent a priori simplement. Pourtant cette pratique est née pour d'autres motifs que l'acceptation de soi, et a même pu servir, à l'occasion, à renforcer la norme corporelle dominante.

Des origines médicales

Selon Arnaud Baubérot[1], "à la fin du 19e siècle, des médecins naturistes préconisent la nudité pour profiter des bienfaits hygiéniques et thérapeutiques de l'exposition à l'air et au soleil. En France et en Suisse, cependant, les codes de pudeur imposent que cette nudité ne soit pas à la fois totale et collective. Ce refus catégorique de la nudité intégrale et la volonté de se démarquer clairement de ceux qui la préconisent outre-Rhin traduisent certainement, de la part des médecins naturistes français, la crainte de voir l'héliothérapie[2] discréditée par de telles pratiques. Médecine alternative, la thérapeutique naturiste ne bénéficie pas, comme en Allemagne, du soutien d'un puissant réseau associatif[3]. En France, cette fragilité institutionnelle fixe probablement des limites plus étroites au non-conformisme". Enfin, la clientèle de ces établissements se recrute principalement parmi une bourgeoisie qui, en France, reste encore attachée à des codes de pudeur.

Se régénérer... pour mieux se conformer ?

"La volonté de rendre les bienfaits de la cure naturiste accessibles à un plus large public et l'exemple des clubs naturistes allemands, qui se multiplient depuis les années 1910, incitent à la formation d'associations naturistes et à l'aménagement, par celles-ci, de terrains de plein air. Les considérations hygiénistes apparaissent largement amoindries. Le naturisme offre désormais une réponse à l'aspiration d'une part croissante des citadins à profiter de leur temps libre pour se ressourcer au contact de la nature, loin des désagréments de la vie urbaine. Le dévêtissement naturiste se trouve associé à un idéal de régénération. Exposer le corps dénudé aux éléments naturels, c'est tout d'abord quitter la ville malsaine et mortifère. C'est ensuite s'adonner aux sports et aux jeux de plein air pour cultiver sa force et conserver l'apparence de la jeunesse. C'est enfin un moyen de se conformer au nouvel idéal de la beauté athlétique et bronzée qui commence à s'imposer par ailleurs", explique Baubérot.

Une autre morale

"C'est autour de la revue *Vivre intégralement,* fondée en 1926 par un professeur d'éducation physique, Marcel Kienné de Mongeot, que s'organisent ces premiers clubs nudistes français, poursuit-il. Pour Kienné de Mongeot la nudité prend le contrepied de la 'morale actuelle' qui conduit à considérer 'la chair comme un objet impur' et qui se révèle pourtant impuissante à 'combattre et vaincre la dépravation de nos mœurs'. À cette 'morale basée sur des préjugés', Kienné de Mongeot oppose l'idéal d'une nudité chaste et vertueuse : 'Si nous avions l'habitude de voir nos contemporains dans le plus simple appareil, l'attrait de la curiosité disparaîtrait emportant avec lui le désir que l'amour seul ferait naître. [...] Purifions notre âme et notre corps et nos gestes et nos actes seront purs. La nudité ne sera plus un prétexte de dépravation et nous pourrons profiter de tous ses innombrables bienfaits.' Ainsi le dévêtissement intégral et collectif ajoute-t-il aux bénéfices physiques de l'exposition du corps aux éléments le profit d'une véritable rénovation morale".

Objet d'idéologies médicales, hygiénistes, esthétiques, morales ou de développement personnel, le corps dénudé interroge la morale et les mœurs d'une société qui en a peur. Certain-e-s vont aussi l'utiliser collectivement comme un moyen pour revendiquer, et le tirer du côté de l'émancipation politique, comme le montre l'article qui suit.

Béatrice Blondeau ■

1. Arnaud Bauberot, ***«De la nudité thérapeutique au nudisme, les naturistes français»***, in Rives nord-méditerranéennes, Le corps dénudé, http://rives.revues.org/document2403.html
2. Utilisation thérapeutique, méthodiquement conduite, de la lumière solaire adaptée à la zone à traiter.
3. L'Union allemande des associations pour une manière de vivre et de soigner conforme à la nature compte près de 150 000 adhérents et de 900 groupes locaux en 1913.



Réseau Sortir du nucléaire

La politique mise à nu

La nudité corporelle revêt une force symbolique qui ne manque pas d'être utilisée par les militants de diverses causes. Claude Guillon en distingue sept variantes dans son livre "Je chante le corps critique"[1]. Promenade au pays des exhibitionnistes de la vertu !

Pour Claude Guillon, les manifestants qui se dénudent dans une action de type politique "choisissent de se mettre ponctuellement en situation de transgression, donc d'encourir une stigmatisation, afin d'illustrer leur situation ou celle d'autres êtres vivants (animaux à fourrure par exemple), afin de retourner la stigmatisation contre leurs adversaires". Ce sont les gouvernements, les industriels ou les militaires qui sont finalement renvoyés à un sentiment de honte, alors que l'activiste affiche fièrement son corps. "Même si elle peut avoir un impact à l'instant où elle est menée, la manifestation nue s'adresse en général aux médias, intermédiaires jugés inévitables pour atteindre le public". Via internet, dix scientifiques posant nus près de leur base en Antarctique pour s'associer aux protestations contre la guerre en Irak font rapidement le tour du monde. Claude Guillon distingue sept usages du nu politique et manifestif.

Sept manières de se tenir nu-e-s en public

Le "nu ironique-obscène" s'enracine dans "l'une des plus anciennes pratiques notées au cours des manifestations", à savoir se retourner et montrer son derrière à la maréchaussée ! Cet outrage coûte parfois cher : deux et trois mois de prison ferme pour deux manifestants toulousains protestant contre l'état d'urgence en 2006. Cette pratique est appelée "mooning" en anglais, poétique métaphore pour parler de cet "endroit où l'dos r'semble à la lune", dixit Georges Brassens.

Le "nu transgressif-festif". Aux USA, en 1998, deux comédiennes jouaient dans l'espace public des pièces mettant en jeu leur nudité totale ; elle seront jugées en vertu d'un arrêté municipal anti-nudité, mais acquittées par les jurés. Dans le mouvement anti-guerre du Golfe, au début des années 90, cette pratique est censée "attirer l'attention sur le corps humain vulnérable et ce qui lui advient dans les guerres où l'on gaspille son propre corps et l'on détruit le corps des autres". Les cyclonudistes affichent ainsi leur fragilité de leur "carrosserie" corporelle face à une autre forme de guerre, le trafic automobile. "Plutôt aller nus qu'utiliser des fourrures", proclament quant à eux des défenseurs des animaux à travers le monde, passant derechef de la parole à l'acte.

Le "nu transgressif-dramatique". "Il peut représenter, littéralement, le dernier recours, celui où le corps se met en jeu non seulement dans sa survie biologique, mais dans sa puissance symbolique. Il peut être l'arme des plus pauvres, des plus démunis, qui découvrent que la honte peut être renvoyée à l'adversaire, note Claude Guillon. L'expérience des paysans mexicains montre que la dénudation peut être une arme plus forte que la grève de la faim, pourtant considérée comme la mise en danger ultime du corps". Pour réclamer des terres dont ils ont été destitués par un ministre, un groupe de paysans a commencé une grève de la faim en 2003. Leur situation s'aggravant, leurs épouses ont proposé de manifester nues. Les maris ont refusé et l'ont fait sans elles. Personne n'y prêtant attention, "finalement les femmes se sont

Mont-Saint-Michel : manifestation du Réseau Sortir du nucléaire lors de ses journées d'été 2008.

1. Claude Guillon, *Je chante le corps critique. Les usages politiques du corps*, H&O, 2008, 409 pp, 23€



Benjamin Zwikel

▲▼ *Cyclonudista 2009 à Bruxelles*



Benjamin Zwikel

dénudées et les médias du monde entier ont accouru. Pour la première fois, nous avons été écoutés", explique un paysan.

Autre exemple saisissant : dans l'Etat du Manipur, en Inde, dans un contexte de tensions sécessionnistes, des dizaines de femmes manifestent nues en 2004 après la découverte du corps d'une femme enlevée par les militaires, violée et assassinée en guise de répression politique. Envahissant le régiment d'infanterie, elles brandissent des banderoles : "L'armée indienne nous viole", "L'armée indienne nous prend notre chair". Un peu plus tard, elles incendieront quelques bâtiments officiels.

La seule menace de la dénudation peut être suffisamment redoutable dans certains contextes culturels : en 2003, 600 femmes âgées de 30 à 90 ans, vivant dans le delta du Niger, ont envahi une installation pétrolière et retenu les employés pour réclamer le partage local des richesses de la compagnie, menaçant de se dénuder si on envoyait la police ou l'armée. La menace n'a pas été prise à la légère, le fait de voir des femmes de l'âge de leurs mères nues étant considéré pour les soldats une "abomination" qui les couvrirait de honte.

Le nu "adjuvant". Ici, la nudité est un moyen supplémentaire, visant à attirer l'attention des médias ou encore à mettre en porte-à-faux un adversaire qui n'osera pas frapper des corps nus. Manifester nus contre une réforme universitaire dans le premier cas, ou encore dans le second cas, pour des militantes du MLF qui veulent prendre la parole lors d'un meeting d'extrême-gauche, le fait de se dénuder leur permet de franchir le barrage du service d'ordre sans encombres pour accéder à la tribune.

Le nu "calicot". Entièrement ou partiellement dénudé, le corps se fait banderole et calicot, que chacun-e porte un slogan entier ou une lettre d'un mot. Des membres du Réseau Sortir du nucléaire se sont essayé après d'autres à cet élégant exercice, en 2008, à l'air vivifiant du Mont-Saint-Michel (voir photo p. 15). Leur slogan : "EPR, mon cul" ! Claude Guillot note que le mandat de Bush a donné lieu à une série d'interventions imaginative inspirées de l'homologie entre le nom de Bush et le mot bush qui signifie "touffe" en argot et désigne le sexe de la femme. "C'est ainsi que l'on pouvait croiser dans les rues des grandes villes américaines des femmes arborant un tee-shirt frappé de l'inscription suivante : "Ma touffe est meilleur président" ("My bush is a better president")…

Le nu "graphique" : "le procédé consiste à dessiner les lettres d'un mot avec un ou plusieurs corps dénudés", à l'exemple du *Living Theatre* à la fin des années 1960. Le 7 février 2003, trente femmes nues dessinent le slogan NO BUSH dans la neige de Central Park à New York pour protester contre la guerre en Irak.

Le nu "pornographique" enfin, s'exprime notamment avec l'exemple désormais connu du *Fuck For Forest,* qu'on peut traduire selon Claude Guillon par "foutre pour la forêt". Le "porno environnemental" réalisé par le jeune couple initiateur de cette chaste aventure, est plus un moyen de défrayer la chronique et d'utiliser "la curiosité sexuelle du public" à l'heure de la société du spectacle, que de faire véritablement avancer les idées de l'écologie… Le site pacifiste et humoristique *"Masturbate for peace",* que la décence nous interdit de traduire ici, utilise des images d'hommes déguisés en soldats accompagnés de slogans comme *"Give peace a hand"* pour pasticher le slogan pacifiste des années 60 *"Give peace a chance"*…

Contradictions…

Ce que démontre surtout cette initiative de *Fuck For Forest*, c'est que "l'usage de la nudité et même de l'érotisme pour une cause supposée "juste" ne requiert ni n'entraîne nulle réflexion critique sur les normes de la beauté, la vision machiste de la sexualité et la manière de représen-



D.R.



D.R.

Action de l'association PETA, Pour une éthique dans le traitement des animaux. On remarquera qu'utiliser la nudité pour revendiquer n'amène pas forcément à remettre en cause les normes corporelles dominantes.

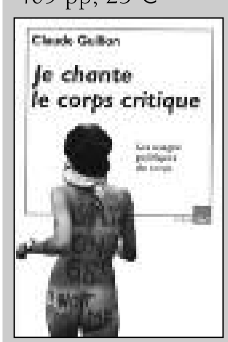

Benjamin Zwikel

Cyclonudista 2009 à Bruxelles

ter l'érotisme". En Grande-Bretagne, treize femmes d'un village posent nues sur un calendrier dont le produit de la vente va au soutien à des femmes violées au Rwanda… Comme le note Claude Guillon, au-delà de leur évidente bonne volonté, "la vente d'images de corps féminins dénudés épouse sans contredire les normes du système politique et idéologique hétérosexuel et sexiste, dont le viol est l'une des manifestations extrêmes". A l'inverse du geste des femmes indiennes citées plus haut, qui affirmaient leur force et leur détermination en même temps que leur faiblesse de proie sexuelle en envahissant les casernes puis en les brûlant.

Guillaume Gamblin ■

■ **Je chante le corps critique. Les usages politiques du corps,** Claude Guillon, H&O, 2008, 409 pp, 23 €



Claude Guillon propose dans cet ouvrage un vaste tour d'horizon des lignes de front qui mettent en jeu le corps dans nos sociétés. Les territoires explorés sont divers. Il nous emmène sur les sentiers des magazines de mode, de la "presse sniper" et du "body-building capitaliste" qui étendent leur hégémonie capitaliste de plus en plus largement, évoquant le cas de ces femmes sud-africaines qui ont recours à la ligature temporaire des mâchoires pour ne pas manger et espérer maigrir, et à l'inverse ces traditions d'Afrique noire où l'on valorise le poids (élection de "Mama Kilo" au Cameroun), mais au risque d'un véritable gavage des fillettes. Claude Guillon propose l'expression "terrorisme normatif" pour désigner la pression sociale qui régente et standardise notre rapport au corps. Saviez-vous qu'aux Etats-Unis, les opérations de chirurgie esthétique se multiplient malgré un décès pour deux cents opérations ? Il s'attarde longuement sur la situation spécifique des femmes et sur le véritable "fémicide" perpétré dans de nombreuses sociétés. Au 19e siècle, on accrochait les corps suppliciés des sorcières à des pieux, à la sortie des villes : comment ne pas associer à ces épouvantails de chair putréfiée les panneaux publicitaires qui peuplent aujourd'hui ces mêmes sorties de villes d'images féminines mortes ? L'auteur aborde bien d'autres sujets : le corps intoxiqué par son environnement, mutilé par le travail, dégradé par la pornographie… Tout y passe : de la sexualité aux nouvelles technologies, en passant par l'art, la religion, le sport et la biométrie ; c'est un décryptage encyclopédique du corps social et politique qu'offre Guillon, maints exemples à l'appui. Un beau chapitre évoque la dénudation publique du corps et ses usages politiques émancipateurs. Une vraie mine. GG



▲ *Échassier lors de la journée de la Résistance au colonialisme à Barcelone, le 12 octobre 2009.*

D.R.

Politiser le corps pour l'émanciper ?

Le corps livré aux lois du marché est devenu un objet d'aliénation, marchandise parmi d'autres. N'est-ce pas en redevenant sujets politiques que nous pourrons sortir de cette impasse et redécouvrir un rapport au corps plus émancipé et libre ?

La soumission aux lois de l'économie de marché créé un rapport aliéné au corps : instrumentalisé par le travail, soumis parfois brutalement aux lois de la mode et de l'esthétique dominante, le corps se trouve en constant décalage avec l'image virtuelle idéale qui nous est présentée comme sa norme, jusque dans son expression intime qu'est la sexualité. L'économie dominante nous sert sur son plateau doré un corps aliéné, mutilé par les efforts pour se conformer à la norme, standardisé. Face à cela, un mouvement de réappropriation est nécessaire. L'action politique peut-elle être un moyen privilégié de se réapproprier le rapport au corps ?

Nos corps sont politiques

Faire entrer le corps dans le champ du politique, c'est d'abord le soustraire à la seule sphère de l'intime. Il y a souvent une défiance légitime face à ce qui peut être ressenti comme une nouvelle expropriation. Ce qui nous restait d'intimité, faut-il encore le livrer au domaine public ? Dire que le corps est politique, c'est dire que se lisent en lui des lignes de confrontation et de partage proprement politiques, relevant par exemple de la situation de classe ou de genre de la personne. Un corps précocement obèse ou édenté dit souvent quelque chose de la situation de classe sociale de la personne, de même qu'un corps à l'inverse artificiellement bronzé ou lifté. Un corps anorexique parle souvent de la situation de genre de la personne et des pressions normatives qui lui sont liées.

Des corps qui se répandent

Au-delà de ce constat, l'expression politique elle-même peut être un moyen d'émancipation corporelle. C'est ce que montrent les militant-e-s de tous les continents qui mettent en scène leur nudité pour revendiquer leur droits (voir article précedent). Ce faisant, ils en reviennent à la donne fondamentale du politique qui est la fragilité de l'être humain et la nécessité de créer des droits pour le protéger de l'arbitraire de la violence sous toutes ses formes, à commencer par celle de l'exploitation économique.

Revendiquer politiquement consiste bien souvent à sortir dans la rue pour manifester, bloquer, marcher, envahir, s'asseoir ou s'allonger… Une action politique, c'est d'abord des corps qui se répandent dans l'espace public. C'est comme si


D.R.

Photo du film Hunter sur la grève de la faim des militants irlandais en 1981.

une immense masse corporelle, d'habitude circonscrite dans l'espace des usines, des bureaux, des appartements, dans des flux automobiles, les couloirs de métro, etc., se répandait tout d'un coup sur la voie publique, telle de la peinture d'une multitude de pots troués par les éclats de la colère. Dans cette masse corporelle en mouvement, quels muscles vont être le plus mis à contribution ? Ceux des jambes pour marcher, ceux des bras pour frapper, ceux de la voix pour revendiquer, ceux du rire pour désarmer ?

« Une action politique, c'est d'abord des corps qui se répandent dans l'espace public. »

Politiques d'émancipation et rapport au corps

Pour autant, toute politisation n'est pas émancipatrice. On ne parlera pas ici des politiques de contrôle social qui reposent sur un contrôle de plus en plus total des corps, à travers la biométrie et les autres instruments de la biopolitique. Ce qui nous intéresse, ce sont les effets d'une pratique politique d'émancipation sur le rapport au corps. Mais là encore, combien de petits soldats de la révolution brident ou nient leur corps et leurs émotions ? Combien de militants sont adeptes d'un cyber-activisme qui nécessite au mieux une paire de doigts ? On peut rêver mieux comme émancipation corporelle…

La grève de la faim : redevenir sujets

Et la grève de la faim ? Question provocatrice quand on parle de corps émancipés ? La grève de la faim illimitée est un moyen utilisé pour faire pression politiquement. Elle met en jeu la survie de la personne en mettant en scène son corps souffrant et sa fragilité. Contrairement aux apparences, on défendra ici que la grève de la faim illimitée de personnes "sans-papiers", par exemple, constitue bien, pour les grévistes, une réappropriation extrêmement forte de leur propre corps. Elle traduit le choix de rester maître à tout prix de son propre destin, de préférer prendre le risque de la mort plutôt que d'être transporté contre son gré loin de son lieu d'élection. Elle est une reprise en main de sa destinée par le sujet, qui refuse précisément par là que son corps soit un objet de tractations administratives, "déportable" à l'envi.

Ce que montre l'exemple de la grève de la faim, c'est que la réappropriation politique du corps se fait dans un mouvement simultané de refus de considérer ce dernier comme un simple objet séparé du reste de la personnalité. En mettant en jeu son corps, le gréviste de la faim se réapproprie son propre destin.

Du marché des corps à une politique des corps

Au-delà de cette action extrême, dans l'action non violente le corps désarmé peut être mis en scène comme une force supplémentaire : celle de la vérité fragile mais déterminée face à la puissance de la domination qui cherche à l'étouffer. Mais le corps ne fait pas que symboliser, il est réellement mis en jeu et soumis au risque de la violence adverse. En prenant ce risque, l'auteur-e de l'action incarne physiquement son choix de la non-violence, qui devient ainsi bien plus qu'un choix politique ou philosophique : un choix de tout son être, qui nécessite une maîtrise physique et émotionnelle adéquate.

Refuser de considérer le corps comme une entité séparée du reste de la personnalité, c'est cesser de le voir comme un objet pour l'appréhender comme partie intégrante de notre vie de sujet libre… Une voie d'émancipation par rapport au corps-objet aliéné qui domine aujourd'hui ? Du marché des corps à une politique des corps, c'est notre passage du statut de marchandises à celui de sujets qui est en jeu, rien de moins.

Guillaume Gamblin ■

Die-in antinucléaire


D.R.

■ Pour aller plus loin

A lire

- *Axelle,* magazine féministe belge 111, rue de la Poste B-1030 Bruxelles Belgique, Tél. : 00 32 2 227 13 19, www.axellemag.be.
- "Préparation corporelle à la non-violence active", article de Jean-Baptiste Libouban dans *Alternatives Non-Violentes* n°138. ANV, Centre 308, 82 rue Jeanne d'Arc, 76000 Rouen, www.irnc.org.
- La revue *Corps* / Editions Dilecta, 3, rue du Capri, 75012 Paris.

Groupes

- Collectif contre le publisexisme, 145, rue Amelot, 75011 Paris, http://ccp.samizdat.net.
- MIEL, Mouvement international pour une écologie libidinale, 69, rue Lecourbe, 75015 Paris, www.ecologielibidinale.org.

Sur internet

- Le blog à Léa : http://leanarchie.over-blog.net
- Les entrailles de Mademoiselle : www.entrailles.fr
- Brochure "Oppression et libération de la grosseur", téléchargeable sur : http://infokiosques.net
- Cyclonudisme : http://wiki.worldnakedbikeride.org, cyclonusita.be


Benoit Kubiak

➤ *Devant la SAFER à Montpellier*

Volem El Campo / Reclaim The Fields

Du 30 septembre au 4 octobre 2009, s'est tenu sur la ferme autogérée Cravirola, dans l'Hérault, le campement *Reclaim the Fields* qui a réuni plus de 300 jeunes paysans et jeunes sans-terres, ayant des projets de différentes sortes entre agriculture vivrière, agroécologie et petite agriculture paysanne.
Le campement a été largement autogéré (camping, cuisine collective, ateliers et sessions plénières...) et répondait aux ambitions européennes de sa fréquentation, et même au-delà.
L'objectif visait à réunir des personnes impliquées dans les tissus syndicaux paysans et des personnes qui s'impliquent dans des dynamiques plus pratico-concrètes (coopératives de consommateurs, projets alternatifs, fermes collectives, petite agriculture urbaine, réquisitions de terres, formations alternatives, woofing). Les discussions ont mis en rapport les difficultés d'installation en agriculture, d'accès à la terre, de financement, et de statuts souples avec le cadre de rapport de force par opposition au modèle industriel et productiviste. D'autres ateliers ont révélé le besoin de formations pratiques, techniques et politiques plus adaptées aux besoins des futurs petits paysans. Des fermes volontaires pourraient s'impliquer plus concrètement dans des apprentissages, susciter des vocations et transmettre des savoirs. Un véritable parti pris s'est exprimé pour la défense des semences paysannes, des races d'élevages rustiques, les méthodes de productions en agroécologie, et finalement pour que la diversité de tout ce qui est petit et de tout ce qui se révèle pouvoir transformer nos réalités s'assemble, résiste et construise d'autres lendemains.
Une délégation de la section française du *Camp action climat* était présente pour sa propre assemblée interne. Conjointement, un appel pour se mobiliser massivement au moment de Copenhague contre la marchandisation du climat a été lancé. Des actions vont aussi s'organiser pour la journée internationale de lutte des paysans, les 17 avril de chaque année. Enfin, pour mettre en lumière la décomposition des structures agraires paysannes dans les pays de l'Est et lutter contre les ravages de la spéculation liée à l'entrée dans l'Europe ultralibérale de ces pays, les jeunes Hongrois ont vivement proposé que s'organise un campement du même type l'automne prochain en Hongrie. Peut-être est-ce le début d'une longue série de rencontres au travers desquelles se conforteront convictions et luttes.
A la fin des débats, une action d'occupation de la SAFER, société qui gère le contrôle de la passation des terres, s'est faite à Montpellier pour demander que soit changées les règles actuelles qui favorisent la concentration des terres au lieu de favoriser l'installation de nouvelles personnes. Durant l'action il a été également débattu des politiques de subvention qui pénalisent les projets jugés trop petits ou trop originaux.
www.reclaimthefields.org.

Du vert dans les oreilles

Michel Priour : quelle agriculture autour de nos villes ?

40 vaches et une cinquantaine d'hectares : la ferme du Petit Pré à Cesson-Sévigné, au sud de Rennes, est en apparence une exploitation laitière tout à fait banale. Et elle le serait sans doute si Michel Priour n'était pas à sa tête depuis 13 ans. Ce fils d'agriculteur, dont le timbre de voix rauque est un régal pour tout micro qui se respecte, adore se laisser aller à philosopher au milieu de ses vaches et prendre le temps de se poser des questions, surtout celles qui dérangent. Mais toujours avec le sourire...

Autonomie alimentaire et économique

« Beaucoup de producteurs se disent durables car ça fait bien mais en fin de compte, ils ne sont pas autonomes. Autonomes, c'est vis-à-vis des banques : on a besoin d'elles, d'accord, mais quand tu as des taux d'emprunts à 90 %, c'est plus toi qui prends les décisions ! Il faut être maître chez soi : quand tu décides de changer quelque chose, c'est toi qui dois décider, sans demander au contrôleur laitier, au comptable... Quand t'as le nez dans le guidon au travail, t'as pas le temps de réfléchir. Mais prendre le temps de s'asseoir et de regarder tes chiffres, c'est pas du temps de perdu, c'est du travail. »
Autonomie : voilà le maître mot chez Michel. Il a ainsi choisi de travailler en système herbager. Contrairement à la majorité des exploitations laitières, ses vaches pâturent véritablement les prairies entre mi-février et décembre et sont même exclusivement nourries à l'herbe entre mars et octobre, sans apport de maïs ou de soja. Ces deux aliments constituent pourtant ailleurs la base de l'alimentation des bovins (le maïs, dont la culture est subventionnée par l'Europe, étant complémentaire au soja, souvent importé d'Amérique Latine et modifié génétiquement). L'astuce ? Michel, lui, sème du trèfle dans ses prairies. Riche en azote, celui-ci est une source importante de protéines pour les bovins. Tout simplement...
Et moins d'aliments achetés à l'extérieur, cela veut dire des coûts maîtrisés et une qualité d'alimentation bien contrôlée. Même s'il produit moins de lait, Michel en ressort gagnant.

Une ferme en ville

Mais si la ferme de Michel est si particulière, c'est aussi car elle se trouve à quelques minutes seulement du centre-ville de Rennes. Et les terres, situées dans la bande de champs que la métropole tente de conserver entre le cœur de ville et les agglomérations périphériques, ont un avenir bien incertain... La création d'une ligne TGV et d'une 2x2 voies est en effet prévue au milieu même du parcellaire. Philosophe, Michel relativise néanmoins : « Aujourd'hui, j'ai encore 26 hectares de prairie accessibles. Pour le reste, on verra. On a la chance en agriculture de savoir s'adapter. Et les gens qui ne veulent pas s'adapter n'avancent pas de toute manière... On est à côté de Rennes Métropole, il faut profiter de ce marché et travailler les circuits courts. On doit accepter d'avoir de plus petites exploitations mais en contre-partie nos produits doivent être payés correctement pour que l'on puisse vivre. Je crois que c'est à Rennes Métropole de siéger dans les commissions de structure et de dire, quand une petite exploitation de 15 ha se libère : « on a des jeunes qui veulent s'installer en maraîchage bio, on la prend et on leur donne tout de suite ».
Chez Michel, pas encore de vente directe, mais le projet de convertir l'exploitation en agriculture biologique. Une petite agriculture, qui mise sur la qualité et les circuits courts : et si c'était ça, la solution pour préserver une agriculture péri-urbaine ?


D.R.

➤ *Michel au milieu d'un de ses prés.*

Goulven Maréchal et Alexis Lis

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur : *www.duvertdanslesoreilles.fr.*

■ Michel Priour, Le Petit Pré, 35510 Cesson-Sévigné, priour.michel@wanadoo.fr

Prix Nobel alternatif

Les *Right Livelihood Awards,* surnommés les prix Nobel alternatifs ont été décernés cette année à David Suzuki (Canada), René Ngongo (Congo), Alyn Ware (Nouvelle-Zélande) et Catherine Hamlin (Ethiopie).



Al Harvey

David Suzuki, 63 ans, né au Canada, de parents japonais, zoologiste, spécialiste de génétique, a lancé dans les années 1970 des campagnes de réflexion sur le rôle de la science dans la société. A partir de 1979, il a animé une émission de télévision sur "la nature des choses", émission qui a été reprise dans plus de 80 pays. Il a écrit 43 livres dont 17 pour les enfants. Il a créé sa fondation en 1988. Celle-ci a mené des campagnes notamment sur la question climatique et les manipulations génétiques. Il a également dénoncé le modèle économique dont la croissance ne repose que sur l'épuisement des ressources.



D.R.

Alyn Ware, 47 ans, enseignant, a mis au point en 1984 un enseignement parascolaire sur l'éducation à la paix pour les écoles primaires et secondaires. Il a coordonné des guides d'études pour la paix distribués dans toutes les écoles. Actif dans les campagnes anti-nucléaires, il a organisé une marche à travers la Nouvelle-Zélande en 1987 afin que le pays se déclare zone sans nucléaire. Il a également participé à de telles marches aux USA et en URSS en 1989. Intervenant auprès des Nations Unies au moment de la crise avec l'Irak, en 1991, il rejoint un groupe de négociations sur le désarmement nucléaire. Depuis les Nations Unies, il favorise la création de la Cour international de justice, parraine la présence de brigades de paix internationales à Timor-Est et en Indonésie. Il est actuellement vice-président du Bureau international de la paix, co-fondateur d'Abolition 2000, une coordination d'ONG pour l'abolition des armes nucléaires. Il coordonne le groupe international des parlementaires pour le désarmement nucléaire. En 2009, il a organisé une nouvelle marche pour la paix et la non-violence en Nouvelle-Zélande.



D.R.

Catherine Hamlin, 75 ans, née en Australie, elle vit en Ethiopie depuis 1959 pour travailler comme gynéco-obstétricienne à l'hôpital d'Addis Abeba. Elle ouvre une clinique spécialisée en 1974 pour soigner les femmes qui souffrent de problèmes uro-génitaux et fait des campagnes de prévention sur l'hygiène féminine. Elle met au point une méthode de traitement qui permet de soigner 93 % des femmes qui passent dans sa clinique. Celle-ci est financée par des réseaux de solidarité internationaux.



Greenpeace

René Ngongo, 48 ans, diplômé en biologie, se bat depuis 1994 pour la défense de la forêt tropicale africaine. Il a mis en place la coordination nationale OCEAN (Organisation concertée des écologistes et amis de la nature) qui fait la promotion de l'agroforesterie pour assurer l'autonomie alimentaire au niveau local, la plantation d'arbres en milieu urbain, la mise en place de pépinières avec des distributions de graines à large échelle par les enfants, la promotion de cuiseurs économes pour éviter de consommer du bois. Au niveau international, il a participé à la mise en place du label Forest Stewardship Council (FSC) (Forêts exploitées de manière durable). Il a lancé Greenpeace Congo en 2008.

Terre de liens Augmentation de capital

La Foncière *Terre de Liens* s'est mise en place pour permettre l'achat collectif de terres agricoles qui sont ensuite confiées par bail à de jeunes agriculteurs menant des démarches écologiques et sociales (bio, AMAP, jardin d'insertion…). Après un premier appel qui avait permis de collecter 6 millions d'euros et de financer ainsi une vingtaine de projets, un nouvel appel a été lancé (jusqu'en août 2010) pour réunir 6 millions supplémentaires. Ceci afin de faire face aux nombreuses demandes du monde rural et agricole. *Terre de liens, 10, rue Archinard, 26400 Crest tél : 09 70 20 31 09, www.terredeliens.org.*

Angers

Guide altern'actif

Un guide des pratiques et lieux alternatifs d'Angers et de ses environs a été publié par le collectif des Altern'actifs. Il est disponible dans différents lieux alternatifs locaux (contre 2,5 € minimum) ou par téléchargement internet sur *http://sites.google.com/site/alternactif49.*

La Ciotat

Maintien de la création artistique

L'AMACCA, Association pour le Maintien des Alternatives en matière de Culture et de Création Artistique, a vu le jour en juin 2009 pour essayer de mettre en place des structures dans le domaine culturel qui fonctionneraient comme les AMAP dans le domaine de l'agriculture biologique. Pour le moment, l'association anime une réflexion sur le sujet en essayant d'impliquer les associations culturelles déjà existantes. *Olivier Lanoë, AMACCA, place Evariste Gras, 13600 La Ciotat, http://amacca.centerblog.net.*

Ardèche

Ardelaine se diversifie

Ardelaine est une société coopérative qui est née en 1982 autour de la filière laine. Après avoir développé une activité artisanale, la SCOP a diversifié ses activités en ouvrant un musée de la laine et des animations pédagogiques. Elle emploie aujourd'hui 30 équivalents temps plein. Elle construit actuellement un bâtiment à basse consommation de 650 m² qui, outre les bureaux, accueillera un

agri-bio

Alimentons les régions

Minga, Nature & Progrès et Frères des Hommes ont lancé un appel au moment des élections européennes pour demander aux futurs élus de s'engager en faveur d'une alimentation saine et équilibrée pour tous, du producteur au consommateur, qui favorise l'emploi des jeunes. Cet appel a ensuite été soutenu par le Réseau Semences Paysannes, les Amis de la Terre France, le Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ), Coopaname, Action Consommation, la Confédération Paysanne, le Réseau Ecobatir, les AMAP d'Ile de France, de Rhône Alpes, du Limousin et de la Région PACA ainsi que par de nombreuses personnalités du monde universitaire, agricole, syndical et économique. Avec l'approche des élections régionales, une nouvelle campagne d'interpellation a été lancée en direction des candidats à ces élections. *Alimentons les Régions c/o Nature & Progrès, 16, avenue Carnot, 30100 Alès, www.alimentons-les-regions.fr.*

Charente-Maritime

Tropic'bio

Si nous devons manger local, comment faire pour les produits tropicaux ? En utilisant l'énergie solaire et des serres, il est possible de faire pousser sous nos climats de nombreux produits que nous importons actuellement. *Tropic'bio* propose la visite de serres produisant du safran et des épices, en plus d'une production bio plus classique. Des essais sont en cours pour la vanille, le poivre, le jasmin… *Charlotte Montreuil, Tropic'bio, lieu-dit Bourgneuf, 17500 Vanzac, tél. : 05 46 86 18 41, www.tropic-bio.com.*



D.R.

Une boutique permet de découvrir des produits exotiques… mais locaux.

café-librairie où seront présentés les activités liées à l'écologie, l'économie sociale et solidaire, le patrimoine ardéchois… Un restaurant proposera des menus élaborés avec des produits locaux (50 km maximum). Un atelier de transformation sera lié à ce restaurant. Comme cela a été fait au départ pour la filière laine, cette activité autour de l'alimentation doit permettre de redynamiser les filières courtes de l'agriculture non-industrielle. Le projet d'un coût d'environ un million d'euros a bénéficié de l'aide de la région et de l'Etat. Ardelaine a emprunté 450 000 € à la Nef et a lancé une souscription de titres participatifs à hauteur de 150 000 €. Il est possible de souscrire jusqu'au 31 décembre 2009. *Ardelaine, Catherine Chambron, 07190 Saint-Pierreville, tél : 04 75 66 63 08, www.ardelaine.fr.*

Hautes-Alpes

Sens et autonomie

L'association *Sens et Autonomie* d'Eourres propose à de jeunes adultes (prioritairement entre 18 et 30 ans), une "formation" participative développant une autonomie pratique (alimentation, énergie, logement…) et intellectuelle (documentaires suivis de débats) et amenant une réflexion sur la question du sens, de nos valeurs personnelles, et de ce qui nous pousse à vouloir l'autonomie dans le monde d'aujourd'hui. Le travail de l'association a été présenté dans notre n°369. Un nouvelle formation débute le 4 janvier 2010 (possibilité d'arriver le 2) pour une durée d'au minimum 3 mois, pouvant aller jusqu'à une année selon le projet, avec des pauses possibles. La formation est gratuite, par contre il faut adhérer à l'association (50 €) et payer un loyer (200 €/mois et par personne). Renseignements : *Emmanuelle et Michel Philippo, Le village, Le Terron, 05300 Eourres, tél : 04 92 49 65 93, http://sensetautonomie.wordpress.com, http://sensetautonomie.fr.*

▼ *Atelier vannerie lors de la précédente formation.*

D.R.



décroissance

Revenu maximal admissible

Parmi les nombreux débats en cours pour arriver à une décroissance, figure celui sur le revenu maximal admissible. Il semble en effet indispensable que ce soient les plus riches qui commencent à baisser leur consommation, d'une part parce qu'ils polluent le plus, mais également parce qu'ils créent un effet d'envie de la part des plus pauvres qui rêvent de consommer autant.
Le 13 octobre 2009, la députée de Paris, Martine Billard, qui vient de passer des Verts au Parti de gauche, a déposé une proposition de loi visant à instituer "une fiscalité écologique en rupture avec le productivisme et le consumérisme". Dans ce projet de loi, on trouve une proposition pour instaurer un revenu maximal admissible… ce qui serait très bien, sauf que là, la proposition le fixe à 20 fois le revenu médian annuel soit 352 000 € par an (presque 30 000 € par mois).
Une proposition très proche de celle faite par le PS en avril 2009 visant à limiter les écarts de salaire à un facteur 20 dans les entreprises bénéficiant d'aides de l'Etat.
Dans un débat dans *L'Humanité* du 5 septembre 2009, Jérôme Dubus, délégué général du Medef Ile-de-France, a communiqué les chiffres suivants : dans une PME, le salaire d'un dirigeant n'est que de 4 à 5 fois plus élevé que le salaire minimal. Dans les entreprises de plus de 500 salariés, le rapport grimpe en moyenne à 8 fois. Il rappelle que les hauts revenus ne sont pas issus des salaires et qu'une telle limitation n'aurait de sens que si l'on pouvait l'appliquer sur l'ensemble des revenus et non sur les salaires.
Pour savoir qui cela toucherait, il faut savoir que le 0,1% le plus riche gagne actuellement, toute ressource confondue, en moyenne 25000 € par mois, soit moins que cette somme ! Concrètement le seuil proposé par le PS et le PG concernerait donc moins de 25 000 salariés.
Le groupe *Utopia* présent chez les Verts, le PS et Attac, propose, lui, de se limiter à 10 fois le SMIC… ce qui aurait comme conséquence de toucher les parlementaires qui cumulent plus d'un mandat et n'a donc que peu de chances d'être voté !
Rappelons que Guy Hascoet, ministre de l'économie sociale et solidaire (2000-2002), a fait adopter dans le cadre de la loi dite de modernisation de l'économie, loi du 22 novembre 2001, le cadre des entreprises qui peuvent faire valoir leur appartenance l'économie sociale et solidaire. Dans cette loi, on trouve une limite supérieure pour les salaires : le plus haut salaire ne peut dépasser six fois le plus petit, tout avantage complémentaire compris.
Un axe possible pour obtenir un revenu maximal admissible ne serait-il pas de demander l'extension de cette loi à toutes les entreprises ou d'obliger les entreprises à devenir sociales et solidaires ? Le débat est à suivre sur *www.salairemaximum.net*.

Nicolas Hulot pour une décroissance sélective

A l'occasion du lancement de son film *Le syndrome du Titanic,* Nicolas Hulot a multiplié les interviews.
Dans *Le Monde,* 4 octobre 2009, il déclare : "Je ne comprends pas qu'il faille autant d'énergie pour placer des évidences auprès de nos élites. Des gens qui ont une intelligence parfois fulgurante ont des angles morts, c'est-à-dire qu'ils n'arrivent pas à comprendre que leur modèle économique ne tiendra pas".
Dans *20 minutes* du 7 octobre 2009, à la question "qu'attendez-vous du public et des décideurs politiques ?, il répond : "La remise en cause de la croissance illimitée. Vouloir apporter des réponses technologiques, économiques ou politiques aux crises que nous traversons, sans essayer de comprendre à quels moments nos actions ont échappé à nos intentions, ça ne suffit plus. Le mot 'décroissance sélective' que j'utilise fait bondir certains. Mais nos ressources s'épuisent. Plus elles vont devenir rares, plus les conflits vont s'intensifier. Alors tâchons d'organiser la transition. La croissance est-elle tenable ? Non. C'est du bon sens". Ces déclarations lui valent une volée de bois vert de la part de la droite qui se sent trahie. *Le Figaro* du même jour titre en première page : *Nicolas Hulot se radicalise !*

Adoc Réflexions sur la stratégie

L'Association des objecteurs de croissance, née de la fusion du PPLD, Parti pour la décroissance et du Moc, Mouvement des objecteurs de croissance, a essayé de définir une stratégie politique pour éviter de retomber dans les travers de structures politiques antérieures. Dans leur appel constitutif, ils affirment que "cette stratégie de l'escargot, implique d'abord d'avoir abandonné l'illusion qu'il suffirait d'une prise préalable de pouvoir — qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire — pour changer le monde. Nous ne voulons pas "prendre le pouvoir", mais agir contre les dominations en affaiblissant les pouvoirs ; et créer sans attendre les conditions de la maîtrise du sens de nos vies". Sans renoncer à se présenter aux élections, l'Adoc entend sérieusement cadrer cette participation : les élections ne doivent être qu'une des actions parmi d'autres qui sont la présence dans le mouvement associatif, les campagnes, les expérimentations sociales de sortie du capitalisme, la prospective utopiste…
La décroissance sereine et conviviale doit "démarrer localement le global". Des débats sont d'ailleurs en cours pour définir comment intervenir dans le domaine électoral sans risquer d'avoir des élus qui ensuite utilisent la décroissance pour gérer leur carrière au lieu de l'inverse. *Adoc, Pallières, 30140 Thoiras, www.europede-croissance.eu.*



Un café rebelle et zapatiste

Le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain), les sans-terre, les sans-voix, les « oubliés de toujours » que sont les Indiens, descendent des montagnes et, au cri de « ya basta » (ça suffit !), occupent plusieurs villes du Chiapas, Etat riche en ressources, où la population est la plus pauvre du Mexique. L'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) apparaît publiquement pour la première fois et, avec elle, tous les Indiens en lutte réclament la dignité, la justice et la démocratie pour tous, la reconnaissance de leurs droits et de leur culture.

Depuis maintenant quinze ans, décidés à construire leur autonomie pacifiquement, sans chercher à prendre le pouvoir, et sur la base d'assemblées communautaires, les Zapatistes s'organisent en communes autonomes. De nombreuses réalisations pour la mise en place d'une autonomie solide voient le jour – écoles, cliniques, coopératives, transports, agriculture, artisanat – dans une région où la plupart des paysans sont privés des services de base comme l'eau, l'électricité, l'éducation et la santé.

Tous les membres de ces coopératives appartiennent à des communautés indiennes zapatistes en résistance. Un moyen important pour le financement de ces coopératives est la vente de café. Le café est cultivé en agrobiologie, avec une autocertification intégrant de nombreux critères sociaux.

Des réseaux de solidarité se sont mis en place dans le monde entier. A Paris, l'association *Échanges Solidaires* diffuse ce café par le biais d'achats solidaires. Il s'agit d'un café arabica, moulu ou en grains. Afin d'éviter aux coopératives de devoir s'endetter en attendant le paiement de la récolte, les commandes se passent à l'avance. Pour des commandes passées avant fin décembre 2010, les paquets seront livrés en juin 2010. Il faut commander 5 paquets de 250 g minimum au prix de 3,20 € le paquet. : *Echanges Solidaires 21 ter rue Voltaire 75011 Paris, cafesolidaire@no-log.org.*

D.R.

Guinée

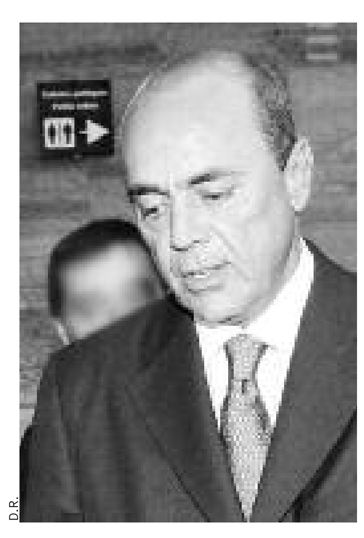
Massacre et amitiés françaises

Le 28 septembre 2009, des mouvements de la société civile guinéenne organisaient un meeting pacifique à Conakry pour rappeler l'engagement du capitaine putschiste Moussa Dadis Camara de ne pas se présenter à l'élection présidentielle de janvier 2010. L'armée guinéenne aidée de mercenaires libériens a massacré les participants : plus de cent cinquante morts et mille blessés, des dizaines de viols et d'arrestations ! Or dans le cadre de la coopération militaire, la France envoie deux millions d'euros par an à la Guinée, dont neuf coopérants encadrant les officiers de l'armée guinéenne depuis 2007, et lui fournit des armes.


D.R.
Moussa Dadis Camara

L'association *Survie* dénonce la complaisance de la France par rapport au régime guinéen coutumier de tels crimes depuis des années. Avec l'arrivée de Sarkozy au pouvoir la Guinée figure parmi les territoires de prospection pour les entreprises françaises. *Survie* demande aux parlementaires français de réclamer que la lumière soit faite sur la stratégie menée par la diplomatie française à l'égard du régime guinéen et sur les soutiens apportés à celui-ci ; ainsi que l'ouverture d'une enquête internationale et d'une procédure judiciaire devant les tribunaux internationaux pour déterminer les responsabilités dans les massacres et poursuivre les coupables, auteurs et commanditaires. L'association réclame une concertation internationale sur l'opportunité d'envoyer une force internationale visant à protéger les populations des exactions de l'armée, et dénonce le mandat de médiateur confié à Blaise Compaoré, lui-même inscrit dans une tradition de fraude électorale et de participation à des conflits sanglants. *Survie, 210, rue Saint-Martin, 75003 Paris, tél. : 01 44 61 03 25, http://survie.org.*

Angolagate


D.R.

Falcone en prison !

Le marchand d'armes Pierre Falcone a été arrêté au tribunal, le 27 octobre 2009, au moment du verdict du procès sur *l'Angolagate*. L'affaire remonte en 1990 quand Pierre Falcone et Arcadi Gaydamak revendent aux belligérants angolais des armes achetées en Europe de l'Est. Or les armes ont transité par la France sans que la vente soit, comme ce serait légal, sous le contrôle de l'Etat. L'enquête fait apparaître des complicités et des pots de vin : Jean-Charles Marchiani, Jean-Christophe Mitterrand, Charles Pasqua… Arcadi Gaydamak s'est enfui en Israël. Le fils Mitterrand, qui a reconnu avoir touché de l'argent, a payé une forte caution en 2000 pour rester en liberté. Au total, en 2007, 42 personnes sont inculpées. Pierre Falcone et Arcadi Gaydamak ont été condamnés à 6 ans de prison ferme. Charles Pasqua, absent au tribunal, a été condamné à un an de prison ferme. Il a fait appel.

L'association *Survie* s'est déclarée satisfaite de ce jugement, rappelant que pour une affaire ainsi révélée au grand jour, il en existe une multitude d'autres qui nous échappent en utilisant les paradis fiscaux.

Maroc

Huile d'argan et méfaits du développement

Au niveau d'Agadir, le Maroc compte 820 000 hectares d'arganier, un arbre qui ne pousse que dans cette partie du monde. La forêt est classée au patrimoine mondial par l'Unesco. L'arganier donne une graine d'où l'on tire l'huile d'argan. Depuis 1925, cette huile est utilisée localement par les paysans couplée avec l'élevage traditionnel de chèvres. A partir de 1998, des coopératives de femmes sont mises en place sous l'impulsion d'une professeure de l'université de Rabat qui veut valoriser l'arbre comme moyen de lutte contre le désert et aussi fournir aux femmes berbères un revenu. La vente à l'étranger de cette huile croise la route d'industriels qui se penchent alors sur ses qualités (cosmétique et alimentaire). En 2004, alors que 4000 femmes travaillent dans les coopératives, de grands laboratoires viennent installer des usines pour passer à la vitesse supérieure. Les conséquences ne se font pas attendre : sur le plan écologique, comme tous les fruits sont ramassés, les arbres ne se reproduisent plus et désormais la forêt recule de 600 hectares par an, un phénomène amplifié par le pompage de l'eau pour l'agriculture en plaine. Sur le plan social, les industriels font chuter les prix, mettant en difficulté les coopératives. En 2008, le gouvernement essaie de soutenir les coopératives… mais les industriels créent leurs propres coopératives pour cueillir et décortiquer les fruits, maintenant de bas prix. Alors que localement, l'argan pouvait représenter 25 à 45 % des revenus d'une famille, le développement industriel a provoqué un effondrement de la richesse locale. (*Alternatives économiques,* avril 2009)


J. Kertesz
Femme marocaine décortiquant des fruits d'arganier



Amiante

Mobilisation des familles et des juges

L'association nationale de défense des victimes de l'amiante, Andeva, soutenue par la Fnath, Fédération nationale des accidentés des la vie et des syndicats de magistrats, a organisé une manifestation à Paris le 10 octobre 2009. 5000 personnes ont défilés pour demander la tenue d'un procès pénal. Les manifestants rappelaient que l'amiante tue aujourd'hui 3000 personnes par an et que l'on attend encore 100 000 décès bien que son usage soit interdit depuis 1997. Les manifestants protestaient aussi contre la suppression annoncée des juges d'instruction, estimant que sans eux, l'affaire de l'amiante ne serait actuellement même pas devant les tribunaux. *Andeva, 22, rue des Vignerons, 94686 Vincennes cedex, tél : 01 41 93 73 87, www.andeva.fr.*

Grippe et vaccins

Dans son bulletin hebdomadaire du 20 octobre 2009, l'Institut de Veille sanitaire annonçait que pour la sixième semaine consécutive, le nombre de cas de grippe H1N1 est stable (159 cas pour 100 000 habitants). L'épidémie est en hausse seulement en Ile-de-France, en baisse partout ailleurs. Alors que la grippe n'a tué que 36 personnes dont 9 en métropole, les autres dans les Dom-Tom, la propagande continue à battre son plein pour lancer les opérations de vaccination. Il faut rappeler que le gouvernement a dépensé 1 milliard d'euros pour acheter 94 millions de vaccins... et qu'il faut bien essayer maintenant de se justifier.



Sida

■ **Méconnaissance des risques.** En Grande-Bretagne, une étude révèle que 14% des jeunes de 16 à 24 ans estiment que ne pas être homosexuels les protège totalement du virus du sida. 60% des sondés pensent qu'il n'y a pas de risque d'être contaminé lors d'un rapport sexuel non-protégé. Cette méconnaissance s'expliquerait par le sentiment d'être face à une maladie du passé. La raréfaction des spots de prévention du sida depuis quelques années est mise en cause. *(source : Mouvement français pour le planning familial)*

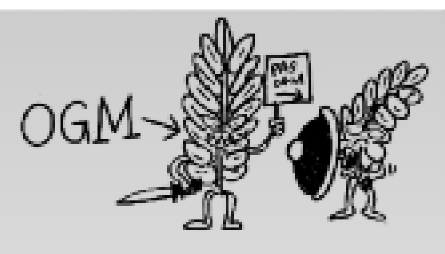
■ **La discrimination résiste.** Selon une enquête internationale auprès de 3000 patients séropositifs au VIH, 54 % refusent de rendre publique leur séropositivité et pour 83 % d'entre eux, cette attitude est liée à la crainte d'une stigmatisation sociale. Plus de quatre sondés sur dix ont estimé que l'annonce de leur séropositivité pourrait avoir des répercussions pouvant aller jusqu'à la rupture de relations familiales ou amicales. Un tiers sont inquiets pour leur avenir professionnel. *(source : Mouvement français pour le planning familial)*

Téléphonie mobile

■ **Pour l'interdiction aux plus jeunes.** Lors du débat sur le Grenelle 2, les sénateurs ont fait adopter, le 6 octobre 2009, le principe de l'interdiction des téléphones portables dans les établissements scolaires, maternelles, primaire et collège, estimant que les ondes sont dangereuses pour les jeunes enfants. Reste à ce que ceci soit adopté par les députés.

■ **Le coût d'une baisse des seuils d'exposition ?** Selon une étude commandée par un cabinet conseil par les opérateurs de téléphonie mobile, descendre les seuils d'exposition des antennes à 0,6 V/m comme le demandent les associations, coûteraient entre 3,5 et 7 milliards d'euros. Des chiffres contestés par les mêmes associations : l'investissement des trois opérateurs dans les antennes se chiffre actuellement à 9 milliards d'euros et selon les relevés effectués par l'Agence nationale des fréquences, seule une antenne sur dix devrait être modifiées pour passer en dessous du seuil demandé. En estimant qu'il faut refaire entièrement les travaux, cela ne représenterait que 0,9 milliard. Les associations rappellent aussi que le chiffre d'affaires des opérateurs a été en 2008 de 44,2 milliards, ce qui leur laisse une certaine capacité d'adaptation. *Agir pour l'environnement, 2, rue du Nord, 75018 Paris, tél. : 01 40 31 02 37.*

■ **Afsset : pas dangereux, mais quand même...** Le 15 octobre 2009, l'Afsset, Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail, a publié un nouveau rapport sur les ondes provenant de la téléphonie mobile. Compilation d'un grand nombre de sources et d'études, pour une fois, le rapport n'est pas dans le déni. Sans remettre en cause la téléphonie mobile, l'agence recommande quand même de s'orienter vers une baisse des expositions et une réduction des usages. Reste que ces améliorations doivent se faire "à des coûts économiquement acceptables", ce qui permet aux opérateurs de ne rien faire. Les associations apprécient ce pas en avant, mais critique le manque de respect du principe de précaution.



Colmar

Vignes coupées et imbroglio juridique

Le 7 septembre 2009, Pierre Azelvandre a coupé 70 pieds de vigne expérimentaux sur une parcelle de l'INRA, à Colmar, dénonçant une fausse concertation pour cet essai. Alors que l'INRA essayait de faire entendre qu'une concertation avait eu lieu en 2005 avec les associations pour mener cet essai, le tribunal de Strasbourg a donné raison à *France-Nature-Environnement* qui avait porté plainte contre cet essai, interdisant la poursuite de l'essai et condamnant l'INRA à 1500 euros d'amendes. Lors de l'audience au tribunal de Colmar du 7 octobre 2009, Pierre Azelvandre a donc pu faire référence à l'illégalité de l'essai, alors que l'INRA indiquait avoir fait appel, ce qui, selon ses avocats, suspendait l'interdiction ! Il est intéressant de noter que si la *Confédération paysanne* a soutenu Pierre Azelvandre tout de suite, cela n'a pas été le cas d'autres organisations. Ainsi, Jacques Muller, sénateur Vert, a dans un premier temps condamné l'action... avant que les *Verts Alsace,* à la lecture du jugement de Strasbourg, n'apportent finalement leur soutien. Le jugement était annoncé pour le 27 octobre 2009. Il a été repoussé au 19 novembre 2009...

Espagne

Du maïs demande l'asile agricole

Le 29 septembre 2009, devant l'ambassade de France à Madrid, une cinquantaine de manifestants déguisés en épis de maïs sont venus demander l'asile agricole à la France. Cette initiative des *Amis de la Terre* visait à dénoncer la pollution par les OGM en Espagne : les 20% de maïs OGM ont contaminé l'ensemble des cultures. Des militants français étaient présents pour rappeler que la pollution risque fort de franchir les Pyrénées.



D.R.

Pollutions sans fin...

Le 8 septembre 2009, l'Union européenne lançait une alerte après avoir découvert du lin OGM illégal dans de nombreux pays européens dont la France. Ce lin appelé FP 967 ou Triffid contient trois gênes résistant aux antibiotiques, ce qui le rend impropre à la culture en Europe depuis 2004. L'enquête a montré qu'il venait du Canada... pays où il est pourtant interdit depuis 2001. Une étude réalisée dans le Bade-Wurtemberg, en Allemagne, montre que 39 % des prélèvements sont contaminés. *Greenpeace* rappelle qu'en 2006, un riz OGM interdit avait déjà contaminé les stocks alimentaires. Sa destruction avait alors coûté plus d'un milliard de dollars. L'association rappelle également que des stocks de soja ont été bloqués dans les ports européens l'été 2009 à la suite d'une pollution par un maïs interdit en Europe. Une nouvelle preuve, s'il en fallait une, que l'on ne peut plus arrêter un OGM une fois qu'il est mis en culture... même de l'autre côté de l'Atlantique.

Nanotechnologies

Mascarade de débat public

L'Etat français a lancé à l'automne 2009 une campagne de communication pour favoriser l'acceptabilité des nanotechnologies, avec des réunions dans une vingtaine de villes. Après avoir investi depuis des années dans ce domaine et alors que le plan Nano-Innov lancé par Sarkozy attribue 70 millions d'euros à la recherche et développement dès 2009 et prévoit la construction de nouveaux pôles d'excellence à Saclay et à Toulouse, il restait un détail à régler : le risque d'opinion. Un site internet a été monté par le collectif grenoblois *Pièces et Main d'œuvre* pour apporter un regard critique sur cette mascarade de démocratie menée par la Commission nationale du débat public, organe chargé de "faire participer pour faire accepter" les décisions déjà prises. Le site *www.nanomonde.org* appelle au boycott total de ces pseudo-débats et appelle à ne pas devenir des "résignés de la survie artificielle dans le monde-machine".
Les enjeux de l'acceptation des nanotechnologies sont immenses. "Dans les laboratoires se fabrique un nouveau monde, le nanomonde". Derrière les puces RFID, les verres autonettoyants et les crèmes solaires ultraperformantes se profile "un monde tout numérique, un ordinateur géant dont nous serons les rouages. Chaque objet, chaque élément du décor et du paysage est connecté partout et tout le temps à un vaste réseau : la réalité virtuelle remplace le monde, et l'artificiel le vivant. Dans ce monde ci, la numérisation et l'interconnexion de chaque parcelle de la planète — objet, plante, animal, paysage, humain — nous placera sous surveillance électronique permanente. Nous devenons transparents, face à des pouvoirs opaques. Un bouleversement comparable, du point de vue historique, à l'introduction de l'électricité et de l'informatique ; et du point de vue de la menace, au nucléaire, à l'amiante et aux OGM".
Il y a certes une ironie à vouloir lutter contre la virtualisation du monde et contre une fausse démocratie en passant par un site internet ! Mais les animateurs de ce site très renseigné proposent d'animer des réunions publiques contre la tyrannie technologique. N'hésitez pas à leur demander. De nombreuses dates sont déjà prévues. *www.nanomonde.org ; contact@nanomonde.org . Pièces et Main d'œuvre, s/c les Bas-Côtés, 59, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble.*

La Poste en voie de disparition ?

Les syndicats se battent pour sauver ce service public. 2,3 millions de personnes ont voté à 90 % contre la privatisation.
Mais même sans privatisation, la modernisation fait déjà des ravages. Selon les chiffres fournis par la direction de la Poste, entre mai 2005 et août 2009, plus du tiers des bureaux de poste ont été fermés. On dépasse même la moitié dans certaines régions (Bourgogne, Pays de Loire, Poitou-Charentes). Il restait au 1er septembre 2009, 10 600 bureaux de poste dont 3500 ouvrent moins d'une demi-journée par semaine.
D'autres "progrès" sont envisagés comme la suppression des tournées pure et simple : on devrait aller chercher son courrier à la Poste... Comme on le dit à la direction : "on le fait bien pour aller chercher son pain"... oui, mais de ce cas-là, il faut autant de bureaux de poste que de boulangeries ! Et nous n'en prenons pas le chemin.



Bidoche

Quand l'Inra disait la vérité sur l'élevage concentrationnaire

Amis lecteurs de *Silence,* si l'élevage industriel était une enquête policière, il faudrait sans aucun doute parler de preuve. Oui, il existe des preuves manifestes, certaines, que des cerveaux normalement constitués – semble-t-il – ont bel et bien voulu cette horreur complète.
Et parmi elles un film stupéfiant de bout en bout que j'ai eu la grande chance de découvrir dans le fatras de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).
Cet institut stocke et gère notamment des images télévisées dont les plus anciennes remontent à la fin des années quarante du siècle passé. Dans l'inoubliable *Sauver le bœuf,* tiré de la série *Eurêka* de la défunte ORTF, nous sommes en 1970. La critique écologiste du monde, née après 1968, est encore balbutiante, et les acteurs de l'industrialisation de la viande sont encore fiers d'eux. Très.
Le personnage principal de *Sauver le bœuf,* outre l'animal bien sûr, est Raymond Février, Inspecteur général de la recherche agronomique.
Je raconte dans mon livre certaines scènes d'anthologie contenues dans ce qu'il faut bien appeler un chef-d'œuvre. Par exemple, comment un technicien de l'Inra plonge son bras dans un trou percé dans le flanc d'une vache vivante, qui conduit droit à son rumen, l'un de ses estomacs. Par exemple, comment l'on obtient des centaines de milliers de veaux à partir de quelques paillettes du sperme congelé d'un taureau mort. Par exemple, comment l'on injectera des enzymes dans la viande, de manière à la prédigérer pour nous, les fainéants de la mandibule.
Mais passons à la fin de cet extraordinaire document d'époque. Le journaliste pose une question qui semble d'abord si anodine qu'on l'entend à peine. Mais en tendant l'oreille, cela donne ceci : "En regardant ces images, on a parfois l'impression d'une société concentrationnaire, non ?". À ce moment, je dois vous dire que j'ai attendu la cinglante réplique de Février. Car en outre, et j'ai oublié de vous le dire, cet homme a toujours été engagé à gauche, chez les socialistes, et en bonne logique, un tel commentaire aurait dû le cingler comme une insulte.
Aurait dû. En vérité, Février répond exactement cela : "C'est exact, exact. Nous avons un pouvoir très grand sur la société des bovins, car avec un père nous aurons 100 000 fils".
Mais ce n'est pas tout. Le journaliste se permet d'insister : "Mais ce pouvoir, ne pourrait-on envisager que quelqu'un l'extrapole à la société des hommes ?".
Alors Février se fait sublime, et répond : "Rien n'est impossible, mais il y a des obstacles. [...] Il faudrait une continuité extraordinaire dans une politique pour modifier la société des hommes comme on modifie aujourd'hui la société des poulets, des porcs et des bovins. [...] Il faudrait compter, je pense, un siècle au moins pour parvenir à un tel résultat".
Quelle réponse ! Rien n'interdit que la logique concentrationnaire gagne la société des hommes. Il suffit d'attendre. Par bonheur, il existe également des agronomes moins ressemblants au docteur Folamour que Raymond Février. Roland Jussiau, Louis Montméas et Jean-Claude Parot (1) notent de leur côté : "[Si] l'on n'y prend pas garde, un problème survient immédiatement avec la zootechnie qui, justement, cherche à tirer parti de la variabilité biologique pour classer les individus animaux en vue de les "améliorer" : l'amélioration génétique, branche de la zootechnie, interprète les différences en introduisant un classement, et donc de l'inégalité. Le vocabulaire zootechnique, comme les notions qu'il recouvre, le traduit bien ; mais pour des utilisateurs peu vigilants de ce vocabulaire [...] il y a un grand risque d'une véritable "pollution" de l'esprit en matière d'hérédité".
Rendez-vous le mois prochain.

Fabrice Nicolino



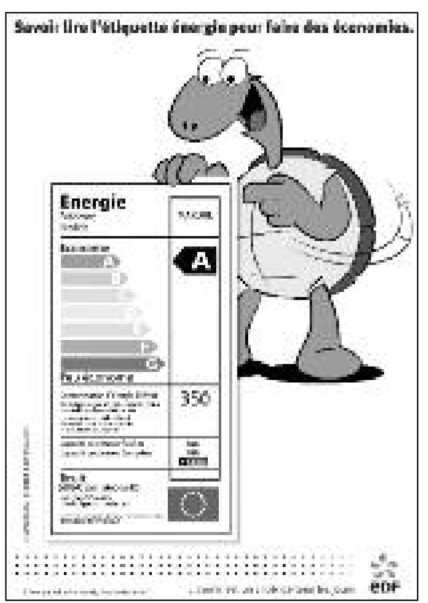
1. Cité dans *L'Élevage en France. 10 000 ans d'histoire,* Educagri, 1999.

Fabrice nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)



Etiquette énergie

Mise en place en 1994, l'étiquette énergie a provoqué une évolution des appareils électroménagers vers les classes les plus économiques en énergie (A ou B). Mais en l'absence d'évolution des critères, aujourd'hui tous les frigos sont A avec des + pour compléter. Le rôle incitatif diminue. Pour résoudre le problème, ne faudrait-il pas adopter une formule comme celle de *Minergie* pour l'habitat où les critères s'alignent sur la moyenne de ce qui est vendu. Comme la moyenne se déplace vers le plus économique, on progresse toujours dans le bon sens.



Publicité d'EDF… à La Réunion

Le Mans

Les Vers luisants

L'association informelle *Les Vers luisants* est née après un stage des Désobéissants. Elle mène des actions de sensibilisation contre les dépenses d'éclairage inutile. A plusieurs reprises, après en avoir informé les magasins concernés, ils sont passés en soirée pour éteindre les enseignes qui fonctionnent pour rien dans la nuit. Plusieurs magasins ont accepté depuis d'éteindre la nuit.
Après une autre campagne contre l'éclairage nocturne de trois parcs publics éclairés la nuit alors qu'ils sont fermés, la mairie a fini par décider d'éteindre les lampadaires.
Celle-ci a présenté aux représentants des *Vers luisants* un plan d'amélioration de l'éclairage avec le remplacement progressif des boules lumineuses par des lampes dirigées vers le sol, la baisse d'intensité lumineuse progressive sur la ville…
La suite sur *http://vers.luisants.over-blog.com*.

Budgets en trompe l'œil

Selon Chantal Jouanno, présidente de l'Ademe, qui s'exprimait dans *Les Echos* du 14 septembre 2009, le budget 2010 des énergies renouvelables devrait grimper de 70 en 2006 à 470 millions en 2010. Selon elle, "au même niveau que la recherche sur le nucléaire". Mais il faut se méfier de ces estimations : où place-t-on la voiture électrique ou la pompe à chaleur ? les agrocarburants sont-ils une énergie renouvelable ?

Les jeunes pour les renouvelables

Selon le sondage annuel sur l'opinion, l'énergie et le climat du Commissariat général au développement durable, 70 % des Français sont en faveur de l'"électricité verte", c'est-à-dire produite à partir d'une source d'énergie renouvelable. Ce taux varie avec l'âge : chez les plus de 70 ans, ils ne sont que 54 % pour, alors que chez les 18-25 ans, le taux monte à 83 %.

nucléaire

Congo

Golden Misabiko emprisonné


D.R.

Pour avoir publié un rapport sur les conditions de vie des travailleurs dans les mines d'uranium du pays, Golden Misabiko a été condamné le 21 septembre 2009 à un an d'emprisonnement dont huit mois avec sursis. Cette condamnation d'un militant des droits humains a provoqué de très nombreuses réactions dans le monde et le soutien d'organisations comme *Amnesty international.* Le rapport de l'ONG de Golden Misabiko mettait en avant la corruption des fonctionnaires chargés d'autoriser l'ouverture des mines et notamment pour des contrats passés entre le Congo et Areva.

Allemagne

Recul du gouvernement

Le soir de sa réélection, Angela Merckel avait annoncé qu'elle tiendrait ses promesses en matière nucléaire : ne pas construire de nouveaux réacteurs, mais mettre en cause le plan d'arrêt des réacteurs existants pour en prolonger la durée de vie. Une promesse électorale qui n'aura pas duré longtemps : le 9 octobre 2009, elle annonçait qu'elle souhaitait prendre son temps avant toute décision. Il faut dire que les sondages indiquent une large majorité d'Allemands contre la remise en cause de la sortie du nucléaire, y compris dans son électorat : seuls 7% des Allemands estiment que le nucléaire peut être une solution énergétique pour l'avenir.

Cadarache

Graves négligences

Promis juré, dans les années 1960, pour le lancement des premiers réacteurs nucléaires, les autorités promettaient que jamais une molécule de plutonium ne viendrait nous polluer. C'est que cet élément radioactif est particulièrement dangereux : un millionième de gramme suffit à provoquer un cancer du poumon ! Seulement voilà, les promesses ne sont que des promesses !
Le 6 octobre 2009, le CAE, Commissariat à l'énergie atomique, a alerté les autorités… avec quatre mois de retard, pour leur annoncer qu'ils avaient collecté dans les poussières d'un atelier d'extraction du plutonium en démantèlement 39 kg de plutonium… au lieu de 8 kilos estimés. Une différence qui a son importance puisque cela permettrait de fabriquer cinq bombes nucléaires !
L'incident a été classé au niveau 2 (sur 7) par l'Autorité de sûreté nucléaire et a provoqué une nouvelle polémique : jamais de telles quantités n'auraient dû ainsi échapper à la surveillance et le CEA aurait dû alerter les autorités bien plus tôt. Le PS et les Verts ont demandé une commission d'enquête parlementaire.
Le démantèlement a été suspendu : l'ATPu fournissait, jusqu'en 2003, du plutonium pour le Mox utilisé dans les réacteurs civils, mais un détournement militaire reste toujours possible.
Nouveau scandale le 25 octobre 2009 : le CEA a annoncé avoir trouvé également trop d'uranium enrichi dans les poussières d'un autre atelier, STAR, ayant fonctionné de 1994 à 2006 pour récupérer cet uranium dans des déchets provenant des réacteurs UNGG, les premiers réacteurs aujourd'hui arrêtés. Comme le plutonium, l'uranium enrichi peut servir à faire des bombes atomiques.



D.R.

◂ *Maternité en Sierra Leone*

femmes

Maternité à risque

Si en Europe, seul un accouchement sur 2500 entraîne la mort de la mère, en Afrique, c'est un accouchement sur cent qui est mortel. Le plus mauvais taux est en Sierra Léone où une grossesse sur huit se termine mal. Selon un rapport des Nations unies, publié le 22 septembre 2009, le taux de mortalité à l'accouchement est directement lié aux ressources du système de santé du pays, mais également à l'importance de la corruption. Selon *Amnesty international* qui commente ce rapport, le taux de mortalité est aussi lié à la place des femmes dans la société : plus leur statut est faible, plus les risques augmentent.

Une femme pour le "Nobel" de l'économie

Elinor Ostrom, des Etats-Unis, est la première femme à recevoir le "Nobel" de l'économie. Elle a reçu ce prix pour ses études sur l'économie en dehors des entreprises, notamment l'économie générée par les communes. Rappelons que le prix "Nobel" d'économie n'existe pas : c'est un prix remis par la Banque de Suède depuis 1968 en parallèle aux vrais prix Nobel et qui récompense presque uniquement des économistes libéraux.



Couverture vivante

La couverture vivante lancée pour que chaque femme exprime sous forme d'un carré de patchwork une idée ou un témoignage devrait faire, à la fin de l'action, au moins un kilomètre de long. Nous en avions montré des carrés dans notre numéro de septembre 2009. L'opération se poursuit et devrait donner lieu en mars 2010 à la sortie d'un film présentant la démarche. Le film sortira simultanément dans un grand nombre de pays. On peut en savoir plus en prenant contact avec *La couverture vivante, Brasseurs de cage, bureau 18, ZA Brunelle, 26400 Eurre, tél : 04 27 68 90 28, www.couverturevivante.org.*

Manifestation pour le droit des femmes

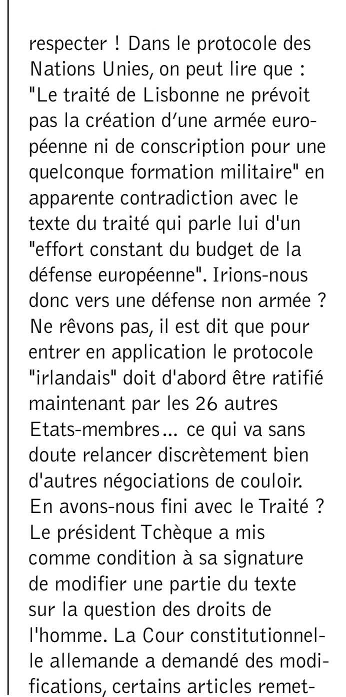
Une journée nationale de mobilisation pour les droits des femmes s'est tenue le 17 octobre 2009. Environ 10 000 personnes ont défilé à Paris sous la pluie, dont Anne Hidalgo, adjointe PS à la mairie de Paris, Marie-George Buffet (PCF), Olivier Besancenot (NPA), Jean-Luc Mélanchon (PG), Bernard Thibault (CGT), Gérard Aschiéri (FSU)... Marie-Pierre Martinet, secrétaire générale du Planning familial, a témoigné des difficultés rencontrées par les femmes suite à la fermeture de nombreux centres IVG et sur le nombre de plus en plus nombreux d'entre elles qui doivent se rendre aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne (où le délai est de 22 semaines de grossesse contre 12 en France). Elle a dénoncé le comportement de médecins et de pharmaciens qui ne remplissent par leur rôle de prévention au niveau de la contraception (refus de délivrance de la pilule). Des intervenants ont également souligné le "plafond de verre" qui empêche toujours l'accession des femmes aux hautes responsabilités dans les emplois : seulement 34 % des cadres en France sont des femmes, les salaires des femmes restent en moyenne inférieur de 26 % à ceux des hommes.

Montpellier

Café du genre

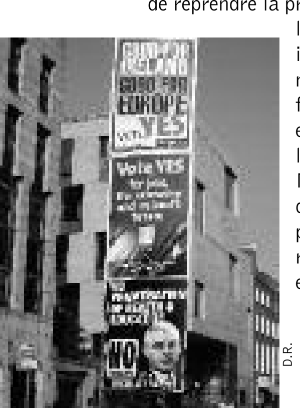
Les *Cafés du genre* se tiennent les deuxièmes mardis de chaque mois de 18h30 à 20 h, au Comptoir de l'Arc, place de la Canourgue, à Montpellier. Ils sont animés par Françoise Mariotti, docteure en psychologie, psychotérapeute spécialiste des relations femmes/hommes. *Contact : 06 87 01 46 54.*

politique



Quel traité constitutionnel européen ?

Les Irlandais ont adopté lors d'un deuxième référendum imposé le 2 octobre 2009, un Traité constitutionnel européen... qui n'est pas dans le même cadre que celui adopté par les autres pays. En effet, ils ont obtenu certaines garanties comme le maintien de leur neutralité militaire, la possibilité d'interdire l'avortement, la liberté de leur droit fiscal, la liberté pour leur éducation... Comme il n'était pas possible de mettre cela dans le traité lui-même au risque de reprendre la procédure à zéro, le gouvernement irlandais a obtenu que ces modifications soient enregistrées dans le cadre des Nations Unies, ce qui obligerait, en principe, l'Europe régie par le traité européen à les respecter ! Dans le protocole des Nations Unies, on peut lire que : "Le traité de Lisbonne ne prévoit pas la création d'une armée européenne ni de conscription pour une quelconque formation militaire" en apparente contradiction avec le texte du traité qui parle lui d'un "effort constant du budget de la défense européenne". Irions-nous donc vers une défense non armée ? Ne rêvons pas, il est dit que pour entrer en application le protocole "irlandais" doit d'abord être ratifié maintenant par les 26 autres Etats-membres... ce qui va sans doute relancer discrètement bien d'autres négociations de couloir. En avons-nous fini avec le Traité ? Le président Tchèque a mis comme condition à sa signature de modifier une partie du texte sur la question des droits de l'homme. La Cour constitutionnelle allemande a demandé des modifications, certains articles remettant en cause la notion de souveraineté du pays... Les recours sont encore nombreux.
Resterait aussi à savoir pourquoi les Irlandais ont voté deux fois, les Français une fois, d'autres zéro fois ? Qui peut encore donner une définition de la démocratie ?



D.R.

Genève : Sortir de l'OMC

Du 30 novembre au 2 décembre 2009, se tient à Genève la 7e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. De très nombreuses organisations appellent à des manifestations à cette occasion, notamment pour rappeler les oppositions des peuples depuis dix ans avec le blocage de Seattle. Une grande manifestation devrait se tenir le 28 novembre à 14h, place Neuve, et se poursuivre par des actions de blocage pendant la semaine.
Une pétition circule en France pour demander à l'Etat de prendre la décision de se retirer de l'OMC... sachant que le peuple n'a jamais été consulté pour y adhérer. Pétition sur le site *www.m-pep.org.*

Tunisie

Dictature minable

Le 25 octobre 2009, Ben Ali a été réélu pour un cinquième mandat avec 89,62 % des voix et une participation de 89,4 % des électeurs ! C'est vraiment minable ! Il pourrait au moins faire semblant d'être démocrate. Qu'il prenne exemple sur Ali Bongo qui n'a fait "que" 47 % au premier tour !





D.R.

Pays Basque

Contre la ligne à grande vitesse

Environ 10000 personnes ont défilé le 17 octobre 2009 à Bayonne pour demander l'abandon du projet de ligne à grande vitesse (LGV). De très nombreux élus étaient présents pour revendiquer une simple amélioration des voies existantes.

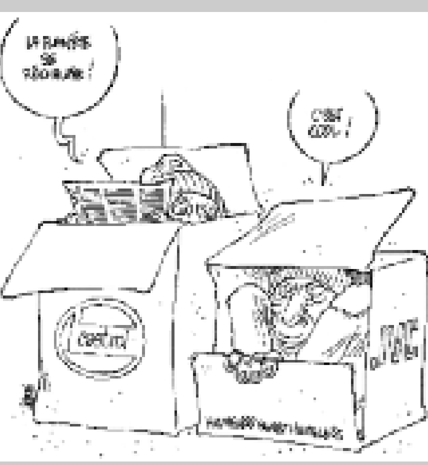
Notre-Dame-des-Landes

■ **L'aéroport va peser sur la campagne des élections régionales.** Lors d'un conseil municipal qui s'est tenu à Nantes le 16 octobre 2009, les tensions autour du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes ont montré l'effritement des relations au sein de la majorité municipale. Dans un bâtiment sévèrement gardé pour éviter une action possible des opposants, les élus ont débattu pendant deux heures. Alors que le Modem local a pris position dès ce printemps contre le projet, les Verts et les Alternatifs étaient restés solidaires du maire Jean-Marc Ayrault jusqu'à l'été. La mobilisation sur le terrain les a poussés à s'engager. Les Verts ont avancé à ce conseil municipal l'idée d'un référendum local. Quelques élus PS de l'agglomération ayant rejoint le Parti de Gauche, ils ont repris leur liberté de parole et se sont aussi prononcés contre le nouvel aéroport. A gauche, seule une partie du PS et le PC continuent à soutenir ce projet aujourd'hui anachronique (le trafic aérien est en baisse en France). A droite, pour le moment, officiellement les élus UMP soutiennent le projet, mais ils craignent que le FN s'empare du dossier, ce qui les obligerait sans doute à revoir leur discours.
Jean-Marc Ayrault s'est enfoncé en disant qu'il a été élu en 2008 pour réaliser cet aéroport, les opposants lui rappellent que cette promesse figurait en 11e position... et qu'à la 9e on trouvait la modernisation de la gare de Nantes, mesure qui semble plus urgente, plus écologique et qui n'a pour le moment pas vu l'ombre d'un projet. Les élus du Modem ont demandé au maire pourquoi il voulait investir autant pour les 10 % qui prennent l'avion et qu'il ne fait rien pour les 90 % qui prennent le train ?
460 élus de l'agglomération ou de plus loin, de toutes tendances politiques, ont déjà pris position contre la poursuite de ce projet depuis l'appel lancé au début de l'été. Les initiateurs de l'appel espèrent atteindre mille signatures avant les prochaines élections régionales.
Le 17 octobre 2009, lors d'un premier meeting de Jacques Auxiette, président socialiste du conseil régional Pays de Loire, trois opposants à l'aéroport qui avaient déroulé une banderole dans la salle ont été violemment expulsés par le service d'ordre. Une plainte a été déposée : un militant a eu une journée d'interruption de travail, une deuxième deux jours.

■ **Alternatives peu coûteuses.** Lors de l'occupation de l'aéroport de Nantes, le 8 août 2009, nous avons pu constater qu'un avion sur cinq est à destination de Roissy. Le TGV existe bien entre Nantes et Paris, mais s'arrête à Montparnasse. Une simple prolongation jusqu'à Roissy permettrait donc de baisser de 20% les vols au départ de Nantes... Sur cette courte distance, le TGV est en effet alors plus rapide.

■ **Des pilotes qui n'y croient pas !** Le quotidien *Ouest-France* a eu la bonne idée de demander à des commandants de bord d'avions qui se posent à Nantes-Atlantique, ce qu'ils pensent du projet de Notre-Dame-des-Landes (édition du 6 octobre 2009). Les réponses sont significatives : pour eux ce projet n'a d'autre explication que l'égo des élus. Ils ne comprennent pas les projections de trafic alors qu'au mieux en Europe, celui-ci ne monte que de 1% par an. Ils comparent avec l'aéroport de Londres-Gatwick, qui avec une seule piste — comme Nantes-Atlantique aujourd'hui — accueille 34 millions de passagers alors que Nantes n'en est qu'à 2,7 millions ! Le survol de la ville dénoncé comme dangereux par les élus ? Pas plus qu'à Paris, Amsterdam ou Toulouse ! La deuxième piste ? Il y en a une à Bordeaux qui ne sert à rien. Le trafic n'a aucune chance de saturer la piste actuelle.

climat



Que peut-il sortir de Copenhague ?

Le sommet de Copenhague doit enclencher ce qui doit se passer après 2012, date à laquelle se terminent les accords — très insuffisants — de Kyoto. Globalement, les experts s'accordent pour dire que l'objectif est de l'ordre de 40 % de baisse des émissions au niveau mondial d'ici 2020. Un enjeu énorme qui nécessiterait des mesures radicales.
Les réunions préparatoires, à Bangkok puis à Barcelone, ont montré que les enjeux sont énormes et les stratégies diverses. Car si tous les Etats disent qu'il faut faire quelque chose... tout le monde essaie que ce soit l'autre qui fasse les efforts.
Ainsi, des pays du Nord proposent que l'on prenne en compte les seuls chiffres récents d'émissions de gaz à effet de serre... et que chacun soit obligé de baisser de 40 %, sans tenir compte des émissions historiques depuis la révolution industrielle ni des niveaux actuels d'émission. Des pays du Sud demandent que soit fait un bilan par pays depuis un siècle et demi et que l'on leur laisse émettre autant que les pays du Nord avant de devoir faire des restrictions. Des Etats du Nord avancent une réponse techniquement compliquée pour essayer de ne pas trop nuire à leur industrie. Des pays du Sud avancent l'idée simple que chaque individu a droit aux mêmes émissions... ce qui pénaliserait les pays les plus riches (un Etatsunien émettant dix fois plus qu'un Indien, trente fois plus qu'un Malien).
Si l'on veut obtenir une réduction des inégalités dans le monde, c'est bien évidemment cette dernière position qu'il faut encourager. Les pays du Sud, même s'ils sont nombreux, ne disposent pas des moyens nécessaires pour résister à l'intense communication des pays du Nord. Des associations du Nord essaient de relayer cette position de "justice climatique". Mais elles n'ont pour elles que le nombre... et pas les moyens de communication.
Il est fort probable qu'il ne sorte rien d'autres de Copenhague que de nouveaux rendez-vous... et que les émissions de gaz à effet de serre continueront à croître, comme actuellement, de 3 % par an.

Paris-Copenhague à vélo

Guillaume Dimanche, artiste intéressé par les performances en lien avec les questions d'environnement est parti le 22 novembre 2009 de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Paris pour rejoindre à vélo l'aéroport de Copenhague, 15 jours et 1300 km plus tard. Tout au long du trajet, il réalisera photos et vidéos sur la question du changement climatique et donne rendez-vous à son arrivée à tous les cyclistes qui le veulent. *Guillaume Dimanche, 107, rue Molière, 94200 Ivry-sur-Seine, tél : 06 85 92 63 15, http://cdg2cph.over-blog.com/.*

Jeûne pour le climat

Une soixantaine de personnes, de onze pays différents, ont commencé un jeûne de sensibilisation le 2 novembre 2009, pour l'ouverture des dernières négociations à Barcelone, et entendent le poursuivre pour certains jusqu'à la fin du sommet de Copenhague, le 19 décembre 2009. Ils appellent à une journée de jeûne partout où c'est possible, le 7 décembre 2009. Pour en savoir plus : *www.climatejusticefast.com.*



Miguel Medina

paix

Armes nucléaires

Israël épinglée

L'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique, chargée par l'ONU de veiller à la non-prolifération du nucléaire dit "civil", a adopté le 18 septembre 2009, une résolution par 49 voix contre 45 condamnant Israël et son armement atomique. Cette résolution rappelle qu'"Israël s'est dotée de la bombe atomique sans que des comptes en soient demandés par la communauté internationale, à l'inverse de l'Iran". Israël n'a jamais signé le Traité de non-prolifération et nie avoir l'arme atomique. A quand des inspections en Israël ? Et en France ? *(source : Radio France International, 18 septembre 2009)*

Afghanistan

Pour le retrait des troupes

Le 7 octobre 2009 à Paris, au siège d'une agence de recrutement de l'armée de terre française, une occupation a eu lieu pour marquer le 8e anniversaire de l'entrée des troupes occidentales en Afghanistan et pour dénoncer la totale inefficacité de cette guerre. Des militants du Mouvement de la paix, du Cedetim, du NPA, d'Agir contre la guerre, d'American against the War. Les militants ont jeté du faux sang sur les vitrines pour rappeler que les "dommages collatéraux" ont fait des milliers de morts. Treize militants ont été arrêtés brièvement et inculpés pour "dégradations de biens publics en réunion". Plus d'infos sur le site *www.otan-non.org*.

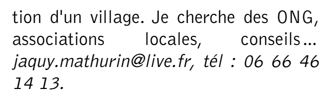
Tuer ? Un jeu d'enfant !

Depuis les origines des jeux vidéo, les armées ont eu conscience de détenir un outil important pour convaincre les jeunes de s'engager. Alors que les simulateurs de combat coûtent cher, les jeux vidéo offrent maintenant un niveau de simulation correct pour un premier niveau d'entraînement. Certains programmes de l'armée américaine comme *TankI* sont devenus des jeux commercialisés. Aujourd'hui, outre de très nombreux jeux en ligne qui permettent, via la surveillance d'internet, d'envoyer des messages ciblés pour recruter les joueurs, les armées proposent aussi des jeux en ligne. C'est le cas en France où une ludothèque est disponible sur le site de l'armée de terre. Evidemment, ces jeux sont pensés pour dédramatiser la mort de l'ennemi. Les jeunes qui se feront piéger auront tout le temps, sur le terrain, de découvrir qu'il n'existe pas de touche "nouvelle partie" lorsque l'on s'est fait descendre.

La revue *Damoclès* a publié un dossier de 12 pages sur le sujet que l'on peut obtenir (contre 2,5 euros) auprès de *Damoclès, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél. : 04 78 36 93 03.*

Les jeux proposés sur le site de l'armée de terre.





Vivre ensemble

■ **Bourgogne (sud).** Propose logement T2 duplex 50 m², neuf, contre aide au jardinage-bricolage et ménage, dans propriété confortable, plein sud, à personne seule ou couple. Bref séjour possible, *lepoub71@yahoo.fr, tél : 03 85 79 92 17.*

■ **Indre :** projet de construction d'un éco-lieu et centre écologique dans le parc naturel de la Brenne, avec centre de formation et chambres d'hôtes. Toute personne intéressée pour habiter ce lieu et développer de l'artisanat, du commerce écologique peut prendre contact avec *Christian, tél. : 02 54 38 32 85 ou 06 62 58 82 09.*

■ **Vendée,** cherchons lieu et/ou personnes pour donner vie à un éco-lieu. Habitat groupé, partagé, multigénérationnel. *Nous contacter : 06 32 00 58 84, tél. : 02 51 40 63 67, melhimail@wanadoo.fr.*

■ **Puy-de-Dôme.** Groupe constitué de 4 personnes cherche familles pour compléter écolieu en devenir. Terrain sur le territoire du Parc naturel régional des volcans d' Auvergne, habitats groupés et mitoyens, avec certaines parties communes (atelier/local technique/buanderie...) ainsi qu'une yourte pour un "espace commun de convivialité". Projet de logements passifs avec des matériaux écologiques et dans un état d'esprit solidaire. Chantier participatif : autoconstruction partielle. Possibilité de bailleur social (en cours de discussion). Cherchons de préférence familles avec enfants, mais écoutons toute motivation réelle... *Contact : ecolieu63@gmail.com ou 04 73 26 78 15.*

Rencontres

■ **Réf. 374.01.** Homme, 38 ans, vivant dans les Pyrénées-Orientales, cherche femme goût pour la vie à la campagne, la discussion et le respect mutuel. Je suis un néo-rural, j'aime rire, j'aime le second degré. Dans mon métier, je travaille à m'occuper d'autrui. Je n'ai pas d'enfant. Je suis quelqu'un de sérieux et d'attentionné. *Pour en savoir plus, écrire à la revue qui transmettra.*

Recherche

■ Cherche yourte bon état pour constituer une chambre supplémentaire à l'habitation. *Contact : 06 64 19 96 15.*

■ Je souhaite réaliser un projet humanitaire dans le cadre du volontariat en Afrique francophone sur un sujet précis : la maîtrise des énergies et l'électrification d'un village. Je cherche des ONG, associations locales, conseils... *jaquy.mathurin@live.fr, tél : 06 66 46 14 13.*

Immobilier

■ **Alsace (67).** En vue démarrage activité artisanale afin d'harmoniser vie quotidienne et travail, couple proche de la nature cherche à acheter une maison/ancienne ferme à l'écart, avec terrain, source. Secteur cantons de Barr, Villé et Sélestat. *Faire offre : Mr Raoulx, tél. : 03 88 08 07 92.*

■ **Vaucluse.** A 900 m du Mont-Ventoux, côté sud, vends maison 140 m² + dépendance sur 3,8 ha de forêt. Electricité photovoltaïque, eau par récupération (projet d'adduction en cours), chauffage au bois. Très beau lieu, calme et isolé bien que proche des axes routiers. Mise à prix : 200 000 €. *Tél. : 04 80 64 00 86, 06 18 89 75 95.*

■ **Vosges.** Petite ferme traditionnelle de montagne, exposition sud, en haut d'un vallon très préservé, maison ancienne, sobrement restaurée en 1980, entourée de 5 ha de terrain assez pentu, pâtures, verger, jardins et bois. Possibilité de disposer de 5 ha supplémentaires, immédiatement adjacents et en friche. Conviendrait pour un projet de vie et d'activité diversifiée. 180 000 € à débattre, *tél. : 03 29 25 96 11.*

A vendre

■ L'association *Vivre 13* d'Aubagne vend son bibliobus itinérant alternatif : bus anglais à étage, bon état, aménagé lieu de vie 35 m² habitables, escalier intérieur, Leyland diesel 1957, carte grise véhicule de collection, permis PL, 15 000 €. *Tél. : 04 42 03 41 44.*

■ Nous vous proposons de créer votre site web à un prix associatif [5 pages, installation : 90 €, mensualités : 6 €]. Pour certaines associations sans but lucratif et sous conditions (notamment objet de l'asso), nous pourrons aller jusqu'à créer gratuitement et appliquer une remise de 50 % sur les frais d'hébergement. Notre but en tant que prestataire est de permettre à des petites structures d'avoir un premier site web à faible coût. Celui-ci étant évolutif et facilement gérable par l'association. AlterNet est une association, sans but lucratif, qui n'a pas de salarié. *www.lassociation.org.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

agenda





politique, société
habitat
paix



Lille : 9e journées Colores, jusqu'au 5 décembre, thème de l'année : les femmes. Expo *Portraits de femmes au Pérou* jusqu'au 4 décembre au Cinéma Le Méliès, centre commercial du Triolo, le 5 décembre à la salle Le Gymnase, 7, place Sébastopol. 1er décembre, à 20h au Méliès, film *Maria Bethania* (Brésil), à 21h45 : film *Hasta el ultimo trago... Corazon* (Mexique). 2 décembre : conférence *la lutte pour le droit à l'avortement en France et en Argentine* à 20h, à la MRES, 23, rue Gosselet. 3 décembre au Méliès, à 20h : *Chega de Saudade* (Brésil), à 21h30 : film *El camino* (Nicaragua). 4 décembre, à 20h, à la maison de l'éducation permanente, 1, place Georges-Lyon, conférence *Amérique latine, des femmes en résistance.* 5 décembre à partir de 14h, la salle Le Gymnase, Village Colores avec une vingtaine d'associations, ateliers, conférences... à 21 h, concert *Yemaya la banda* (salsa féminine), entrée à prix libre. *Colores Latino Americanos, 26, place de la Nouvelle-Aventure, 59000 Lille, tél. : 06 24 01 13 40 ou 09 50 24 30 88, www.colores-latino.com.*

Gironde : bronzes du Burkina, jusqu'au 12 décembre à la bibliothèque de Saint-Laurent Médoc, exposition de l'artiste burkinabais Bamadou Traoré. *Collectif semaine de solidarité internationale, 31, rue Charles de Gaulle, 33112 Saint-Laurent Médoc, tél. : 05 56 59 96 74.*

Val d'Oise : défenseurs des droits humains, jusqu'au 20 décembre à la mairie d'Eragny-sur-Oise, exposition sur les Brigades de paix internationales et des défenseurs des droits humains défendus par Amnesty international. *Amnesty international, maison de quartier des Touleuses, 95000 Cergy.*

Drôme : des murs entre les hommes, jusqu'au 31 janvier, exposition créée par le Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant rouge de Genève, à l'occasion des 20 ans de la chute du mur de Berlin. 8 murs présentés : entre les deux Corée, à Chypre, en Irlande du Nord, au Sahara occidental, à la frontière entre Etats-Unis et Mexique, à Mellila et Ceuta au Maroc, entre le Pakistan et l'Inde, entre Israël et Palestine. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Puy-de-Dôme : éco-habiter ensemble, 30 novembre et 1er décembre, salle des fêtes et salle de la Galipote à Beaumont, forum départemental sur l'habitat coopératif écologique et solidaire. Vendredi 30 à 9h45 : concevoir un habitat collectif et écologique : à 11h30 : Vivre, habiter et travailler sur un même lieu ; à 14h : Vivre ensemble, modes de gestion et médiation ; à 16h : ateliers sur les finances, le juridique, les assurances, la mise en œuvre. Mardi 1er à 9h : mettre en œuvre un habitat coopératif. Après-midi : suite des ateliers. *Université Populaire et Citoyenne 63, 3, rue Gauthier de Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, Frédéric Schlotterbeck, tél. : 06 07 78 72 83.*

Essonne : ultimatum climatique, 1er décembre à 20h30, salle Georges-Brassens, 35, avenue de la Terrasse, à Juvisy-sur-Orge. Débat sur les actions à mener vis-à-vis du sommet de Copenhague sur le climat. *Attac-Essonne, www.local.attac.org/attac91.*

Bio **Alpes-de-Haute-Provence : taille des arbres fruitiers,** 1er au 3 décembre à Manosque, physiologie des arbres et approches bio et biodynamique. *Le chant des arbres, chemin Pimayon, 04100 Manosque, www.arbobio.com.*

Corrèze : travailler peu, vivre beaucoup, 1er et 3 décembre à Saint-Flour-de-Mercoire, le 2 à Saint-Angel, pièce de théâtre en un acte à partir d'une adaptation de L'Augmentation, de Dino Buzzati. *Théâtre La Chélidoine, tél. : 05 55 72 55 84 www.lachelidoine.fr.*

Mayenne : les agro-carburants, conduire ou se nourrir, 1er décembre à 17h, au théâtre municipal de Mayenne, conférence-débat avec Ambroise Mazal, chargé de mission souveraineté alimentaire du CCFD-Terre solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement). *Casi 53, 37, rue Victor, 53000 Laval, tél. : 02 43 53 81 54.*

Toulouse : OPA sur l'enseignement de l'économie, 2 décembre, 20 h, à l'ESC, 20 boulevard Lascrosses (M° Compans-Caffarelli), conférence de Jean-Pierre Malrieu. *GREP-MP, 5, rue des Gestes, BP 71340, 31013 Toulouse cedex 6, tél. : 05 61 13 60 61, www.grep-mp.org.*

Angers : Bazar divers, 2 au 26 décembre, esplanade du quai Ligny, sous des yourtes, présentation du travail d'artistes travaillant à partir de matériaux naturels, de récupération, d'associations et d'alternatives à la folie de la consommatrice de décembre. Restauration bio, toilettes sèches, spectacles... Bazar divers, *Association Vaisseau Tomate, au Bourgneuf 49320 Grézillé. tél. : 02 41 78 06 45, http://bazardivers.canalblog.com.*

Paris : femmes aujourd'hui, égales et différentes, 2 décembre à 20h30 au Moulin à café, 9, place de la Garenne (14e, M°Pernety). Présentation de vidéos, documentaires ou de création, par la compagnie Kaël, et du travail d'ateliers autour des inégalités hommes/femmes et des petites et grandes violences faites aux femmes. Suivie d'un débat. *Cie Klein/Leonarte, 15, rue Henri-Monnier, 75009 Paris, www.egalesetdifferentes.com.*

Tarn-et-Garonne : un autre paysage énergétique est possible, 2 décembre à 20 h à la salle du Moulin, à Moissac, conférence-débat avec Christian Couturier de l'association Négawatt. *Attac Bas-Quercy, BP11, 82200 Moissac, tél. : 05 63 04 99 21 ou 05 63 04 28 44.*

Bio **Bas-Rhin : compost.** 3 décembre à 8h30 au Centre d'initiation à la nature et l'environnement de Munchhausen. Pourquoi et comment composter. *Cin, Maison de la nature, 42, rue du Rhin, 67470 Munchhausen, tél. : 03 88 86 51 67.*

Paris : Charlotte Normand se met au vert, 3, 10, 17 décembre, au théâtre Le Lieu, 41, rue de Trévise (9e, M° Grands boulevards), one-woman show sur le thème de l'écologie et d'autres sujets... *Réservation : 01 47 70 09 69, présentation du spectacle : www.charlottenormand.com.*

Albi : 1000 milliards pour les dépenses militaires, est-ce bien raisonnable ? 3 décembre à 20h30, amphi 1, maison du Multimédia, Université J.-F.-Champollion, conférence-débat avec Patrice Bouveret, du CDRPC, Centre de recherche sur la paix et les conflits. *COT, Collectif des objecteurs tarnais, chez Sophie Flaquet, Arvieu, 81190 Tanus, www.cot81.com.*

Savoie : habitat groupé, comment concevoir à plusieurs son logement ? 3 décembre à 20h à la Maison des énergies, avec des représentants du réseau Habitat groupé Sud-Est et des porteurs de projet. *Asder, la Maison des énergies, 562, avenue du Grand-Ariétaz, BP 99499, 73094 Chambéry Cédex 9, tél. : 04 79 85 88 50, www.asder.asso.fr.*

Toulouse : soirée Brésil, 3 décembre à 19h30 à Friture, repas brésilien (6 €) puis concert de musique brésilienne. *Friture, 22 ,place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01.*

Lille : la chute du mur de Berlin, 3 au 15 décembre, à la MRES, exposition photos de la Ligue des droits de l'Homme. Un débat est organisé le 11. *MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, http://mres-asso.org.*

Grenoble : l'affaire Clearstream racontée à un ouvrier de Daewoo, 3 décembre à 20h, à la librairie Antigone, 22, rue des Violettes (tram C, Vallier-Catane ou Dr Calmette). Projection du film de Denis Robert et Pascal Laurent puis débat avec l'association Survie. *Survie-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 84 60 02.*

Lyon : les femmes à l'assemblée, 3 au 13 décembre à l'Etoile royale, 17, rue royale (1er), théâtre d'après une pièce d'Aristophane : ce qui se passe à Athènes quand les femmes prennent la place des hommes à l'Assemblée. *Compagnie Soleluna, 506, avenue du 8-Mai-1945 , 69300 Caluire-et-Cuire, tél. : 04 78 39 21 68, www.compagnie-soleluna.net.*

Bio **Bas-Rhin : permaculture,** 3 décembre à 14h à Sparsbach, comment reproduire la dynamique des écosystèmes naturels pour servir nos besoins sans dégrader l'environnement, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien ménager, 4 décembre à 14h à Sparsbach, comment utiliser des produits les moins nocifs possible, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Evry : faut-il désobéir ? 4 décembre à 20h, MJC, place Charles-de-Gaulle, débat avec Xavier Renou (Désobéissants), un faucheur volontaire d'OGM, le réseau Biocoop. *www.desobeir.net.*

Nantes : habitat coopératif, 4 au 6 décembre, rencontre nationale du réseau Habicoop. Vendredi : enjeux nationaux, régionaux et locaux du statut de coopérative d'habitants ; comment favoriser l'accès à tous ; comment intervenir dans les projets de territoire ; comment faire un montage juridico-financier, présentation de projets. Samedi : comment articuler écologie et habitat, comment favoriser la mise en réseau des projets, comment animer un projet collectif d'habitat, présentation de réalisations européennes. Dimanche : plénière de clôture puis visite de la Maison radieuse de Rézé. *Habicoop, c/o Urscop, 74, rue Maurice-Flandrin, 69003 Lyon, tél. : 04 72 36 28 93, www.habicoop.fr.*

Toulouse : 9e forum régional de l'économie sociale et solidaire, 4 et 5 décembre à la salle Jean-Mermoz, entrée gratuite. 90 exposants autour de six thèmes : consommer, produire, employer/insérer, épargner/financer, informer/sensibiliser, accompagner/conseiller. Vendredi forum professionnel sur le développement territorial solidaire ; samedi : forum grand public sur les métiers de l'économie sociale et solidaire. *ADEPES, Agence régionale pour le développement et la promotion de l'économie solidaire en Midi-Pyrénées, Maison de l'économie solidaire, 73, chemin Mange-pommes, 31520 Ramonville Saint-Agne, tél. : 05 61 73 04 86, www.adepes.org.*

Paris : vélorution, 5 décembre, à 14h, place du Châtelet, *www.velorution.org.*

Bio **Saône-et-Loire : introduction à l'arboriculture biodynamique.** 5 et 6 décembre, avec Pierre Masson et Frédéric Cochet. *Domaine de Saint-Laurent, 71250 Château, tél. : 03 85 59 23 74, www.bio-dynamie.org.*

Bruxelles : pour que les décideurs s'engagent, 5 décembre à 14h, gare du Luxembourg (M°Trône), journée de mobilisation avec réalisation d'une chaîne humaine autour des institutions de l'Union européenne nécessitant au moins 10000 personnes. Nombreux stands et présence d'artistes sur le thème du climat, une semaine avant le sommet de Copenhague. *Coalition climat, rue des Deux-Eglises, 47, B 1000 Bruxelles, tél. : 02 274 02 49, www.coalitionclimat.be.*

Bio **Drôme : première rencontre nationale des AMAP,** 5 et 6 décembre à la Maison familial et rural d'Anneyron (à l'est de Saint-Rambert-d'Albon). Alors que la première AMAP remonte à 2001, la mise en place d'un réseau a été plus progressive. Aujourd'hui 1200 AMAP fonctionnent en France (regroupant environ 60 000 familles). Cette première rencontre traitera des garanties de l'éthique, de l'aide à l'installation pour les producteurs, de l'accès aux AMAP pour les bas revenus, de la diversité des AMAP ... Une table-ronde, le samedi après-midi, permettra de débattre de la place des AMAP au cœur des alternatives en agriculture, des politiques territoriales et de l'économie sociale et solidaire. Ce débat se fera avec des représentants de Terre de Liens, de la FNAB, de la Confédération paysanne, de Nature & Progrès... *Elodie Lagier, tél. : 06 12 14 09 33, www.miramap.org.*

Paris : poèmes et musique de Mahmoud Darwich, 5 décembre, à 20 heures au Scribe Harmattan, 19, rue Frédéric-Sauton (5e), soirée de soutien au CCIPPP, Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien, *www.protection-palestine.org.*

Bouches-du-Rhône : marché de Noël bio, 5 et 6 décembre, salle du Clocheton, boulevard André-Malraux, à Plan-de-Cuques. *Mino-Bio, Annie Bousquet, tél. : 04 42 04 04 57, annie.bousquet@9online.fr.*

Rouen : procès pour refus de prélèvement d'ADN, 7 décembre, 13h15 à la 4e chambre du tribunal correctionnel. Le procès de François Vaillant, désobéisseur ayant refusé un prélèvement d'ADN estimant ne pas entrer dans le cadre de la loi à ce sujet devait se tenir le 21 septembre. Pour pouvoir y consacrer le temps nécessaire, il a été reporté de deux mois. Rédacteur en chef de la revue *Alternatives non-violentes,* François Vaillant a su médiatiser l'affaire, ce qui devrait permettre un vrai débat sur la question. *Man, Centre 308, 82, rue Jeanne-d'Arc, 76000 Rouen.*





éducation · bio formation · environnement · énergie · décroissance

Si vous désirez présenter *S!lence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Toulouse : soirée vidéophage, 7 décembre aux Pavillons sauvages, 35, rue Jean-Dagnaux (M°Canal du Midi), projection de films indépendants sur des thèmes culturels, écologiques, solidaires, sociaux… *Les Vidéophages, 9, rue de l'Etoile, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 25 43 65.*

Lyon : sommet horizontal et décroissant, 7 au 18 décembre, plutôt que de faire confiance aux réunions internationales, multiples actions pour sensibiliser largement sur les questions climatiques, les enjeux et la nécessité de changer de modèle de société, présenter des initiatives, réfléchir aux alternatives politiques et sociales à mettre en œuvre localement. Décroissance et politique, *lyonpenhague@laposte.net.*

Bas-Rhin : bébé bio, 7 décembre à 14h à Sparsbach, allaitement, couches, produits pour le change, lessives, portage, environnement… *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Paris : Fausta, 7 décembre à 20 h, à la Filmothèque du Quartier latin (9, rue Champollion, 5e, M°Odéon), présentation de ce film de Claudia Llosa qui à travers l'histoire d'une jeune fille quechua qui se bat pour survivre, montre les difficultés du Pérou. Débat avec Gerald Taylor, linguiste, spécialiste du quechua. *Survival international, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, tél. :01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org.*

Ariège : toitures végétalisées, 8 décembre à Bâtipôle, ZI de Saint-Martin-de-Villeréglan, avantages et inconvénients de ces toitures, présentation des techniques, des calculs de charpente… *Ecorce, 26, chemin du Py-d'en-Bas, 09100 Les Pujols, tél. : 05 61 60 18 95 ou 04 68 74 33 14, www.ecorce.org.*

Partout : Journée mondiale du climat, 8 décembre à 14h à Paris, parade climatique. A Strasbourg, 14h, manif à vélo transfrontalière. A **Bordeaux,** 11h, avec masques, tubas, palmes, bouées, etc., rassemblement pour symboliser la montée des eaux. A **Lille,** 10h, action symbolique ; 14h, vélorution ; 19h30, conférence-débat. A **Nouméa,** 9h, conférence-débat. A **Brest,** 15h, rassemblement. A **Chambéry,** 10h, parade ; 11h, demande d'asile. A **Nantes,** 14h, inauguration d'un lieu de résistance. A **Hondschoote,** 18h30, café-écolo. A **Perpignan,** parade climatique. A **Toulouse,** 11h, rassemblement interassociatif. A **Rennes,** 15h, défilé des pères Noël des croissants. A **Lyon,** 15h, rassemblement déguisé sur le thème du chaos climatique. A **Limoges,** tracts, infos et arbres morts symbolisant le réchauffement climatique. A **Arras,** 10h et 14h30, distribution de "non contraventions" pour féliciter les utilisateurs de vélos et de bus. A **Grenoble,** 14h, distribution de PV aux voitures émettant le plus de CO_2 ; 17h, marche aux flambeaux (fournis). A **Poitiers,** 16h, tour de ville invitant les commerçants à fermer leur porte au gaspillage ; 17h, table ronde. A **Marseille,** 11h et 17h, actions symboliques déguisés en réfugiés climatiques + estrade pour prise de parole citoyenne. A **Caen,** le 7 décembre, à 18h, remise du prix du concours de nouvelles "Sale temps pour la planète". A **Bergerac,** matin, distribution de tracts et installation symbolique "en attendant les réfugiés climatiques…". Etc. *Coordination : Réseau Action Climat, 2 bis, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, www.rac-f.org/8decembre.*

Clermont-Ferrand : la fraternité, une valeur d'avenir ? 8 décembre à 20h30. Conférence de Bruno Mattéï. Dans un monde mondialisé mais qui pressent sa disparition possible, la valeur "fraternité" pourrait redonner sens et désir au "vivre ensemble démocratique". *Université populaire-63, 3, rue Gaultier-de-Biauzat, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 31 14 05, http://upc63.ouvaton.org.*

Puy-de-Dôme : Eau, service public à vendre, 9 décembre à 20h30 à la maison des associations, rue du Nord, à Riom, projection du film de Gleslie Franke et Hermann Lorenz sur la privatisation de l'eau en France, en Allemagne, en Angleterre… *Attac63, maison des associations, 2, boulevard Trudaine, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 90 84 46.*

Montpellier : 3e Energaïa, 9 au 12 décembre au parc des expositions, salon international des énergies renouvelables et du bâtiment durable. *Enjoy Montpellier, BP 2116, 34026 Montpellier cedex 1, tél. : 04 67 17 67 17, www.energaia-expo.com.*

Essonne : les Etats veulent-ils sauver la planète ? 9 décembre à 20h30, MJC, 10, place Jacques-Brel, 91130 Ris-Orangis. Débat animé par Marc Delepouve. *Attac-Essonne, www.local.attac.org/attac91.*

Lyon : D'un chagrin j'ai fait un repos, 10 décembre à 20h, film de Laeticia Carton suivi de courts métrages sur l'action des Déboulonneurs, avec le collectif des Déboulonneurs. *Salle Léo-Ferré, MJC du Vieux Lyon, 5 place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71.*

Lyon : expédition de S!lence. 10 et 11 décembre. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Pau : 14e Asphodèle, 10 au 12 décembre, au parc des expositions, 300 exposants. Conférences : vaccinations, mensonges en série (le 11 à 17h), le radon dans l'habitation, CRII-Rad (12 à 11h), l'assainissement écologique (12 à 14h), quelles peintures pour préserver notre santé (12 à 15h), le chauffage au poil (13 à 11h), se soigner par les plantes médicinales (13 à 11h), bidoche, revoir son alimentation Fabrice Nicolino (13 à 14h), lombriculture (13 à 15h), le jeûne en randonnant (13 à 16h). *Utovie, Salon Asphodèle, 402, route des Pyrénées, 40320 Bats, www.utovie.com.*

Grenoble : démantèlement de la justice et affaires françafricaines, 10 décembre à 20h30 à la Maison du tourisme, rue de la République, conférence de Raphael Grandfils, du Syndicat de la magistrature et André Fine, président de Survie-Isère. *Survie-Isère, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 84 60 02.*

Pas-de-Calais : les pollutions électromagnétiques, 11 décembre à 20h, à Ruisseauville, conférence d'Olivier Goudeseune, 12 décembre à 10h, visite commentée du site de l'association. *A petits pas, 16, rue de Canlers, 62310 Ruisseauville, tél. : 03 21 41 70 07, http://apetitspas.net*

Montpellier : Bio-Harmonie, 11 au 13 décembre au Parc-Expo, 270 exposants. *Goral, 126, impasse Juvénal, 30900 Nîmes, www.goral-expo.com.*

Paris : Noël en bio, 11 au 13 décembre à l'espace d'animation des Blancs-Manteaux, 48, rue Veille-du-Temple, Paris 4e. Entrée libre. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne-Billancourt, tél. : 03 86 78 19 20.*

Copenhague : manifestation internationale pour le climat, 12 décembre, à l'appel de très nombreuses associations internationales. Ceux qui viendront en avion ou en voiture n'ont rien compris. *Programme des actions : www.12dec09.dk/fr/.*

Lyon : le grand don, 12 décembre, de 12 à 17h, place Voltaire (3e) : chacun amène des choses à donner facilement transportables… *Groupe local de Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04.*

Paris : pas de pub pour les enfants ! 12 décembre de 14h30 à 15h30, heure de silence devant le jardin du Luxembourg, entrée boulevard Saint-Michel, M° Luxembourg, pour demander que cessent les publicités à la télévision pendant les émissions pour les enfants. *MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.*

Dijon : 13e expo Artisans du monde, 12 au 20 décembre, exposition-vente de produits du commerce équitable, présence de stands de partenaires (placements éthiques, commerce équitable). *Artisans du monde, 7, rue Charrue, 21000 Dijon, tél. : 03 80 44 97 33.*

Luxembourg : Israël-Palestine, quelles voix/voies pour résoudre le conflit ? 14 décembre à 20h, au CCRN Abbaye Neumünster, conférence d'Alain Gresh organisée avec les Amis du Monde diplomatique. *Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, tél. : +352 / 691 436 443, www.paixjuste.lu.*

Lyon : 4e rencontre interrégionale de l'auto-réhabilitation accompagnée, 15 décembre à la salle de conférence de la Caisse d'Epargne, 42, boulevard Eugène-Déruelle (3e). Présentation du film Mieux logé, mieux dans ma vie, tables-rondes : réhabiliter pour qui, pour quoi ? ; accompagnement individuel et action collective ; un support pertinent pour la lutte contre les précarités énergétiques ? ; une possibilité pour l'accession sociale à la propriété. *Compagnons bâtisseurs, 22, rue de la Donelière, 35000 Rennes, tél. : 02 99 02 60 90, www.compagnonsbatisseurs.org.*

Alpes-de-Haute-Provence : agriculture biodynamique, 15 au 17 décembre à Manosque. Formation. *Le chant des arbres, chemin Pimayon, 04100 Manosque, www.arbobio.com.*

Lille : Anne Franck, 15 au 30 décembre, à la MRES, exposition organisée par la Ligue des droits de l'homme. *MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, http://mres-asso.org.*

Toulouse : sorties de crise : aménagement ou mutation, 16 décembre, 20 h, à l'ESC, 20 boulevard Lascrosses (M° Compans-Caffarelli), conférence de Gabriel Colettis. *GREP-MP, 5, rue des Gestes, BP 71340, 31013 Toulouse cedex 6, tél. : 05 61 13 60 61, www.grep-mp.org.*

Orléans : Jérusalem, 16 décembre à 20h30, salle Eiffel, rue de la Tourneuve, conférence de Dominique Vidal, journaliste au Monde diplomatique. *Palestine 45, Maison des Associations, 46 ter, rue Sainte-Catherine, 45000 Orléans.*

Paris : la vie "militante" dans la politique et dans l'art, 17 décembre à 18h30 à la Coordination des intermittents et précaires, CIP-IdF, 14-16, quai de Charente (19e, M°Corentin-Cariou). Université ouverte fonctionnant par cycle avec cette fois l'analyse du processus de subjectivation politique, en s'appuyant sur les travaux de Michel Foucault. *tél. : 01 40 34 59 74, www.cip-idf.org.*

Toulouse : techniques de construction écologique en bois, 17 décembre à 19h30 à Friture, présentation animée par Xavier Méric, professionnel en éco-construction. Inscription à l'avance. *Friture, 22 ,place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01.*

Reims : un climat d'espoir, 17 décembre à 19h30 à la maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, projection du film de Scott Ludlam et José Garcia, en partenariat avec les Amis de la Terre. Entrée libre. *Attac-Reims, tél. : 06 86 58 84 30.*

Lille : Mexique, des femmes au pied du mur, 18 décembre à 20h, à l'Hybride, 18, rue Gosselet, film Señorita extraviada suivi d'une conférence de Cathy Fourez sur la situation des femmes dans les usines de la zone de libre-échange le long de la frontière des Etats-Unis et sur les crimes de Ciudad Juarez : plus de 370 femmes assassinées ou disparues. *Colores Latino Americanos, 26, place de la Nouvelle-Aventure, 59000 Lille, tél. : 06 24 01 13 40 ou 09 50 24 30 88, www.colores-latino.com.*

Lyon : vélorution, 19 décembre à 14 h devant l'Opéra. Thème de cette manifestation : les alternatives citoyennes après l'échec (prévisible) des négociations de Copenhague : visite de l'îlot d'Amaranthe (7e) et des Compostiers (alternative à l'incinérateur), visite du Village vertical (place Maisons-Neuves à Villeurbanne) sur la question de l'habitat groupé pour diminuer son empreinte écologique, visite d'une AMAP et d'une épicerie solidaire pour la promotion de la relocalisation de l'économie, fin à la Friche avec présentation de l'atelier vélo comme alternative pour les déplacements. *http://velorutionlyon.free.fr.*

Partout : guerre et sexisme 25 décembre, grande diffusion de jouets guerriers et de poupées pour influencer nos enfants.

Creuse : un nouvel an autrement, 29 décembre au 2 janvier, à la Ferme des Soleils, accueil paysan situé dans un éco-village, pour clore l'année loin du bruit et des paillettes, et pour aborder l'an nouveau autrement, s'immerger dans la nature et se centrer sur l'essentiel en soi, l'association La plume enchantée propose un stage d'ateliers d'écriture spontanée. Renseignements : *La ferme enchantée, Marlanges, 23420 Mérinchal, Pierre Gay, tél. : 05 55 67 29 31, www.laplumeenchantee.org.*



Migrations et conflits : quels enjeux ?

Projet de plantation sur les parties asséchées du lac. Mousa MAHAMAT, 24 ans, tchadien de la tribu Kanembou et ancien pêcheur, s'épuise sous un soleil de plomb (+45°c) a essayer de niveler la parcelle de terre que l'Etat lui a octroyé, pour en faciliter plus tard l'irrigation.

La crise écologique qui mène au chaos climatique touche en premier lieu les plus démunis de la planète. Ce sont les plus faibles qui subissent les conséquences des émissions de gaz à effet de serre des riches. Les conséquences sur les conflits et les migrations sont déjà là et risquent de s'accentuer rapidement. Il est nécessaire de se préparer à en assumer les conséquences.

Plutôt que parler du réchauffement climatique, on parlera de dérèglement climatique, ce qui traduit mieux la réalité vécue au jour le jour par la terre et ses habitants. C'est bien un chaos du climat auquel nous assistons et nous assisterons dans les années à venir.

Le dérèglement climatique transforme les conditions de la vie sur terre

Lorsque le climat change, l'équilibre du cycle de l'eau de la planète est modifié. Il y a actuellement une augmentation des précipitations à l'est du continent américain, au nord de l'Europe et en Asie du Nord et centrale. Nous constatons des sécheresses plus intenses et plus longues dans les régions tropicales et subtropicales, au Sahel, au sud de l'Afrique et de l'Asie.

Il y a une augmentation de l'intensité des cyclones tropicaux dans l'Atlantique Nord depuis 1970.

Le réchauffement induit une modification des écosystèmes : bourgeonnement plus précoces des arbres, décalage des migrations et de la ponte de certains oiseaux, déplacement d'espèces animales vers les pôles ou des altitudes supérieures. Nous avons tous entendu parler des vendanges qui se font plus tôt, des cépages qui se plantent dans des régions plus au Nord. Ainsi le vin de Bordeaux sera-t-il produit au sud de l'Angleterre dans les prochaines décennies.

Nous constatons aussi la fonte des glaciers et du pergélisol (sol gelé en permanence en Alaska ou en Sibérie) et la diminution de la surface du Groenland. Les espèces animales et végétales qui ne pourront pas s'acclimater assez rapidement vont disparaître.

Enfin le réchauffement va augmenter le niveau des océans : il s'est élevé de 17 cm au cours du 20e siècle par la dilatation thermique de l'eau et la fonte des glaciers terrestres. Une accélération de l'élévation du niveau est constatée depuis 1993 (+ 3 mm par an).

La migration, conséquence du chaos climatique

Quelques chiffres aident à en saisir la réalité :

> 213 communautés en Alaska sont menacées par la montée annuelle croissante de la marée ;

> 11 600 personnes sur l'île de Tuvalu sont menacées par l'élévation du niveau de la mer ;
> 100 millions de personnes dans le monde sont menacées par l'élévation du niveau de la mer ;
> l'expansion annuelle moyenne du désert de Gobi en Chine est de 10 000 km^2 ;
> la superficie des terres cultivées en Turquie victimes d'érosion est de 160 000 km^2.

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) avance l'hypothèse de 200 millions de migrants environnementaux d'ici à 2050. *« Bien que de nombreux facteurs soient responsables du déplacement et de la migration des populations, le climat occupe une place de plus en plus importante dans la décision des personnes d'abandonner leurs moyens de subsistance et leur maison »* déclare Charles Ehrart, Coordinateur de CARE sur les changements climatiques et coauteur du rapport.

Les Nations unies ont donc défini un statut pour ces individus *"forcés de quitter leurs habitations traditionnelles d'une façon temporaire ou permanente, à cause d'une dégradation – naturelle ou humaine – nette de leur environnement qui bouleverse gravement leur cadre de vie et/ou qui déséquilibre sérieusement leur qualité de vie".*

Un milliard de réfugiés en 2050 ?

Pour Christian Aid, une ONG humanitaire britannique, d'ici à 2050, au moins un milliard de personnes vont migrer de par le monde, en conséquence notamment du réchauffement climatique. D'ici à 2050, ces migrants pourraient être 645 millions en raison du changement de la donne énergétique, 50 millions à cause de conflits et atteintes aux droits de l'Homme, et 250 millions à cause de phénomènes liés directement aux changements climatiques (inondations, sécheresses, pénuries alimentaires ou restrictions dans l'accès à l'eau).

"Un monde avec beaucoup d'autres Darfour est le scénario cauchemar de plus en plus probable", ajoute l'ONG qui cite par ailleurs quelques chiffres non encore publiés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), précisant que, d'ici 2080, ce sont entre 1,1 et 3,2 milliards de personnes qui manqueront d'eau et qu'entre 200 et 600 millions de personnes souffriront de la faim".

Il y aurait actuellement 163 millions de personnes qui ont quitté leurs foyers à cause des conflits, des catastrophes naturelles et des grands projets de développement, tels que mines et barrages.

Le phénomène a, quoi qu'il en soit, commencé, puisque 20 millions de personnes, selon les chiffres de l'ONU, ont déjà été déplacées pour ces raisons (érosion des terres arables, pollution des nappes phréatiques, etc.).

Quel statut pour les réfugiés climatiques ?

L'ONU plaide pour une reconnaissance juridique internationale de ce nouveau type de réfugiés, ignorés par les conventions internationales. Devant les mouvements massifs de population à venir, il serait urgent que les Etats s'organisent pour définir une nouvelle catégorie de réfugiés "environnementaux" dans le cadre des accords internationaux.

« *Le climat occupe une place de plus en plus importante dans la décision des personnes d'abandonner leurs moyens de subsistance et leur maison* »

Etablir un tel statut reste cependant une question très compliquée. Le terme de "réfugiés environnementaux" occulte en effet la question des responsabilités économiques et politiques qui seraient à l'origine de ces déplacements.

Le problème est complexe car les institutions internationales sont déjà débordées par les demandes de réfugiés définis actuellement. Les réfugiés environnementaux seront-ils reconnus comme une nouvelle catégorie de réfugiés poli-

Des exemples sont déjà sous nos yeux

En Océanie

Les habitants de l'atoll de Carteret sont considérés comme les premiers écoréfugiés officiels. Ils ont été obligés de migrer à cause de la montée du niveau de la mer attribuée au réchauffement climatique. Dix familles ont été prises en charge par le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée à partir de 2005.

Le pays pacifique du **Tuvalu**, dont les atolls ont une altitude moyenne de 2,5 mètres au dessus du niveau de la mer, a obtenu la reconnaissance internationale en tant que l'une des nations de la planète les plus vulnérables au changement climatique. Cet état devrait disparaître d'ici 2050.

En Asie

En 2005, la moitié de l'île de Bhola, au Bangladesh, a été engloutie par les eaux. A la suite de cette catastrophe, 500 000 personnes se sont retrouvées sans-abri. La mangrove du Bangladesh se retrouve salée par le niveau de la mer qui monte et pénètre dans la terre. L'équilibre étant rompu, c'est toute la population du delta qui est obligée de changer de vie, et de fuir vers les grandes villes, accentuant la précarité, la surpopulation des villes, les problèmes de nourriture et de santé.

En Europe

Les Néerlandais sont très préoccupés par le réchauffement climatique, avec leurs digues et leurs polders qui sont en dessous déjà du niveau de la mer. Il y a des investissements récents dans les technologies permettant de rendre leurs maisons flottantes. De même la ville de Rivesaltes en France s'est équipée de digue anti-requins pour faire face à la montée des eaux amenant avec elle une faune nuisible à sa population.

Les avancée des déserts touchent particulièrement l'Afrique

Déjà dans les années 1983-1984 des éleveurs peuls du Mali et du Burkina Faso se sont réfugiés au Ghana à cause de la sécheresse et de l'avancée du désert dans leur pays. Le phénomène s'est répété dans les années suivantes. En 1992-93 des agriculteurs mozambicains fuient vers la Zambie, ainsi que des Soninkés de la région de Kayes au Mali. Le conflit du Darfour a trouvé son déclenchement dans l'émigration des tribus nomades vers les territoires sédentarisés.

■ Le collectif Argos

Fondé en 2001, le collectif Argos compte aujourd'hui dix journalistes, six photographes et quatre rédacteurs. Ses membres sont attachés à une pratique documentaire du journalisme dans laquelle l'être humain, balloté par les grandes mutations politiques, technologiques, sociales ou environnementale, occupe toujours une place centrale.

Le collectif Argos est également un groupe de réflexion où s'expérimente des formes nouvelles de médiatisation - qu'il s'agisse d'édition, de web documentaire ou de scénographie.

www.collectifargos.com

Photographes : Guillaume Collanges, Hélène David, Jéromine Derigny, Cédric Faimali, Héléonore, Henry de Frahan, Laurent Weyl.

Rédacteurs : Guy-Pierre Chomette, Sébastien Daycard-Heid, Donatien Garnier, Aude Raux



Avec l'affaiblissement de la mousson africaine, le lac Tchad a perdu 80 % de sa superficie. Autrefois 4e plan d'eau d'Afrique, c'est désormais un marécage qu'on peut traverser à pied dans toute sa longueur.

Migrants et réfugiés

Il y a 67 millions de personnes en exil à travers le monde.

Il nous faut distinguer :

> **Un migrant** est une personne qui vit de façon temporaire ou permanente dans un pays dans lequel elle n'est pas née, et crée des liens sociaux forts avec ce pays. L'exil est volontaire.

> **Un réfugié** est une personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle; qui craint avec raison d'être persécutée dans son pays d'origine et ne veut pas y retourner. L'exil est lié à une situation de crise.

tiques ou économiques ? La reconnaissance légale impliquerait une assistance, voire comme le demandent les ONG, une compensation financière des dommages subis, dès lors que les responsabilités économiques ou politiques seraient établies.

Des victimes directes de nos activités

Rappelons que ces réfugiés seront autant de victimes de notre développement économique immodéré au Nord et des cent cinquante dernières années au cours desquelles nous avons, pays riches, relâché dans l'atmosphère une quantité inédite de gaz à effet de serre qui sont à l'origine du réchauffement. Ces populations migrantes sont donc des victimes directes de nos activités et doivent être considérées et traitées comme telles. Notre responsabilité est directement engagée. Nous avons accumulé une immense dette écologique et climatique vis à vis des pays les plus pauvres, qui sont aussi ceux qui seront les premiers touchés

Malheureusement il n'existe aucune dynamique internationale au niveau des Etats pour prendre le problème à bras le corps. Une autre logique diplomatique est avancée pour justifier la politique de l'autruche. Les institutions internationales sont dans une logique de trouver des accords pour limiter les conséquences du réchauffement climatique. Le discours officiel est : "nous agissons pour que la catastrophe n'ait pas lieu". Préparer un statut et l'accueil de milliers de réfugiés, c'est reconnaître que les efforts ne seront pas suffisants et que nous allons vers un échec cuisant.

Pour une justice climatique

C'est pour cela que s'est créé le programme "Climate justice" réunissant 70 ONG – dont les Amis de la Terre, Greenpeace, le WWF et de nombreuses ONG des pays du Sud – et des associations de juristes. Plusieurs plaintes ont déjà été déposées. Au Niger, le programme Justice Climatique s'est associé, dans une plainte, aux communautés locales *"dont le cadre de vie est en train d'être détruit par les pollutions des sociétés pétrolières "*. La même démarche est en cours au Népal avec les communautés de l'Himalaya menacées par la fonte des lacs.

La définition du lien entre la dégradation environnementale et la décision de migrer est difficile à établir et à formaliser. En effet, comme pour les réfugiés économiques, les motivations, la capacité et l'envie sont du ressort individuel en dehors de la disparition pure et simple du territoire…

Une autre question diplomatique va se poser : que devient le statut de la souveraineté des nations qui doivent abandonner leur territoire national ?

Des conflits en perspective

Cette situation est source de tensions et donc de risques de conflits supplémentaires.

Elle ne peut qu'engendrer des conflits au sein des Etats touchés comme au plan international. La multiplication de ces nouveaux points chauds constitue un risque de déstabilisation sans doute bien plus important que le risque terroriste.

Willie Brandt disait déjà en 1986 : "Nous nous trompons lorsque nous ne voyons la sécurité qu'en termes purement militaires, comme si l'explosions démographiques, la limitation des ressources et le viol de l'environnement étaient des risques de second ordre."

D'ores et déjà l'accès à la ressource d'eau potable est au cœur d'enjeux régionaux et internationaux de plus en plus fréquemment.

Par exemple le conflit du Darfour au Soudan est dû en partie au manque d'accès à l'eau. La sécheresse du Sahel a entraîné le déplacement des populations nomades du nord vers les territoires sédentaires au sud. Ceci a dégénéré en conflit ethnique. Bien sûr ce conflit est instrumentalisé par le pouvoir central avec un soutien militaire de part et d'autre. Les rapports avec le Tchad voisin n'ont pas

arrangé les affaires. Comme dans chaque catastrophe, les causes sont multiples. Le monde est complexe et nous ne pouvons pas nous permettre de laisser dériver des tensions qui finissent par cristalliser d'autres tensions.

Le conflit israélo-palestinien est en partie exacerbé par l'accès à l'eau, en particulier du Jourdain. L'agriculture israélienne consomme annuellement plus d'eau qu'il n'en pleut sur Israël et la Palestine ! Il y a un problème à court terme. Comment ce pays peut-il s'en sortir ? Le Golan et le sud Liban ont de l'eau. Voilà qui donne des raisons autres que sécuritaires à Israël de ne pas rendre et de s'approprier ces territoires. Tout le Moyen Orient est touché par cette problématique. La Turquie veut faire un barrage sur l'Euphrate et voilà la Syrie qui proteste.

Une autre question diplomatique va se poser : que devient le statut de la souveraineté des nations qui doivent abandonner leur territoire national ?

Des tensions diplomatiques

Au niveau diplomatique, nous voyons se dessiner des tensions autour des limitations des GES.

La Chine et l'Inde revendiquent le droit à se développer, et donc à polluer davantage qu'actuellement. Comment répondre à ces pays sans poser le problème de la répartition des richesses et des modes de développement ? Nous retrouvons dans les négociations internationales sur le climat la démarche un peu impérialiste de nos pays riches qui s'arrogent des droits non accessibles aux pays "plus faibles". Polluer la planète, avoir l'arme nucléaire, imposer les règles de la libre concurrence…Bien sûr il n'est pas question de revendiquer ces "droits négatifs" pour tous les pays. Il faut les refuser à tous les pays, y compris les Etats-Unis et la France.Nous devons réapprendre à vivre avec une empreinte écologique plus faible.

Une autre politique de sécurité

Au niveau social nous constatons que l'Europe se crispe sur l'accueil des immigrés.

Les accords de Schengen ont transformé l'Europe en citadelle, au détriment de l'ouverture aux victimes de la planète. C'est vrai qu'il n'est pas question d'accueillir toute la misère du monde…mais 72 % des demandeurs d'asile sont accueillis par les pays du Sud ! Jusqu'au dernier conflit mondial de 1939- 45, les pays d'Europe (sauf la France) étaient exportateurs d'émigrés !

Aujourd'hui les politiques de sécurité, en particulier européenne, intègrent la problématique du dérèglement climatique. Réduire les émissions de GES rentre dans une politique de prévention des conflits. Sur ce terrain-là, il n'y a pas de réponse "militaire" à la sécurité : nos bombes atomiques ne servent encore une fois à rien. Elles n'ont pas fait tomber le mur de Berlin, elles ne nourriront pas le monde, elles ne vont pas améliorer l'équilibre écologique de la planète… Au contraire, les essais nucléaires ont participé à la pollution globale de la planète Terre.

Agir au niveau européen

Comme le monde et les problèmes sont complexes, il n'y a pas de réponse unique, mais il y a possibilité d'agir sur plusieurs facettes. Ce n'est pas un handicap, c'est une richesse : tout le monde peut contribuer à tous les niveaux. La crise économique peut être utilisée comme une opportunité à saisir pour aller vers une économie plus écologique.

L'accélération des accords de coopération économique et écologique est impérative. L'Europe joue et va continuer à jouer un rôle important parce qu'elle dépasse les enjeux nationalistes des états. Le renforcement des politiques sociales et environnementales et politiques est une chance pour la Paix. C'est aussi l'expérimentation de collaboration régionale inter étatique, comme nous pourrions l'imaginer au Moyen Orient, dans la région des Grands Lacs, au Sahel ou dans la corne de l'Afrique… qui peut être source d'espoir.

Changer de modèle de civilisation

Il est nécessaire de créer de nouveaux modèles de civilisation dans les pays du Nord.

Entre autres en diminuant les transports de marchandises : les politiques de flux tendu, de zéro stock, de "juste à temps" sont à supprimer. Il s'agit de s'organiser dans les entreprises, dans les achats quotidiens pour ne pas pousser à une accélération des échanges économiques.

Et de poser des actes, par exemple dans le domaine de l'alimentation : réduire sa consommation de viande ; consommer localement par des circuits courts ; consommer des fruits et légumes de saisons ; éviter des emballages inutiles ; revenir au vrac ; limiter les plats congelés et préparés ; faire ses courses à proximité ; maîtriser la consommation énergétique à la cuisine (couvrir les casseroles = 30 % d'économie)…

C'est un mode de vie écologique qui constitue la première prévention des conflits et des drames humains engendrés par le chaos climatiques. Des comportements quotidiens qui se doivent d'être accompagnés de changements politiques de radicaux et immédiats pour prévenir là où c'est encore possible et limiter les dégâts de manière humaine et démocratique là où il est déjà trop tard…

Serge Perrin
Militant du MAN, Mouvement pour une Alternative Non-violente ■

■ Le projet « réfugiés climatiques »

Lancé en 2004 par les journalistes du collectif Argos le projet « réfugiés climatiques » vise à enquêter sur l'impact du réchauffement climatique sur les populations les plus exposées.

Neuf reportages ont ainsi été réalisés dans neuf territoires particulièrement vulnérables : les archipels coralliens de Tuvalu et des Maldives, dans le Pacifique et l'Océan Indien, le village de Shishmaref chez les Inuits d'Alaska, le sud-ouest du Bangladesh, le village d'altitude de Dingboche au Népal, les îles Halliguen en Allemagne, la Nouvelle-Orléans après le passage du cyclone Katrina, le village de Longbaoshan à proximité de Pékin.

Ces reportages traduisent l'impression d'urgence ressentie par les journalistes du collectif : sans réduction des émissions de gaz à effet de serre, sans aide à l'adaptation, des millions de personnes seront contraintes à un déracinement qu'elles ne souhaitent pas. Sans anticipation de ces déplacements forcés, sans mise en place d'une gouvernance internationale sur la question, des cultures seront perdues, des vies brisées et la sécurité du monde mise en danger.

Incitation rationnelle à la prise de conscience, ce projet n'est pas pessimiste : il est encore temps pour agir et faire de cette catastrophe annoncée le ferment d'une solidarité internationale renouvelée.

GRAINES DE DIVERSITE

LE RÉSEAU SEMENCES PAYSANNES A ORGANISÉ À MARSEILLE LE PREMIER FORUM SUR LA BIODIVERSITÉ CULTIVÉE.

DÈS LE 14 OCTOBRE IL Y A TENU DES CONFÉRENCES POUR ATTIRER L'ATTENTION DES POUVOIRS PUBLICS SUR LES MENACES DE DISPARITION ET SUR LES PROJETS DE SAUVEGARDE DE LA BIODIVERSITÉ RÉGIONALE.

LES 17 ET 18 OCTOBRE ÉTAIENT DESTINÉS À UNE OUVERTURE AU GRAND PUBLIC, À LA MAIRIE DE SECTEUR DU 13-14.

UNE BELLE OCCASION POUR DÉCOUVRIR QU'IL N'EXISTE PAS QU'UNE SEULE TOMATE MAIS PRÈS DE 13800 VARIÉTÉS... UNE SACRÉE SALADE...



UNE COURGETTE ET UN PIMENT DÉBONNAIRES ANIMENT ET PRÉSENTENT TOUTES LES ATTRACTIONS DU LIEU. DANS CETTE MACÉDOINE DE LÉGUMES ON TROUVE DES PETITS PRODUCTEURS DE SEMENCES ET DE FRUITS, DES EXPOSITIONS FOISONNANTES, DES ATELIERS D'ÉVEIL POUR LES ENFANTS, UNE ARTISTE QUI TRAVAILLE LE CHANVRE, DES ÉDITEURS ET UNE BUVETTE. LE SAMEDI SOIR Y AVAIT UN CONCERT.

UN RESEAU QUI PREND DE LA GRAINE

LORSQUE LE RÉSEAU SEMENCES PAYSANNES NAÎT EN 2003, LES SEMENCES PAYSANNES SÉLECTIONNÉES À LA FERME N'ONT AUCUNE EXISTENCE RECONNUE. LA RÉGLEMENTATION CONSIDÈRE IMPLICITEMENT QUE L'AGRICULTEUR UTILISE FORCÉMENT DES SEMENCES COMMERCIALES, SÉLECTIONNÉES PAR DES SEMENCIERS SPÉCIALISÉS.

OR, LES SEMENCES PAYSANNES SUBSISTENT BEL ET BIEN DANS LES CHAMPS DE PAYSANS ET CHEZ DES JARDINIERS. LA GRANDE MAJORITÉ DES PAYSANS DE LA PLANÈTE RESSÈMENT LEURS RÉCOLTES ET ÉCHANGENT LEURS SEMENCES ET LEURS PLANTS. MAIS POUR QUE CES SEMENCES PAYSANNES PUISSENT EXISTER DURABLEMENT, IL FAUT LEUR RECONNAÎTRE LA POSSIBILITÉ DE CIRCULER, D'ÊTRE VENDUES ET ÉCHANGÉES.

EN FRANCE, ALORS QUE LES PRATIQUES DES PAYSANS ET DES JARDINIERS SONT CONFRONTÉES À UNE LÉGISLATION ÉTOUFFANTE, LA STRUCTURATION FORMELLE DU RÉSEAU VA DONC ENCOURAGER CELLES ET CEUX QUI FONT LEURS SEMENCES À NE PLUS SE CACHER.







VIVE LA VARIETE





LES VARIÉTÉS PAYSANNES CONSTITUENT UNE OPPORTUNITÉ POUR ACCROITRE LA BIODIVERSITÉ CULTIVÉE (AGROBIODIVERSITÉ)

CHAQUE TERROIR, CHAQUE SYSTÈME AGRAIRE, CHAQUE BESOIN ALIMENTAIRE OU CULTUREL NÉCESSITE SA VARIÉTÉ CONTRAIREMENT AU SYSTÈME ENGRAIS-PESTICIDES QUI IMPOSE PARTOUT UN NOMBRE RESTREINT DE VARIÉTÉS. DE PLUS, LES MODES DE CULTURES QUI SONT LIÉS À CES VARIÉTÉS PAYSANNES SONT FACTEURS DE PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES AU SENS LARGE, CAR LES PLANTES TENDENT VERS UNE UTILISATION OPTIMALE DES POSSIBILITÉS DU MILIEU ENVIRONNANT, AVEC UN IMPACT POSITIF SUR PLUSIEURS COMPOSANTES DE L'ENVIRONNEMENT, PAR EXEMPLE EN MATIÈRE DE STABILISATION DES SOLS OU DE BIODIVERSITÉ SAUVAGE OU CULTIVÉE.







CULTIVER LA DIVERSITE C'EST CULTIVER L'HUMILITE

MÊME SI LE TAUX DE FRÉQUENTATION, 800 PERSONNES, N'ÉTAIT PAS À LA HAUTEUR DES ESPÉRANCES DES ORGANISATEURS, ET SI LA MAIRIE DE JEAN-CLAUDE GAUDIN N'A PAS JOUÉ LE JEU, QUALITÉ, RICHESSE ET DIVERSITÉ ÉTAIENT AU RENDEZ-VOUS.

Red!

SOURCE : WWW.SEMENCESPAYSANNES.ORG





D.R.

▲ *Collectif québecois contre la pauvreté lors d'une manifestation en 1998 devant l'Assemblée nationale du Québec.*

Marcher contre la pauvreté

Rajagopal est le fondateur et l'animateur d'Ekta Parishad, mouvement populaire indien d'inspiration gandhienne qui réunit des centaines de milliers de paysans et d'indigènes dans des actions pour le respect de leurs droits et pour un changement social et politique radical[1]. A l'occasion d'une tournée européenne de Rajagopal, nous l'avons rencontré lors de son passage à Villeurbanne[2] lors d'un dialogue avec Viviane Labrie , ancienne porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté. Quels ponts existent entre des mouvements populaires d'action non-violente contre la pauvreté dans un pays occidental et dans un pays comme l'Inde ?

Rajagopal : Pouvez-nous vous raconter votre expérience au Québec ?

Vivian Labrie : En 1995 est partie une marche réclamant une loi « pour un Québec sans pauvreté », à l'initiative de la Fédération des femmes du Québec. Nous avons marché entre Montréal et Québec à raison de 10 km par jour. Nos revendications étaient, entre autres, une amélioration du service aux femmes migrantes, des mesures contre les violences conjugales, un salaire minimum. Ce sont 600 à 700 femmes qui ont marché, avec un groupe d'accueil dans chaque ville et un travail politique effectué à chaque étape. Nous l'avons appelé « marche du pain et des roses ». Parce que les roses c'est aussi essentiel que le pain, même quand on est pauvre, et que nos revendications ne sont pas qu'économiques mais visent aussi la pleine reconnaissance de chaque personne dans la société. Cette marche a été un réservoir d'énergies collectives qui nous a nourris pour la suite. Nous avons posé des échéances au gouvernement. Certaines demandes ont été prises en compte et ont abouti : augmentation du salaire minimum, action contre les violences subies par les femmes. Mais les mesures qui touchent prioritairement les plus pauvres ont été bloquées.

En 1998 nous avons campé durant un mois devant l'Assemblée nationale du Québec, dans la suite de la marche, avec une exigence de « pauvreté zéro ». Puis en 2000 nous avons organisé une consultation populaire. Nous avons enfin eu gain de cause partiel dans nos revendications en 2002.

Après le vote d'une loi vient le temps du rapport de force pour son application. Dans un premier temps, « il faut rêver logique » comme disait une personne en situation de précarité. Dans un second temps, notre mot d'ordre est « restons là sinon ça s'défera » ! La dynamique de cette marche a également abouti à un niveau mondial à la Marche Mondiale des Femmes qui s'est tenue en 2000 et qui continue.

Et vous, quelle est la réussite dont vous êtes le plus fier ?

Rajagopal : Notre plus grande réussite, c'est la manière dont nous sommes parvenus à former de nombreux jeunes dans un esprit de non-violence. La première chose que nous leur apprenons est de devenir responsables et leaders pour l'organisation de leur communauté à la base. C'est de ce premier niveau d'organisation des villages que découle une organisation plus large pour revendiquer les droits. La seconde réussite est d'avoir favorisé la capacité des personnes les plus pauvres à sortir de chez elles pour se battre. Dans les villages les gens refusent de se comporter en victimes.

Parmi d'autres succès dont nous sommes fiers : dans l'Etat de l'Orissa nous sommes restés devant l'assemblée pendant 169 jours. Chaque semaine c'étaient des habitants d'un village différent qui se mobilisaient pour être présents. Autant dire que nous étions prêts à rester 1000 jours si besoin ! Au bout de 169 jours nous avons obtenu du gouvernement de l'Orissa (2) une loi "Ma terre, ma maison" qui donnait à chacun-e le droit d'avoir sa terre et sa maison. Beaucoup en ont déjà bénéficié, mais beaucoup luttent encore pour obtenir son obtention effective.

En 2007, suite à la grande marche Janadesh qui a réuni vingt-cinq mille personnes pendant un mois, nous avons obtenu une loi au niveau national qui octroyait un accès à la terre à tous les peuples indigènes de l'Inde. Cette loi est susceptible de bénéficier à 8% de la population indienne. La précédente loi datait de 1980, elle octroyait toutes les terres forestières aux compagnies minières et au tourisme, les ressources aquatiques

1. Silence (n°342, 350, 352) s'était déjà fait l'écho de la grande marche « Janadesh, le verdict du peuple » qui avait réuni 25 000 personnes pendant un mois en octobre 2007.
2. Rajagopal était accueilli par le Collectif pour la dignité et contre la pauvreté dans le cadre d'une tournée organisée par Gandhi International.

aux compagnies de boissons, etc. Nous avons mis plus de 25 ans pour la changer. Ainsi chaque famille a droit à 3 hectares. Mais l'application des lois fait elle-même l'objet d'une longue bataille. Il est plus facile d'obtenir un bout de papier qu'un terrain ! Cependant les paysans n'attendent pas les bras croisés. Si on ne leur donne pas la terre, ils l'occupent et la cultivent. C'est alors au gouvernement de leur donner le titre de propriété qui correspond.

Je voudrais aussi donner l'exemple d'une communauté gitane nomade, qui se déplaçait traditionnellement en compagnie de singes et de serpents. Or une nouvelle loi a interdit les singes et les serpents dans les zones habitées. Pour protester ils se sont alors installés dans des terres appartenant au gouvernement et y ont construit des huttes. Ces dernières ayant été détruites par le gouvernement, ils se sont organisés et ont marché jusqu'aux bureaux du gouvernement le plus proche, avec enfants, chiens, cochons… Les premiers jours ça allait encore, bien que la musique des cochons ne soit pas agréable pour les agents gouvernementaux. Mais bientôt est venu naturellement s'ajouter le lisier et son odeur. Ils ont alors menacé de rester si le gouvernement ne leur donnait pas des terres, et ont reçu en un temps record des titres de propriété ainsi que de l'argent pour construire des maisons !

Il y a des centaines d'actions non-violentes de ce genre en Inde et ailleurs, faites par des personnes anonymes. La marche est la chose au monde la moins chère, la plus accessible à pratiquement tout le monde. C'est avec cette arme des pauvres que nous agissons pour exiger des changements de politique. La non-violence n'est pas réservée à des gens hors du commun comme Gandhi, Luther King ou Mandela, mais elle est pratiquée partout par des gens normaux. Démythifions la non-violence !

“La marche est la chose au monde la moins chère, la plus accessible à pratiquement tout le monde. C'est avec cette arme des pauvres que nous agissons pour exiger des changements de politique.”

En 2012, nous essayerons d'aller plus loin par rapport à Janadesh, la marche de 2007. Le changement est un processus permanent, infini. Lors de notre prochaine marche en 2012, "Jansatyagraha" (la force de vérité du peuple), nous comptons réunir cent mille personnes pour marcher jusqu'à Delhi, en parcourant 6000 km pendant un an, et peser plus encore dans le rapport de force.

Vivian Labrie : Une chose m'interroge en écoutant Rajagopal. On peut occuper la terre. Mais comment peut-on occuper le revenu ? Ce que nous faisons en attendant au Québec, c'est d'occuper le terrain des élites, des spécialistes, le terrain conceptuel. Nous travaillons nous-mêmes sur des indicateurs qui sont adaptés à nos réalités. Un jour, en sortant d'une réunion dans laquelle on expliquait à des gens en situation de pauvreté, que l'argent qu'ils touchaient des aides sociales entrait dans le produit intérieur brut (PIB) non comme un gain mais comme une perte, une personne a dit : « C'est bien brutal ! il faudrait inventer un produit intérieur doux ! ». On a pris au sérieux cette remarque et nous avons travaillé sur le « produit intérieur doux ». C'est chaque fois qu'on crée des richesses sans que ça passe par de l'argent. Nous avons aussi créé la « dépense intérieure dure » : c'est quand les gens sacrifient une part de leur espérance de vie en santé pour fournir un service de solidarité que la collectivité n'est pas capable de fournir.

Propos recueillis par Guillaume Gamblin. ■

■ **Ekta Parishad** (= forum de l'unité) Mouvement populaire d'action non-violente, depuis vingt ans, c'est une fédération de 11 000 associations regroupant plusieurs centaines de milliers de personnes en Inde. Elle mène des actions — notamment de nombreuses marches — pour le droit à la terre et aux ressources naturelles des populations les plus marginalisées. *Ekta Parishad, 2/3-A, Jungpura-A, Second Floor, New Delhi 110 014 India, www.ektaparishad.com.*

■ **Ekta Europe** est une plateforme européenne de soutien. Elle regroupe notamment Peuples Solidaires, la Confédération paysanne, Frères des Hommes. *Peuples Solidaires, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, fax : 02 99 30 39 30.*

■ **Gandhi International** est une association française dont l'un des objectifs est la mise en œuvre de manifestations festives et d'actions non-violentes sur tous les continents en octobre 2012 sur le thème « Nous avons individuellement et collectivement le pouvoir de changer notre société ». *Gandhi international, Louis Campana, 37, rue de la Concorde, 11000 Carcassonne, www.gandhi2012.org.*

■ **La marche des gueux,** film documentaire de Louis Campana et François Verlet, (2008, 53 mn, 20 €). suit l'épopée de la marche Janadesh en octobre 2007 qui a réuni 25 000 paysans indiens. *Shanti, s/c Louis Campana, 37 rue de la Concorde, 11000 Carcassonne http://association-shanti.org.*

■ **Collectif pour un Québec sans pauvreté,** 165, rue Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9, Canada www.pauvrete.qc.ca

■ **Un Collectif pour la dignité et contre la pauvreté** organise une marche régionale contre la pauvreté du 30 juin au 3 juillet 2010 en Rhône-Alpes. *Manu Bodinier, tél. : 06 77 17 77 57, www.contrelapauvrete.fr.*

D.R.



Rajagopal de dos lors d'un discours devant des marcheurs lors de Janadesh 2007.

Rebond



Difficultés du consensus

Dans le dossier du précédent numéro, nous avons présenté les mérites de la prise de décision au consensus. Nous pouvons toutefois regretter que ne soient pas abordées les difficultés que cette méthode engendre.

DANS LE DOSSIER, IL EST MONTRÉ COMMENT PROCÉDER EN PETIT GROUPE. MÊME À CE NIVEAU, CE n'est pas toujours évident. J'ai assisté dans les années 1990 à une réunion pour la constitution d'un réseau d'éco-lieux. Le premier jour, il y avait 150 personnes venant de tous les horizons. En suivant une méthode proche de celle présentée dans le dossier, à la fin de la première journée, nous n'avions pas encore fini d'élaborer un ordre du jour. Autant dire que le deuxième jour, les rangs s'étaient déjà éclaircis, par lassitude.

Autre exemple, lors du rassemblement de Notre-Dame-des-Landes, cet été, suite au pillage d'un supermarché, une réunion a été provoquée pour débattre de la position du Camp action climat. Alors que plusieurs centaines de personnes étaient présentes, seules quelques dizaines de personnes sont venues en débattre et n'étant pas sur les mêmes positions, aucune position n'a été prise. C'est donc l'ultraminorité qui a organisé l'action qui l'a emporté de fait…

Comment discuter en collectivité ?

Même si un petit groupe affinitaire peut arriver à prendre des décisions comme le dossier le présente — et bien sûr, c'est souhaitable —, dès que le nombre de personnes augmente, cela se complique. L'exemple d'*Oxalis* permet d'aller vers un plus grand nombre (jusqu'à 120 personnes dans leurs réunions). Mais que faire par exemple pour décider de la construction d'une route entre deux villes ? comment se mettre d'accord sur des choix énergétiques au niveau européen ?

C'est là que l'on retombe dans les pièges du consensus que les auteurs évacuent ("consensus mou") sans analyser que cela peut être une méthode pour s'assurer de ne rien changer. Par exemple, des ONG canadiennes qui se battaient pour l'interdiction d'armes ont eu comme réponse du gouvernement qu'il n'y avait pas consensus entre l'Etat, les ONG… et les marchands d'armes. Il y a fort à parier que même en adoptant la méthode du dossier, aucun consensus ne soit possible !

Le consensus comme moyen de domination

Le consensus peut être aussi être un moyen pour asseoir son autorité dans un groupe lorsque l'on est le plus ancien : il suffit de dire non à ce que proposent les nouveaux au nom du consensus pour que rien ne change et surtout par le rapport hiérarchique lié à cette ancienneté. Nous en avons eu d'ailleurs un exemple avec ce dossier : puisque Bertrand et Simon avaient travaillé le texte avant que le comité de rédaction de Silence n'en prenne connaissance, ce dernier n'a pu faire modifier certains points… car il n'y avait pas consensus.

Enfin, je voudrais lancer deux autres pistes de réflexion :

> *Le consensus peut conduire à vouloir gommer des différences.* En cherchant à définir une position commune, on en oublie un peu trop vite que nos différences sont une richesse, que le conflit est source d'enrichissement mutuel. Vouloir que tout le monde passe sous le même moule est quelque peu contradictoire avec la recherche du respect de chacun-e. En cherchant pour tout des voies acceptables par tous, on risque, par exemple, de brider la créativité de chacun-e. Il existe de nombreuses questions, — je pense par exemple à l'écologie, l'éducation, les rapports de genre… — où il n'existe pas une solution unique scientifiquement juste. On expérimente, on ajuste, on tâtonne… Vouloir trouver une démarche commune n'est peut-être pas une méthode adéquate.

Au début des Verts français, dont j'étais, il y avait des comptes-rendus indiquant une position majoritaire (qui selon les cas devait recueillir soit 50 % soit 66 % des voix) et les autres positions défendues, ce qui permettait, avec le recul, de se rendre compte parfois que l'une des positions minoritaires se serait avérée plus juste avec le temps et l'évolution du contexte politique…

> *Le consensus relève-t-il du religieux ?* Lorsque l'on se promène sur internet en tapant le mot consensus, on découvre que l'on arrive très souvent sur des sites religieux. Cela devrait nous interroger. Car lorsque l'on parle de mode de décision dans un groupe affinitaire, que sont ces affinités ? Sinon des croyances communes. Comment alors passer du groupe affinitaire au groupe aléatoire (par exemple des relations de voisinage, de parents d'élèves…) ? La plupart des décisions qui régissent nos vies, à moins de vouloir vivre dans un écolieu retiré du monde, ne relèvent pas d'un groupe affinitaire.

Michel Bernard ■

Habitats coopératifs

Alors que les initiatives se multiplient, un état des projets en cours.

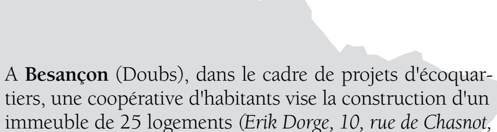
A **Rennes,** une douzaine de familles (30 personnes) ont mis en place le réseau Les graines urbaines pour porter un projet d'immeuble coopératif avec un jardin et un espace associatif (*lesgrainesurbaines@hg-rennes.org*).

A **Paris**, le groupe Hesp'ère 21 se veut une couveuse de projets pour l'habitat coopératif et ainsi mettre en place des logements accessibles aux revenus modestes (*HESP'ere 21, 17, rue Saint-Sénoch, 75017 Paris, Raphaële Heliot, tél. : 01 43 10 25 12 ou Martine Scrive, tél. : 01 42 09 49 29*). A Paris également, Le Bazar est un groupe qui cherche à acquérir un immeuble pour y développer un habitat coopératif (*le_bazar@yahoo-groupes.fr, Fanny Thomas, tél. : 01 43 67 86 33*).

A **Montreuil** (Seine-Saint-Denis), un groupe cherche un immeuble à construire ou réhabiliter (*Hamo, Virginie Le Floch, 16, rue Clotilde-Gaillard, 93100 Montreuil*).

A **Loperhet** (Finistère), un projet de maisons "en bande" avec petit collectif devrait comprendre une douzaine de logements sur 6000 m² (*Céline Caprais, tél. : 02 98 47 44 97 ou Patrick Sablon, tél. : 02 98 07 08 94, contact@ecocum.infini.fr*).

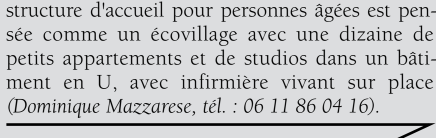




A **Besançon** (Doubs), dans le cadre de projets d'écoquartiers, une coopérative d'habitants vise la construction d'un immeuble de 25 logements (*Erik Dorge, 10, rue de Chasnot, 25000 Besançon*).

A **Lons-le-Saunier**, projet en démarrage pour une maison collective (*Julien Da Rocha, 41, rue des Salines, 39000 Lons-le-Saunier, darocha.julien@gamil.com*).

A **Vignous-sous-les-Aix** (Cher), un projet de structure d'accueil pour personnes âgées est pensée comme un écovillage avec une dizaine de petits appartements et de studios dans un bâtiment en U, avec infirmière vivant sur place (*Dominique Mazzarese, tél. : 06 11 86 04 16*).

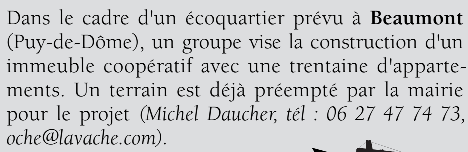


A **Thure** (Vienne), projet de construction de 6 logements autour d'un bâtiment commun sur 7000 m² de terrain, en accord avec la mairie, début des travaux prévu en 2010 (*La goutte d'eau, Mme Geais, 12, rue Alfred-de-Musset, 86100 Châtellerault*).



A **Saint-Lupicin** (Jura), projet de deux immeubles avec 10 à 12 logements en réhabilitation d'une ancienne usine (*cchsaintlupicin@numericable.fr*).

Dans le cadre d'un écoquartier prévu à **Beaumont** (Puy-de-Dôme), un groupe vise la construction d'un immeuble coopératif avec une trentaine d'appartements. Un terrain est déjà préempté par la mairie pour le projet (*Michel Daucher, tél : 06 27 47 74 73, oche@lavache.com*).



A **Bordeaux** (Gironde), un projet prévoit la construction d'environ 80 logements avec une partie confiée à un bailleur social dans une friche urbaine au nord de la ville, îlot Dupaty (*contact@hnord.org*).

A **Grenoble** (Isère), projet d'immeuble collectif à proximité d'un tram (*La Traverse, contact par Habicoop*). Autre projet à Grenoble d'un immeuble de 4 à 5 logements dans la ZAC Beauvert (*Audrey Morot, tél. : 09 53 04 63 27, morotaudrey@hotmail.com*). Toujours à Grenoble, projet d'immeuble de 7 à 15 logements (*Franck Montaudon, 67, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, priscille.darras@wanadoo.fr*).

A **Romans** (Drôme), projet Ecoîlot, 10 logements après reconstruction d'un immeuble (*Ecovillage du Pays de Romans, Maison de la Nature et de l'Environnement, 3, côte des Chapeliers, 26100 Romans*).

A **Dieulefit** (Drôme), projet de 18 logements en petits immeubles avec jardins, ateliers… (*ecoravie.org, Laurence Girard l.gaia@free.fr*).

A **Die** (Drôme), projet d'immeuble collectif en construction (*Marc.bodinier@wanadoo.fr*).

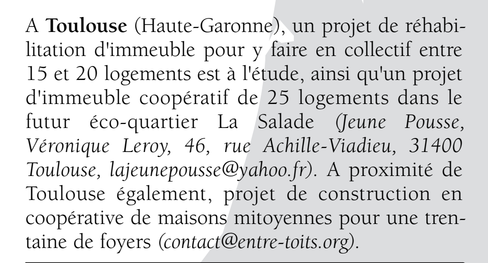
A **Saint-Germain-au-Mont-d'Or** (Rhône), projet de 15 à 25 logements en lien avec la mairie (*Association Coop en Germ', Mairie 69650 Saint-Germain-au-Mont-d'Or, contact@coopengerm.org*).

A **Villeurbanne** (Rhône), le Village vertical avance sur un projet d'immeuble coopératif basse-consommation dans le quartier Maisons-Neuves. Les travaux devraient commencer en 2010 (*http://village-vertical.org*).

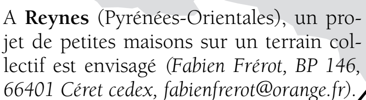
A **Lyon** (Rhône), dans le quartier en rénovation de la Duchère (9e), projet d'un immeuble de quatre étages. (*Habitat Coopératif Duchère, c/o Foyer protestant, 309, av. Andreï-Sakharov, 69009 Lyon, www.hcd-lyon.fr, hcd@hcd-lyon.fr*). Dans le quartier Confluence (2e), projet d'immeuble basse consommation (*Groupeconfluence @habicoop.fr, Christiane Patey : 06 98 21 11 83, Séverine Gedzelman, tél. : 06 31 37 71 58*). Projet d'habitat groupé religieux (*efcontamin@gmail.com*). Projet aussi à la Croix-Rousse (1er/4e) pour la réhabilitation d'un immeuble (*Groupe du 4 mars 2009, chez Nicolas Bérut et Cécile Flandinet, 11, rue Saint-François-d'Assise, 69001 Lyon, tél. : 06 64 09 84 97, berut.nicolas@free.fr*).

A **Mornant** (Rhône), projet habitat groupé HQE (*Françoise Souvignhec, francoise.souvignhec@orange.fr, tél. : 04 78 44 16 81*).

A **Toulouse** (Haute-Garonne), un projet de réhabilitation d'immeuble pour y faire en collectif entre 15 et 20 logements est à l'étude, ainsi qu'un projet d'immeuble coopératif de 25 logements dans le futur éco-quartier La Salade (*Jeune Pousse, Véronique Leroy, 46, rue Achille-Viadieu, 31400 Toulouse, lajeunepousse@yahoo.fr*). A proximité de Toulouse également, projet de construction en coopérative de maisons mitoyennes pour une trentaine de foyers (*contact@entre-toits.org*).



A **Reynes** (Pyrénées-Orientales), un projet de petites maisons sur un terrain collectif est envisagé (*Fabien Frérot, BP 146, 66401 Céret cedex, fabienfrerot@orange.fr*).





L'association Les colibris cherche un terrain en **Provence** pour un projet d'habitat coopératif (*contact@lescolibris.fr*).

Des fiches détaillées de chacun des projets sont disponibles sur le site *www.habicoop.fr*. D'autres projets d'habitat groupé ayant choisi un autre statut que la forme coopérative sont également présentés sur le site *www.habitatgroupe.org*.



30 000 manifestants selon la préfecture ? 10 000 selon les organisateurs !

La Préfecture du Haut-Rhin et le maire de Colmar ont tout fait pour faire échouer la manifestation pour la fermeture des plus vieux réacteurs nucléaires français. En vain.

Nouara Aci-Scalabre

Casseurs sponsorisés ?

Les commerçants du centre de Colmar ont reçu la veille de la manifestation un courrier d'une filiale de Saint-Gobain annonçant qu'elle pouvait intervenir en moins de 2 h pour remplacer les vitrines brisées ! Si les casseurs se cherchent un sponsor…

Le coût du fonctionnement

EDF avance qu'il faudra investir 400 millions d'euros dans chaque réacteur de Fessenheim pour assurer dix ans de fonctionnement supplémentaire. Sachant que nous avons 58 réacteurs en fonctionnement, leur prolongation de 30 à 40 ans nécessiterait donc un investissement de plus de 20 milliards d'euros (le prix de quatre réacteurs neufs)… et ceci sans qu'aucun débat public n'ait lieu. Le *Réseau Sortir du nucléaire* a annoncé lors de la manifestation qu'il étudiait un recours juridique sur cette question.

Durant les semaines qui ont précédé la manifestation, préfet et maire ont multiplié les communiqués alarmants, invitant les journalistes à assister à des entraînements anti-émeutes, annonçant le déploiement de 3000 policiers et gendarmes pour contrer les 30 000 manifestants prévus, interdisant le lieu de rassemblement, signant des arrêtés interdisant la circulation des piétons dans le centre de la ville…

Face à cela, les organisateurs du *Réseau Sortir du nucléaire* ont dû faire preuve d'une grande prudence, craignant que tout ce cinéma médiatique ne soit que la préparation à une vaste provocation : des violences auraient ensuite permis de discréditer le mouvement.

Quelques jours avant la manifestation du 3 octobre 2009, les organisateurs décidaient, par prudence, de ne maintenir que le rassemblement.

Combien de manifestants ?

Le jour de la manifestation, la ville était en état de siège : centre entièrement isolé par des grilles de trois mètres de haut, brigades à pied, à cheval, en véhicules, hélicoptère de surveillance, canons à eau…

La préfecture annonçait en début d'après-midi qu'il n'y avait que 3300 manifestants devant la gare de Colmar, oubliant de préciser aux médias que les forces de l'ordre avait bloqué entre 1000 et 1500 personnes à la frontière allemande et quelques centaines à la frontière suisse. Mais la même préfecture, interrogée sur le déploiement de forces, répliquait en disant qu'elle n'avait finalement mis qu'un gendarme ou policier pour trois manifestants… Avec 3000 hommes déployés, cela signifierait alors 9000 manifestants ? C'est sensiblement ce qu'annonçaient les organisateurs : autour de 10000 personnes. Un nombre inespéré tant les Alsaciens ont été dissuadés, par médias interposés, de venir à cette dangereuse manifestation.

L'agitation médiatique a permis de parler des risques de la manifestation, au lieu des risques du nucléaire. Pourquoi les médias locaux n'ont-ils pas posé cette question aux autorités : si elles sont incapables de gérer le rassemblement pacifique de 30 000 personnes, comment feront-elles, en cas d'accident, pour évacuer une population paniquée : Colmar compte 60 000 habitants, l'agglomération plus de 100 000 ?

Le nucléaire, une énergie qui ne se renouvelle plus

Cette manifestation intervenait alors que doit se tenir la révision décennale des 30 ans du premier réacteur[1]. Alors que les pannes à Fessenheim sont en hausse régulière (4 fois plus que la moyenne des réacteurs), ce qui est normal avec l'âge, le gouvernement, conscient qu'il ne peut plus construire facilement de nouveaux réacteurs, devant l'hostilité de la population, envisage de donner l'autorisation pour dix ans de fonctionnement supplémentaire. L'expérience nous montre pourtant que Fessenheim a atteint ses limites : un seul réacteur, Phénix à Marcoule, a fonctionné plus de 30 ans… mais avec plus de dix années de pannes cumulées entre 1990 et 2009. Les dix premiers réacteurs nucléaires français arrêtés ont fonctionné en moyenne 21 ans, la moyenne d'âge des réacteurs en fonctionnement en France est actuellement de 23 ans… preuve que le nucléaire est une énergie qui ne se renouvelle plus !

Vouloir maintenir des réacteurs en activité alors qu'ils sont fragilisés par une radioactivité croissante et que de nombreuses parties du bâtiment sont irréparables, est tout simplement criminel.

Ce qui se passe de l'autre côté de la frontière où les toits photovoltaïques et les éoliennes se développent rapidement, où les immeubles sont construits avec des consommations énergétiques de plus en plus faibles, montre la voie à suivre[2].

Mais le lobby français, de plus en plus affaibli, essaie encore de maintenir son pouvoir. Jusqu'à quand ? A la veille de la manifestation, le Modem, Cap 21, le Parti de Gauche et la commission environnement du PS ont apporté leur soutien à l'idée de la fermeture, aux côtés des opposants historiques : les Verts, le NPA, les anarchistes, les groupes de défense de l'environnement. L'Alsace va-t-elle pouvoir sortir du nucléaire ?

Michel Bernard ■

1. Celle-ci a commencé mi-octobre 2009.
2. Le célèbre éco-quartier Vauban de Fribourg est à 50 km de Colmar, 30 km de Fessenheim.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : *www.revuesilence.net.*

Courrier

Résistance non-violente en Palestine


François Marchand

Je voudrais vous féliciter pour l'article dans le numéro de Silence n°371 concernant Ziad Medoukh. Il est si rare d'entendre parler de Gaza au travers de son combat culturel, et de sa résistance non-violente. Cette résistance non-violente prend forme depuis plusieurs années en Cisjordanie, avec des comités populaires très actifs. Nos médias persistent à l'ignorer. Des villages s'organisent pour lutter dans un mouvement non-violent contre la construction du mur et la confiscation de leurs terres. Les manifestants sont gazés, emprisonnés, mêmes abattus à bout portant (Bassem Abu Rhama à Bil'in le 17 avril dernier). Rien dans les journaux (à part *Politis* et *l'Huma*). Un(e) qassam lancé dans une rue déserte de Sdérot fait la une des news.
Le témoignage de Ziad Medoukh apporte un éclairage sur la résistance qui peut atteindre les moins convaincus que moi, ceux qui croient encore que le problème palestinien se réduit à la lutte interne des partis politiques en oubliant trop facilement l'occupation. Bravo !
Je suis une militante pour la Palestine engagée au coté du peuple palestinien pour le respect du droit international et l'application de la Chartre des Nations Unies.
Mon association a un projet en Cisjordanie : création d'une médiathèque à Bil'in. J'y ai fait plusieurs séjours et lors de mon passage en juin dernier nous avons installé les premiers ordinateurs, internet, meubles de la bibliothèque... Je vous conseille d'aller sur le site de Bil'in (...) www.bilin-village.org.
Yvette Vollet
Loiret

Parti de gauche, parti écolo

Je voudrais réagir à l'article "Retour sur le camp action climat" (*Silence* n°372) pour y apporter quelques précisions. Ayant moi-même passé plusieurs jours sur le site, je trouve que ce compte-rendu reflète assez bien l'esprit de ce rassemblement, sauf un point. [Dans sa présentation du site de la Semaine des Résistances, l'article omet] la présence du Parti de Gauche. (...) La semaine n'aurait pas été la même sans les militants du Parti de Gauche ! Ils ont en effet largement contribué à animer les discussions, le "in" dans les débats, le "off" sur notre stand et à la buvette... (...)
Même si le refus de la politique institutionnelle et du système des partis est fréquent chez les participants à ce type de rassemblements (et des lecteurs de *Silence* ?), il est regrettable de faire preuve d'ostracisme à ce point. D'autant que, dans le dossier de *Silence* consacré à l'écologie radicale (n°368), il était déjà frappant de lire, toujours sous la plume de Guillaume Gamblin, à propos du Parti de Gauche, "Cette force politique (...) porte elle aussi un intérêt à l'écologie radicale. Mais présente-t-elle aussi un intérêt pour celle-ci ?". (...)



D.R.

Depuis sa création en 2008, le Parti de Gauche a fait de l'écologie sa base de réflexion pour engager et piloter la transition entre le modèle de production, de consommation et d'échange actuel et le modèle de développement écologique. (...) Malgré tout ça, je suis depuis plusieurs années un lecteur assidu de *Silence,* où je trouve des pistes de réflexion sur les démarches alternatives, que j'essaie de mettre en œuvre le plus souvent possible dans ma vie personnelle, et qui nourrissent également ma réflexion politique.
Pascal Bouteiller
Ille-et-Vilaine

Sarko tu nous lèses ! ou : quand certains citoyens français sont exclus du droit à une vie de famille ?

À ce jour, la Constitution française reconnaît à chaque citoyen le droit de se choisir un conjoint de n'importe quelle origine ou pays. Mais les lois et l'administration françaises empêchent très souvent ce conjoint de venir résider en France.
Voici un autre cas : nous sommes français et nous habitons en France, mais madame est d'origine africaine et elle a un fils qui, lui, n'est pas français et dont nous assumons seuls la charge (il est étudiant).
Comme cela fait deux ans que nous ne sommes pas allés au Niger, nous avons souhaité que ce jeune homme vienne chez nous pour les congés d'été, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises dans le passé.
C'est là que, joies de la sarkozyie... le visa lui est refusé à quatre reprises (et encore on vous passe l'autorisation de sortie du territoire réclamée à un majeur, ou l'attestation de prise en charge manuscrite parce que le certificat d'hébergement officiel contresigné par le Maire ne suffit pas et les cinq semaines passées à la capitale pour ces démarches infructueuses).
Nous avons fait valoir le lien de filiation pour connaître le motif du refus (article L211-2, 2° du Code d'entrée et de séjour des étrangers) : la première fois on nous a répondu que c'était parce que "malgré toute l'attention portée à l'étude de la demande, rien dans le dossier ne prouvait qu'il venait chez sa mère française". Ce à quoi nous avons répondu que cela était pourtant mentionné en toutes lettres à la rubrique n°43 de la demande de visa Schengen !?!
Les recours et demandes suivantes n'ont pas mieux abouti. Pour la dernière demande, déposée avec copie des actes de naissance, de mariage et carte d'identité française, la communication du motif de refus est subordonnée à la vérification par les autorités françaises de la réalité de la filiation avancée (alors qu'elle a été admise lors de la première demande).
À chaque fois le motif sous-jacent de refus est "le risque élevé de détournement de l'objet du visa" ! (un fils qui vient voir sa mère)
Pour rire un peu, nous avons téléphoné au ministère de l'expulsion nationale, où l'on nous a carrément conseillé d'aller le voir puisqu'il ne peut pas venir (sic ! pourquoi le Niger serait-il plus accueillant que la France envers les "étrangers" ?).
En tout cas, nous avons découvert dans le code d'entrée et de séjour des étrangers que tout étranger qui a un ascendant français peut demander à bénéficier d'une carte de séjour de 10 ans. Il suffit de la demander en préfecture mais à la simple condition "d'être entré légalement en France" (sic toujours !).
À ce jour, un étranger peut bénéficier de la procédure dite du regroupement familial, mais cette procédure est inapplicable à un Français car il n'est pas étranger !
Comme pour le mariage, le droit à une vie de famille est garanti par l'article 10 du préambule de la Constitution française, ou l'article 8 de la déclaration Européenne des Droits de l'Homme, mais ce droit est tout simplement inappliqué et donc bafoué !
Pour finir, nos vacances sont gâchées, une mère n'a pas eu le droit de voir son unique fils et nous sommes totalement désabusés...
Selon la Cimade, consultée sur le sujet, il paraît que nous ne sommes pas seuls dans cette situation, alors si vous êtes concernés ou si cette situation vous touche, vous pouvez nous contacter. Ensemble on pourra peut-être faire obstacle à cette politique honteuse, inhumaine et dégradante.
Nana & Jacques Caclin-Harouna
3 rue neuve 69550 Amplepuis
nj.caclinh@laposte.net

Vitamine D

Si les femmes portant le voile intégral sont carencées en vitamine D (*Silence* n°372), faut-il en conclure que nos gendarmes, CRS et religieuses françaises le sont aussi ?
Olivier Clayes
Gers



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous,vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

France, des policiers au-dessus des lois

Amnesty International
45 p. - 2009 - gratuit



Multiplication des plaintes pour mauvais traitements, tactique de rétorsions contre les plaignants, contre-attaque par des plaintes pour outrage ou rébellion, disparition de certains éléments du dossier durant l'instruction, absence de transparence par rapport aux statistiques des plaintes déposées... Si le sentiment d'impunité se développe dans la police, la faute en revient largement aux mécanismes de surveillance qui sont inadaptés et non-conformes aux exigences élémentaires des conventions internationales à ce sujet. Exemples à l'appui, Amnesty dénonce le caractère raciste évident de nombreux cas, recommande en conclusion la création d'une commission indépendante chargée des plaintes contre la police, ainsi que la publication de statistiques régulières sur les plaintes déposées contre les agents de la force publique et la publication dans leur intégralité des rapports annuels des services internes d'inspection des organes chargés de l'application des lois (IGS, IGPN et IGN). GG.

Parler de paix dans un monde de conflits

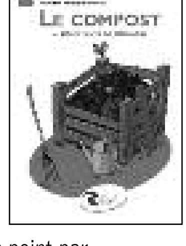
Marshall B. Rosenberg
Jouvence
219 p. - 2009 - 18,50 €



Sous-titré "la communication non-violente en pratique", ce guide propose de se former aux techniques mises en place et développées depuis plusieurs décennies par l'auteur du best seller "Les mots sont des fenêtres (ou des murs)". Il faut dépasser le caractère irritant dû au style et à l'esprit très "américains" de l'auteur (le côté recette de cuisine et les anecdotes exagérément émouvantes) pour apprécier l'intérêt de l'exercice. Rosenberg poursuit son travail sur la communication non-violente basée sur la distinction entre les faits, les émotions, les besoins et la formulation de demandes claires, en se basant sur de nombreuses expériences allant de la vie quotidienne au changement social. C'est assez impressionnant. L'intérêt est notamment qu'il aborde enfin la question du changement social et des situations de confrontation avec des groupes d'intérêt opposés, absence qui lui était reprochée jusque là. La lecture de ce manuel invite inévitablement le lecteur ou la lectrice à faire un travail sur soi, pas toujours facile à accepter, mais qui peut aider à débloquer bien des situations. GG

Le compost dans toute sa noblesse

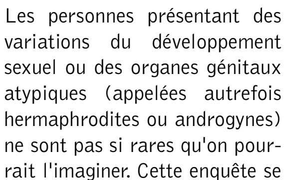
Béatrice Biebuyck-Barbay
Nature & Progrès Belgique
2009 - 80 p. 10,80 €



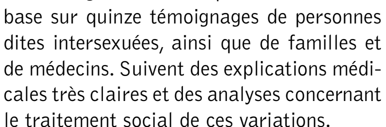
Nature & progrès Belgique édite toute une série de guides pratiques autour des questions de jardinage, d'alimentation, d'éco-construction, mais également de société. Chacun, concis, présente avec de belles illustrations, un point particulier, ici les méthodes pour obtenir un bon compost dans son jardin, dans son appartement et les dérivés que sont le mulching et le bois raméal fragmenté. Pragmatique. FV.

Ni homme ni femme Enquête sur l'intersexuation

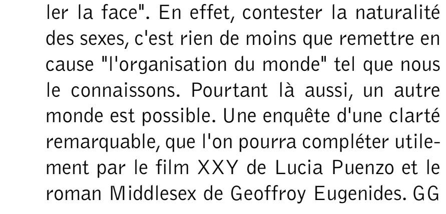
Julien Piquart
La Musardine
2009 – 235 p. - 16 €



Les personnes présentant des variations du développement sexuel ou des organes génitaux atypiques (appelées autrefois hermaphrodites ou androgynes) ne sont pas si rares qu'on pourrait l'imaginer. Cette enquête se base sur quinze témoignages de personnes dites intersexuées, ainsi que de familles et de médecins. Suivent des explications médicales très claires et des analyses concernant le traitement social de ces variations.



Alors qu'on serait tenté de considérer ces ambiguïtés génitales comme de simples anomalies qui viendraient confirmer la règle de la différence des sexes masculin/féminin, l'auteur propose une approche plus stimulante qui consiste à réinterroger cette norme. "Combien d'entre nous peuvent se prévaloir d'avoir un corps 100% masculin ou féminin ? On en arrive à ce constat que ceux qui apparaissaient au départ comme une minorité, les intersexués, constituent en réalité la majorité". Il existe une grande variété de critères pour caractériser la sexuation d'une personne : sexe phénotypique (l'aspect extérieur), sexe chromosomique, sexe génétique, sexe hormonal, et autant de combinaisons possibles entre les uns et les autres. Lequel d'entre eux devrait prévaloir sur les autres ? Généralement l'enfant n'a pas le choix et ce sont les parents et le corps médical qui tranchent pour lui à sa naissance par une opération et par son orientation arbitraire vers une identité de genre ou une autre. Il nous faut admettre que ces opérations, qui n'obéissent à aucune nécessité pour la santé de l'enfant, répondent à des pressions sociales et à des normes culturelles et non à des raisons médicales. L'auteur les compare à l'excision et leur oppose la liberté pour la personne de disposer de son corps d'une part et de choisir son identité de genre d'autre part. "Incapables de travailler sur nous-mêmes, nous retravaillons ceux qui nous gênent. Nous redessinons leurs corps pour nous voiler la face". En effet, contester la naturalité des sexes, c'est rien de moins que remettre en cause "l'organisation du monde" tel que nous le connaissons. Pourtant là aussi, un autre monde est possible. Une enquête d'une clarté remarquable, que l'on pourra compléter utilement par le film XXY de Lucia Puenzo et le roman Middlesex de Geoffroy Eugenides. GG





Guide de la révolution non-violente

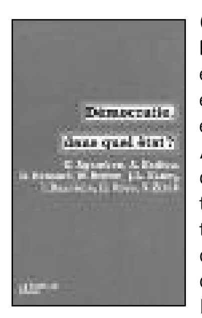
Jean-Paul Alonso
10, rue Aléanor-d'Aquitaine, 17100 Saintes
2008 - 138p. - 11,70 €port compris

La première partie du livre analyse l'état politique et écologique de la planète et prône la décroissance, puis viennent une présentation des outils de lutte non-violente ainsi que de la vie et de la pensée de Gandhi ; ainsi qu'une méthode de "méditation positive" à la base de l'engagement. L'auteur présente une "charte du consommateur responsable" proposée par le Parti international du cœur, qu'il a fondé, et termine sur un "Appel à la révolution planétaire" en huit étapes. GG



Démocratie, dans quel état ?

Collectif
Ed. La Fabrique
2009 - 151p. - 13 €



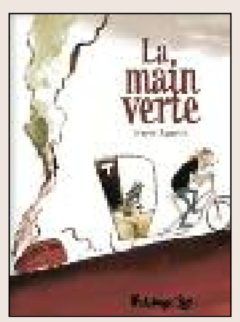
Cet ouvrage rassemblant les contributions de plusieurs philosophes engagés vise à briser le tabou qui entoure le concept de "démocratie" et interdit toute critique à son égard. Alain Badiou insiste sur la nécessité de destituer l'"emblème démocratique" qui constitue l'horizon ininterrogeable de nos sociétés. Comme d'autres, il analyse la fusion de la démocratie moderne avec le capitalisme, estimant que "l'homme démocratique greffe un vieillard avare sur un adolescent avide". Wendy Brown compare la démocratie à une nouvelle religion mondiale au nom de laquelle toutes les croisades sont permises. Il faudrait reprendre le pouvoir sur toutes les puissances et logiques économiques ou technologiques qui nous dominent pour pouvoir parler d'une démocratie non mutilée. Jean-Luc Nancy offre une belle définition de cet idéal : "la démocratie promeut et promet la liberté de tout l'être humain dans l'égalité de tous les êtres humains" ; mais critique le projet de la démocratie directe : elle n'est praticable que dans des communautés suffisamment homogènes, or la société est par définition constituée d'un ensemble de liens d'extériorité entre différentes communautés. Ce n'est donc pas une question d'échelle, mais d'essence, qui invalide la démocratie directe au niveau d'une société. Kirstin Ross part de l'exemple du vote irlandais méprisé contre le traité européen pour démonter la mode de "la gouvernance" ; Slavoj Zizek interroge de la mutation capitaliste chinoise "qui ne s'est pas fait(e) malgré le régime autoritaire communiste, mais bien grâce à lui". Une riche réflexion pour qui est prêt à partir sur les sentiers critiques de la philosophie et à revoir ses idées toutes faites sur la démocratie. GG



la bd du mois

La main verte

Hervé Bourhis
Ed. Futuropolis
2009 - 74 p. - 16 €



On nous a menti : les stocks de pétrole sont en fait presque épuisés et vont maintenant être réservés aux urgences. D'un seul coup, la vie bascule dans l'après-pétrole. La survie en ville devient très rude et tout le monde se rue sur le jardinage. Herbert, dessinateur de BD se retrouve sans emploi — plus personne n'achète de BD — et se reconvertit dans le vélo-taxi. Habitant Bordeaux, il décide d'aller avec son fils rejoindre ses parents, son père étant un jardinier aguerri. Commence une traversée de la France avec des rencontres épiques. Une BD parfaitement décroissante. Futur prix Tournesol à Angoulême ? MB

Romans

La cascade aux miroirs

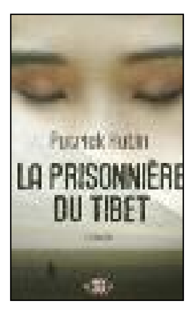
André Bucher
Ed. Denoël
2009 - 180 p. - 16 €



Pompier volontaire, Sam profite de la découverte d'un cadavre sur le lieu d'un incendie pour échanger leurs identités. Commence une nouvelle vie, avec ses embûches et un difficile équilibre entre deux vies, celle espérée et celle vécue. Peu à peu les histoires de familles se révèlent au grand jour, qui expliquent pourquoi la mère passe son temps près d'une cascade décorée de miroirs. D'un rythme un peu lent, ce roman nous réserve suffisamment de rebondissements pour nous faire traverser avec le héros ses déambulations dans les paysages secs du Sud-Est de la France. MB.

La prisonnière du Tibet

Patrick Hutin
Ed. J'ai lu
2009 - 320 p. - 6,70 €



Après avoir rencontré une Tibétaine, la vie du héros bascule. Entraîné dans la vie politique des hauts plateaux, il rencontre les résistants à l'occupation chinoise. Si les informations sur le Tibet donnent une vision moins angélique de la lutte des Tibétains que bon nombre d'associations d'inspiration bouddhiste, l'histoire en elle-même reste caricaturale. FV.

Beijing coma

Ma Jian
éd. J'ai lu / Par ailleurs
2009 - 894 p. - 9,40 €

Le 4 juin 1989, Dai Wei, étudiant, est blessé par balle lors de l'évacuation de la place Tien'anmen à Pékin. Il sombre dans le coma. Ce livre alterne la vie de ce jeune, cloué sur son lit et ses souvenirs. Une astuce narrative qui permet d'alterner le récit de l'évolution de la société dans la capitale chinoise de 1990 à 2000 tout en racontant en parallèle la révolution culturelle des années 1960 et les grèves étudiantes de 1987 à 1989. Cela crée une tension croissante, jusqu'au massacre final. Encore aujourd'hui, on ignore le nombre de morts qu'a fait la répression par un régime maître du pays. L'auteur qui vit à Londres depuis 1987, livre ici une reconstitution historique à charge contre le communisme. MB.

Firmin

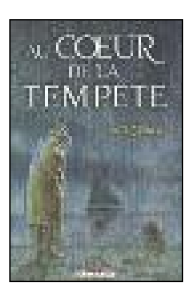
Sam Savage
Ed. Actes sud
2009 - 202 p. - 18 €

C'est un rat qui est le narrateur de l'histoire, un rat qui découvre que les livres ne servent pas seulement à se nourrir, mais qu'on peut aussi les lire, ce qui lui donne accès au monde des humains. Il découvre alors que son quartier "infesté par les rats" est en voie de rénovation et il nous présente, à sa façon, l'évolution du quartier. Gros succès de presse… pour une histoire qui tient surtout par l'originalité de l'écriture. FV.

B. D.

Au cœur de la tempête

Will Eisner
Ed. Delcourt
2009 - 208 p. - 17,50 €



Avant-guerre, la vie des migrants juifs aux Etats-Unis ne se passe pas sans souci : l'antisémitisme y est également développé, le rêve d'un monde laïc porté par certains ne verra pas le jour. Récit sans doute autobiographique d'un des grands de la BD des Etats-Unis. FV.



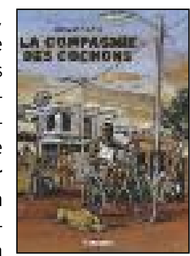
Silex and the city

Jul
Ed. Dargaud
2009 - 48 p. - 13,50 €

L'auteur de *Il faut tuer José Bové* transpose dans la préhistoire nos préoccupations d'aujourd'hui. Campagnes électorales, écologie et décroissance, crise de l'enseignement, privatisation des biens communs… Délirant et désopilant. L'héritier de Pétillon. MB.

La compagnie des cochons

Arnaud Floc'h
Ed. Delcourt / Mirages
2009 - 90 p. - 14,95 €



A Bamako, capitale du Mali, Sidibé, griot et photographe, se trouve au centre de nombreuses machinations familiales et politiques. Entre une police corrompue et des blancs nostalgiques de la période coloniale, il faut savoir trouver sa place, surtout quand on essaie d'aider un groupe d'handicapés. Une plongée au sein de la pauvreté et des arrangements de toute sorte. Une initiation assez sombre à la politique malienne. FV.

Oh, les filles (T. 2)

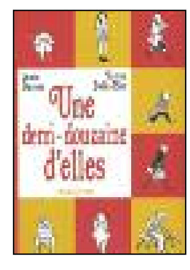
Emmanuel Lepage et Sophie Michel
Ed. Futuropolis
2009 - 64 p. - 15 €



Les trois copines, Chloé, Leïla et Agnès entrent maintenant dans l'adolescence. Les rapports avec les parents, les garçons et les études divergent selon le tempérament et l'environnement de chacune. L'épilogue nous les montre à l'âge adulte, après un parcours de vie plus ou moins tortueux. Belle histoire d'amitié sur le passage à l'âge adulte à travers les emmerdements et les questionnements de la vie. FV.

Une demi-douzaine d'elles

Anne Baraou et Fanny Dalle-Rive
Ed. L'association
2009 - 240 p. - 22 €



Après nous avoir charmé avec six petits livres abordant six questions de la vie d'une femme, voici republié l'ensemble en un seul volume. Si vous avez loupé ces petits bijoux d'histoires intimistes, précipitez-vous sur ce recueil. L'occasion de découvrir les passerelles qui existent fort discrètement entre les six vies racontées. Reste à espérer que les deux auteures poursuivront leurs introspections tellement c'est agréable à lire. MB.



La terrorisation démocratique

Claude Guillon
Ed. Libertalia
2009 - 154p. - 7 €



Dans cet essai court et facile de lecture, Claude Guillon examine la situation actuelle de la politique antiterroriste française à la lumière des évolutions du droit et de la société depuis deux décennies. C'est la loi de 1986 qui fait entrer la notion de "terrorisme" dans le droit français, puis celle de 1996 qui créé le délit spécifique d' "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste", qui n'est rien d'autre que du procès d'intention. Les années suivant 2001 sont ensuite riches en législations antiterroristes. Guillon rappelle opportunément que le terrorisme s'applique initialement à la politique d'Etat durant la période post-révolutionnaire de la Terreur. D'où sa "terrorisation démocratique" qui montre en quoi la construction de l'ennemi "terroriste" par les démocraties constitue dans le même temps une politique de terrorisation pratiquée par ces dernières. Le discours critique par rapport à cette politique réactionnaire se trouve de plus en plus isolé à gauche. C'est l'affaire de Tarnac qui a fait réagir l'opinion récemment, oblitérant le fait que ce traitement est réservé aux immigrés depuis bien plus longtemps et plus massivement. Le livre se termine par une délicieuse lettre de dénonciation du "dénommé Claude Guillon, anarchiste autonome de la mouvance ultra-gauche, se disant écrivain". GG

Genre et développement durable

Claudine Drion
Ed. Le monde selon les femmes
www.mondefemmes.org
2009 - 72p. - 3 €+ frais de port

Ce livret de poche invite à "intégrer le genre dans le développement durable". Dénonçant au passage les conceptions édulcorées de ce dernier, il fournit des outils d'analyse pour permettre cette intégration dans les pratiques et les projets. Il montre aussi en quoi les différentes conceptions de l'écologie n'aboutissent pas aux mêmes résultats concernant la condition des femmes. Oui, il faut "genrer la lutte contre le réchauffement climatique", sans quoi on risque d'aboutir à des régressions en termes d'égalité. GG

Philosophie et anarchisme



Daniel Colson, Ronald Creagh, Vivien Garcia, Irène Pereira, Alain Thévenet
Ed. Atelier de création libertaire
2009 - 55p. - 5 €

Cette brochure rassemble les réflexions des cinq intervenants à une rencontre qui a eu lieu sur le thème "anarchisme et philosophie" à l'automne 2008 au Cedrats, à Lyon. On y découvre cinq points d'entrée différents dans la pensée anarchiste et dans son rapport à la philosophie, ce qui apporte une intéressante diversité de points de vue sur la question. GG

Face aux incivilités, le courage civil

Hervé Ott
IECCC, Le Cun, 12100 Millau
2009 - 31p. - 7,70 €franco de port

Cette brochure fait partie d'une série publiée par l'Institut européen conflits cultures coopérations (IECCC). On connaissait la désobéissance et la résistance civiles (dans le domaine des luttes politiques), la défense et la dissuasion civile ainsi que l'intervention civile (dans le domaine de la défense), ici on découvre le "courage civil" qui concerne le domaine social. Ce concept ancien mais méconnu désigne les situations dans lesquelles on est amené à intervenir et à faire preuve de courage face à des incivilités, à des violences du quotidien. Dans une série d'articles qui abordent la question sous divers fronts, Hervé Ott décortique de manière pédagogique ce qui se passe lorsqu'une violence survient, en partant notamment de la rivalité mimétique. Partant d'exemples de la vie quotidienne, cette brochure apporte des analyses qui aident à comprendre les mécanismes de la violence au quotidien, ainsi que des pistes pratiques pour agir et se former à intervenir en situations d'incivilités dans l'espace public, exercices à l'appui. Une lecture qui permet à la fois de gagner en intelligence et de se transformer. GG

De la violence en politique

Collectif
Lignes
2009 - 200p. - 19 €

Ce numéro de la revue Lignes présente de nombreuses analyses sur "L'insurrection qui vient" et "L'affaire de Tarnac", sur les "émeutes" des quartiers populaires en 2005, sur la répression policière, analyses qui divergent par leurs conclusions mais qui vont globalement dans le sens d'une réhabilitation de la violence sociale et révolutionnaire. Plusieurs textes reviennent sur le processus d'"immunisation" qui fait que la violence est de moins en moins tolérée dans la société, mise à part, et c'est là le problème, celle de la puissance publique, comme le rappelle bien Anselme Jappe. Plusieurs essais reviennent sans trop de recul sur la violence accoucheuse de l'histoire. "Aujourd'hui, Sartre serait mis en prison avec Rouillan et Coupat", estime quant à lui Daniel Bensaïd. Au final de nombreuses réflexions d'intérêt, mais la moitié des textes sont si subtils qu'il faut être bien subtil soi-même pour comprendre quelque chose à leurs belles formules… GG

Nous avons également reçu...

■ **Guide de la consommation responsable en région Centre,** *Cre-Sol, 12, rue Louis-Mirault, 37000 Tours, 2009, 128 p. 4 €* Nous avions collaboré avec Cre-Sol pour la réalisation de notre numéro sur la région (n°348). Voici réactualisées toutes les adresses utiles sur la région.

■ **La bibliothèque anarchiste,** *Michael Paraire, Philippe Paraire, Michel Baudoin, éd. Le Monde libertaire et Radio Libertaire, 2009, 104p + un CD, 7 €* Compilation écrite et orale (près de 12 heures d'émissions !) de débats sur Pouget, Kropotkine, Reclus, Proudhon, Bakounine, Malatesta, Grave, Michel, Guillaume, les grands noms de l'anarchisme. A tout petit prix.

■ **L'ail et ses bienfaits**, *Franck Senninger, éd. Jouvence, 2009, 96p. 4,90 €* Nutritionniste, l'auteur présente ce médicament naturel aux multiples bienfaits.

■ **Rapport mondial sur le développement humain 2009,** *Programme des Nations unies pour le développement, éd. La Découverte, 2009, 240 p. 29 €* Sur le thème de la mobilité des populations, d'importantes réflexions sur qui se déplace, ce que cela provoque dans les pays de départs et d'arrivée. Nombreuses données statistiques mondiales.

■ **BD Réalité, RMI, Retour au monde idéal,** *Jean Corne de Brume, Hervé Vieusse, BP21, 22450 La Roche Derrien, www.bd-rmi.com, 2009, 56 p. 5 €* Une BD où les Rmistes s'organiseraient ensemble pour chambouler le monde. Dessin modeste, humour lourd, pour un appel à une campagne militante. Etrange.

■ **Calendrier lunaire 2010,** *Michel Gros, 6, rue des Prés-Verts, 39120 Chene-Bernard, 9 €* De l'influence des astres sur les cultures, mais aussi les cheveux, la fermentation…

■ **Habiter écologique,** *éd. Actes Sud / Cité de l'architecture, 2009, 414 p. 45 €* Copieux catalogue de l'exposition qui s'est tenue cet été à Paris et qui présente un curieux mélange des genres entre des constructions aux techniques modestes et d'autres très technologiques. Une écologie à dimensions très variables.

■ **La BD, art reconnu, média méconnu,** *revue Hermès n°54, éd. CNRS, 2009, 270p. 25 €* Comment la BD peut servir à présenter de multiples questions de société, mais représente aussi un enjeu économique.

■ **Elever son enfant sans couches ou presque,** *Carine Phung, éd. Souffle d'Or, 2009, 188 p. 19,90 €* Encore un ouvrage sur le sujet. Bien illustré, des astuces pour non seulement utiliser des couches lavables, mais aussi éviter d'en mettre.

■ **Le véritable régime crétois,** *François Couplan, éd. Ellébore, 2009, 342 p. 24 €* Le régime crétois serait source de bonne santé. Il est souvent présenté à base de lait de chèvre, d'ail et d'huile d'olive. François Couplan avance une autre hypothèse : s'il est si bon, c'est que traditionnellement on utilise en Crête une grande diversité de plantes sauvages.

■ **Histoire d'un ruisseau,** *Elisée Reclus et Eloar Guazzelli, éd Plumes de Carotte (Toulouse), 2007, 160 p.* Version illustrée d'un texte du célèbre géographe anarchiste, ethnologue avant l'heure.

■ **L'effet saucisson,** *Pierre Debuys, éd. Chant d'Orties (Saintry-sur-Seine), 2009, 96 p. 11 €* A partir de 11 ans. Quand un âne refuse de finir comme saucisson, cela déclenche une prise de conscience chez les autres animaux et la réplique des élites humaines incapables de renoncer à leur festin de viande.

■ **Les sentinelles de l'argent sale,** *Gilles Favarel-Garrigues, Thierry Godefroy, Pierre Lascoumes, éd. La Découverte, 2009, 312 p. 22 €* Faute de bloquer les flux d'argent sale, le milieu de la banque a dû évoluer pour accepter de mettre fin à la culture du secret. Malheureusement, cela n'a pas encore prouvé son efficacité. Enquête sur les acteurs de cette évolution.

■ **Anarchisme, féminisme contre le système prostitutionnel,** *Hélène Hernandez et Elisabeth Claude, éd. Monde libertaire, 2009, 128 p. 9 €* Certaines approches visent à reconnaître une légitimité à la prostitution. Sous forme de questions-réponses, une dénonciation de cette vision marchande du corps et un rappel qu'il n'est pas de prostitution sans esclavage et domination, deux valeurs contraires à la liberté.

Pour commander un ancien numéro

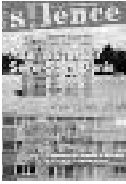
remplir ❶ + ❸ + ❹

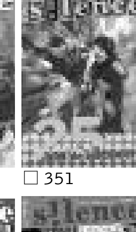
Seuls ces numéros sont disponibles.
Ils sont à commander uniquement en France ❶

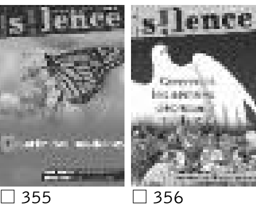
Le détail des sommaires est consultable sur : www.revuesilence.net

Numéros régionaux

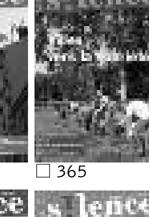
- ☐ 325 Nord-Pas-de-Calais
- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire

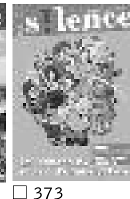



☐ 350 ☐ 351 ☐ 352 ☐ 354 ☐ 355 ☐ 356

☐ 357 ☐ 360 ☐ 361 ☐ 362 ☐ 363 ☐ 365

☐ 366 ☐ 368 ☐ 369 ☐ 371 ☐ 372 ☐ 373

Pour s'abonner à S!lence

remplir ❷ + ❸ + ❹

France métropolitaine ❷

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Silence

9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

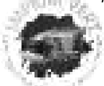
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON (IBAN : FR92 2004 1010 0700 5503 9Y03 840 - Code BIC : PSSTFRPPLYO)

Pour la Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain - Tél. : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 Tél. : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion :** Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h • **Rédaction :** Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h •

Editeur : Association S!lence • **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 • **N° ISSN :** 0756-2640 • **Date de parution :** 4e trimestre 2009 • **Tirage :** 7200 ex. • **Administrateurs :** Patrick Allamel, Olivier Bidaut, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman, Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll • **Directeur de publication :** Jean-Pierre Lepri • **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman • **Pilotes de rubriques :** Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Niccolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier • **Maquette :** Damien Bouveret (06 03 50 54 93) • **Dessins :** Coco, Kyoko, Lasserpe, Léa, Lèbre, Red !, Valeirie • **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité • **Photographes :** Agence Argos (Guillaume Collanges, Hélène David, Cédric Faimali, Laurent Weyl), Nouara Aci-Scalabre, Patrice Bouvier, Benjamin Gauducheau, Al Harvey, Juliette, J. Kertesz, Benoit Kubiak, S. Li et L. Brisset, François Marchand, Miguel Medina, Réseau Sortir du nucléaire, Benjamin Zwikel • **Et pour ce n° :** Mona Chollet, Alexis Lis, Goulven Marechal, Serge Perrin • **Couverture :** Greenpeace / Wuertenberg • **Internet :** Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.



Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : ***Atelier 26 Loriol - Tél. : 04 75 85 51 00***

L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.

Pour commander un ancien numéro :

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4 € l'exemplaire avant le 351, 4,60 € ensuite). Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) : ❸

MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

VOS COORDONNÉES ❹

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Pour s'abonner par prélèvement automatique

remplir ❹ + ❺ + ❻

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER ❺

Nom de mon agence bancaire ou CCP :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT ❻

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :

Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Important : *remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*



Avec les Réfugiés Climatiques, Les Maldives à fleur d'eau. *Construite avec l'aide du Japon au début des années 1990, une digue constituée de milliers de blocs de béton ceinture presque entièrement Malé. Mais si cette technologie est efficace contre l'érosion, elle ne protège pas de la montée des eaux.*

Guillaume Collanges - Argos



Bangladesh : le grand débordement. *Vielle femme gardant sa vache sur la grande digue. L'élévation du niveau de la mer et le changement du régime de la mousson ont, en quelques décennies, métamorphosé le paysage de sa jeunesse. District de Satkhira.*

Laurent Weyl - Argos

Pétition

Réfugiés climatiques

Dans la continuité de son travail sur les réfugiés climatiques (voir en page 35), le collectif Argos lance un appel citoyen pour que cette question soit abordée lors de la prochaine conférence internationale sur le climat qui se tient à Copenhague ce mois de décembre.

Si vous êtes sensible à cet enjeu, merci de la signer et de la diffuser le plus largement possible autour de vous :

www.refugiesclimatiques.com/petition/

Shishmaref, une communauté en sursis/Alaska. *Abandonnée depuis longtemps, la maison d'enfance de Mina Weyiouanna vient de basculer sur la plage. « Je me revois encore y jouer aux dominos avec mon grand-père, raconte-t-elle avec dignité. À l'époque, elle était encore à plus de cent mètres du rivage ».*

Hélène David - Argos